

Université de Montréal

Les cultures stratégiques canadiennes et l'opinion publique :
Une étude de la représentativité du gouvernement libéral de 2015 à 2017

par

Guillaume de La Rochelle Renaud

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences (M.Sc.)
en science politique

mai, 2018

© Guillaume de La Rochelle Renaud, 2018

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :

Les cultures stratégiques canadiennes et l'opinion publique :
Une étude de la représentativité du gouvernement libéral de 2015 à 2017

présenté par
Guillaume de La Rochelle Renaud

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Lee Joseph Marshall Seymour
Président-rapporteur

Theodore McLaughlin
Directeur de recherche

Frédéric Mérand
Membre du jury

RÉSUMÉ

À en croire les nombreux débats qui se sont tenus entre les principaux partis politiques canadiens au sujet de la conduite des affaires étrangères, l'élection en 2015 d'un gouvernement libéral suggère que sa stratégie de défense sera considérablement différente de celle de son prédécesseur conservateur. Au constat de la polarisation idéologique entre ces élites, émerge l'intérêt de questionner la représentativité politique de leurs décisions en matière d'affaires étrangères. Ce travail propose d'estimer la cohérence entre les préférences stratégiques du gouvernement canadien actuel à celles de la population, à travers une analyse empirique en deux parties et qui se fonde sur la valeur explicative du concept de culture stratégique. Après avoir décrit les cultures stratégiques typiquement canadiennes, une première partie est dédiée à l'analyse de la plateforme électorale et des politiques de défense élaborées par les élites du PLC entre 2015 et 2017. Une seconde partie vise à déterminer les principales caractéristiques de l'opinion publique des affaires de défense et à travers une analyse statistique de l'Étude électorale canadienne. Deux préférences spécifiques, à savoir le type d'intervention militaire et la nature des alliés auprès desquels est conduite une intervention militaire, servent particulièrement à distinguer les attitudes de ces deux communautés. À la lumière de cette comparaison, nous observons une correspondance générale entre la culture stratégique hybride des élites gouvernantes (entre internationalisme et atlantisme) et celle de l'opinion publique (internationaliste), mais devons nous soumettre à la conclusion que de telles préférences ne sont pas homogènes et qu'une tension s'opère entre elles.

Mots-clés : Affaires étrangères canadiennes, Culture stratégique, PLC, Opinion publique, Études électorales canadiennes, Politiques de défense

ABSTRACT

The salience of international issues during the Canadian political debates in 2015 suggests that the election of a liberal government would mark a shift in defense policies when compared to those pursued by the conservatives. In view of the ideological polarization among these elites, one could question the political representativeness of their foreign policy decision-making. Using a strategic culture approach, this paper provides an empirical assessment of the coherence between the current government's strategic preferences and the preferences of the public. After reviewing the typical Canadian strategic cultures, a first section studies the LPC campaign platform and defence policies from 2015 to 2017. The second section examines the public's preferences in regards to foreign affairs through the statistical analysis of a Canadian Electoral Study. Two sets of preferences help differentiate the position held by the groups: the nature of the military intervention and the nature of their strategic allies. We conclude on a general correspondence between the strategic culture shown by the government (halfway between internationalism and atlanticism) and by the population (internationalism), but acknowledge the difficulty of comparing such heterogeneous preferences and accept the idea of a tension within these cultures.

Keywords: Canadian Foreign Policy, Strategic Culture, LPC, Public Opinion, Canadian Electoral Studies, Defence Policy

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES GRAPHIQUES	ii
LISTE DES ACRONYMES	iii
REMERCIEMENTS	iv
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	
Approche théorique.....	10
1.1 Genèse des déterminants culturels.....	10
1.2 Culture stratégique : Initiation au concept et définitions	12
1.3 Les trois écoles de la culture stratégique.....	14
1.4 Utilité dans le contexte de l'étude de l'opinion publique.....	16
Conclusion : Débats actuels dans le cadre canadien.....	20
CHAPITRE 2	
Les identités et les cultures stratégiques canadiennes.....	22
2.1 L'internationalisme libéral.....	25
2.2 L'atlantisme	29
2.3 Le continentalisme	30
2.4 Le néoconservatisme	32
Conclusion.....	34
CHAPITRE 3	
Analyse de la culture stratégique du gouvernement canadien (2015-2017)	41
3.1 Méthodologie	43
3.2 Promesses électorales du PLC.....	46
3.3 Évolution de la politique étrangère et de défense (faits, déclarations et politiques)	54
Conclusion : Le Canada à nouveau internationaliste?	72
CHAPITRE 4	
Analyse de la culture stratégique de l'opinion publique.....	80
4.1 Méthodologie.....	81
4.2 Analyse statistique de l'opinion publique et de l'ÉEC 2015.....	83
Conclusion.....	102
CONCLUSION	
Résumé et discussions.....	106
BIBLIOGRAPHIE	115

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1	« Vous identifiez-vous au Canada? » (ÉÉC 2015)	86
Graphique 2	« Vous sentez-vous très proche de ce parti, assez proche, ou pas très proche? » (ÉÉC 2015)	87
Graphique 3	« Quelle attention accordez-vous généralement [à la défense et aux affaires internationales]? » (ÉÉC 2015)	89
Graphique 4	« [Quels enjeux] avez-vous entendu être mentionnés fréquemment durant la dernière semaine et lesquels vous préoccupent beaucoup ? » (ÉÉC 2015)	90
Graphique 5	« Le gouvernement fédéral devrait-il dépenser plus, moins, ou à peu près comme maintenant pour la défense? » (ÉÉC 2015)	91
Graphique 6	Pourcentage des répondants ayant qualifié de « bonne » ou de « mauvaise décision » nonobstant la formulation de la question (ÉÉC 2015)	95
Graphique 7	Pourcentage des répondants ayant qualifié de « bonne » ou de « mauvaise décision » selon la formulation de la question assignée (ÉÉC 2015)	96
Graphique 8	... parmi les répondants qui disent également avoir voté pour le Parti libéral du Canada (PLC) (ÉÉC 2015)	98
Graphique 9	... parmi les répondants qui disent également avoir voté pour le Parti conservateur du Canada (PCC) (ÉÉC 2015)	98

LISTE DES ACRONYMES

COP21	—	Conférence de Paris 2015 sur le climat
CTF 150	—	Force opérationnelle multinationale 150
CSARS	—	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
CWS	—	Canada's World Survey
ÉÉC	—	Étude électorale canadienne
ÉI	—	État islamique
FAC	—	Forces armées canadiennes
FDSNA	—	Forces de défense et de sécurité nationales afghanes
FMO	—	Force multinationale et Observateurs
FSAP	—	Forces de sécurité de l'Autorité palestinienne
GISS	—	Groupe international de soutien à la Syrie
GRC	—	Gendarmerie royale du Canada
MDN	—	Ministère de la Défense nationale
NORAD	—	Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord
NPD	—	Nouveau Parti démocratique
OMC	—	Organisation mondiale du commerce
OMP	—	Opérations de maintien de la paix
ONU	—	Organisation des Nations Unies
ONG	—	Organisations non gouvernementales
OTAN	—	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAGC	—	Plan d'action commun
PCC	—	Parti conservateur du Canada
PLC	—	Parti libéral du Canada
PSOP	—	Programme pour la stabilisation et les opérations de paix
RPDC	—	République populaire démocratique de Corée (alias Corée du Nord)
SACT	—	Commandement allié Transformation
SCRS	—	Service canadien du renseignement de sécurité
USAFCENT	—	United States Air Forces Central
USCENTCOM	—	United States Central Command

REMERCIEMENTS

Comme il en est d'usage et puisque j'y tiens fortement, j'aimerais remercier certaines personnes pour leur aide, leurs conseils et surtout leurs encouragements.

D'abord, je remercie infiniment mon directeur de recherche le Dr Théodore McLauchlin. Tout a commencé par un cours sur les relations extérieures canadiennes lors duquel ce professeur me révélait l'existence d'un concept qui inspira plus tard mes intérêts de recherche (vous aurez d'ailleurs la chance de me lire traiter de ce concept démesurément si vous continuez la lecture). Théo m'a ensuite conseillé, engagé puis dirigé lors de la réalisation de ma maîtrise avec beaucoup d'attention et de compassion. Merci!

Je souhaite aussi remercier le CEPSI, mais principalement ses membres, désormais des amis, avec lesquels j'ai travaillé (et procrastiné) entre quatre murs oranges et des meubles hérités : Marielle, Manu, Margaux, Félix et les autres. Je ne saurais comment remercier suffisamment Flora Pidoux et Émile Boucher pour leur appui lors de cette dernière année. Ensemble, nous avons lancé un projet attachant – Raison d'État – et que j'espère que vous poursuivrez après mon départ. Mais je vous mentionne surtout ici pour votre oreille et vos encouragements. Je remercie également mon ami Stefano Polloni qui a une patience déroutante et visiblement de la compassion pour ceux qui ne maîtrisent pas aussi bien que lui les secrets de l'économétrie.

Naturellement, je remercie mes parents qui sont plus responsables de ce que je suis devenu qu'ils ne se l'avouent. Et oui, Claude, j'ai utilisé Excel pour certaines parties de ce travail, comme quoi ce logiciel n'est pas complètement désuet. Parlant de désuet, si vous ne comprenez pas tout dans ce mémoire (advenant que vous le lisiez vraiment), il me fera plaisir de vous l'expliquer!

Je termine en dédiant quelques mots à Geneviève, la seule à m'avoir subi au quotidien (elle et peut-être le chat). Toi qui connais les hauts et les bas de l'écriture à la maîtrise, merci pour ton réconfort.

À Serge,

INTRODUCTION

En novembre 2015, nous apprenions l'élection d'un nouveau premier ministre libéral, le fils du célèbre « PET », le désormais très honorable Justin Trudeau. Son élection marquait la fin d'un double mandat conservateur et soulevait notamment la question du futur de la défense nationale, un dossier sur lequel — et parmi tant d'autres — les deux partis n'ont pas la même vision. Les dix ans de règne conservateur ont été effectivement perçus par bon nombre d'observateurs et d'électeurs comme une période de grande noirceur, un chapitre de la politique étrangère canadienne très agressif et que finalement peu de Canadiens appréciaient (Coulon 2018). Le parti de Justin Trudeau, s'opposant fermement à cette diplomatie, réclamait tout au long de la campagne électorale le besoin d'un « retour du Canada » sur la scène internationale. Ce « retour » suggère un comportement fidèle à la réputation que le pays s'est taillé et qui s'illustre par un engagement fort au sein d'organisations internationales telles que l'ONU et l'OTAN, l'accueil de réfugiés et de migrants, davantage d'aide humanitaire, une lutte efficace contre le réchauffement climatique et ainsi de suite. Conséquemment, l'évolution de la politique étrangère du nouveau gouvernement constitue un élément d'analyse intéressant puisqu'elle offre, à en croire les promesses électorales et la tradition stratégique du parti, un engagement du pays à l'étranger fondamentalement différent. Mais alors la stratégie adoptée par ce gouvernement reflète-t-elle les préférences de l'opinion publique? Au constat des différences qui peuvent exister entre ce que l'on pourrait nommer la culture stratégique du Parti conservateur du Canada (PCC) et celle du Parti libéral du Canada (PLC), émerge l'intérêt de se pencher sur leur représentativité dans l'opinion de la population canadienne. En d'autres termes, existe-t-il une cohérence entre les préférences de l'opinion

publique et les décisions prises par les élites politiques dans le domaine des affaires de défense? En se servant du concept des cultures stratégiques appliqué à la fois au gouvernement canadien de 2015 à 2017 et à l'opinion publique canadienne plus ou moins aux mêmes années, il semblerait que oui.

Pourtant, la littérature a souvent questionné la crédibilité de l'opinion publique dans le domaine des affaires étrangères et interrogé son influence sur la politique étrangère. Selon une idée qui fut généralement acceptée pendant plusieurs années et qu'on associe au consensus de Almond-Lippman, l'opinion publique serait inutile dans le contexte des affaires étrangères et de défense puisqu'elle serait volatile, invertébrée et n'aurait donc aucun impact sur la conduite des affaires étrangères (Holsti 1992, cité dans Martin et Fortmann 1995, 372). À commencer par Platon lui-même (*La République*), des auteurs se sont questionné à savoir si la population avait tout simplement assez d'information pour avoir une voix crédible et pour pouvoir influencer le gouvernement (voir aussi Dahl 1998 par exemple). Bien des travaux, tels que ceux de Page et Shapiro (1988), Holsti (1992) ou encore Eichenberg et Stoll (2003), ont questionné la validité de cette thèse et ont finalement démontré que l'opinion publique est généralement stable et a même des préférences « raisonnables ». Il faudrait cependant « que la population soit informée [...] qu'elle témoigne d'opinions relativement cohérentes et structurées [...] et, enfin, qu'elle soit disposée à adapter ses attitudes face aux nouvelles informations » pour que ses préférences puissent influencer le processus décisionnel (Massie et Boucher 2013, 363).

Selon Elizabeth Saunders (2015) par exemple, en l'absence d'une population suffisamment informée, le consensus des élites influence non seulement l'appui populaire d'une politique

étrangère, mais en détermine également son élaboration. Plus spécifiquement, le consensus (ou l'absence de consensus) parmi les élites partisans affecte l'opinion publique et détermine finalement la place du public dans le processus décisionnel entourant l'usage de la force (Saunders 2015, 467). Par exemple, en jouant le « jeu de coalition interélites » (*elite coalition game*), les décideurs peuvent s'assurer du soutien d'un public inconsciemment influencé par un tel consensus. En soi, cette thèse défend la prédominance d'une audience des élites au détriment d'une audience publique dans le contexte des affaires étrangères. Ces élites bénéficient entre autres de préférences souvent clairement définies, d'une concentration des pouvoirs et davantage d'informations que le citoyen ordinaire. Similairement, de nombreux travaux ont questionné la représentativité politique des affaires militaires et de l'élaboration des budgets associés à la défense et ont finalement démontré que les préférences du public n'exercent que très peu d'influence sur ces politiques (voir par exemple Shapiro 2011).

Malgré cela, d'autres auteurs s'opposent à ces conclusions et ont étudié un ensemble de mécanismes à travers lesquels l'opinion publique affecte les politiques publiques. Sobel (2001) et Soroka et Wlezien (2004, voir aussi Wlezien 1995) par exemple, ont révélé que les élites politiques et l'opinion publique s'influencent mutuellement (cités dans Massie et Boucher 2013, 363). Ce que Soroka et Wlezien ont défendu est l'idée d'un modèle « thermostatique » (*thermostatic*) dans lequel les décideurs répondent aux intérêts de la population et le public ajuste ses préférences en fonction des décisions prises, et ainsi de suite¹. Similairement, les différents mécanismes à travers lesquels l'opinion publique affecte les affaires étrangères ou militaires dans un contexte démocratique ont largement été décrits (Dooling 2005, Eichenberg et Stoll 2003, Hartley and

¹ Ce modèle se compare au thermostat dans le sens où plus un gouvernement réalise une politique, la préférence du public pour une augmentation de cette politique diminue à la même échelle et inversement.

Russett 1992, Soroka et Wlezien 2005). Dans nos sociétés démocratiques et libérales, la première observation évidente que l'on peut faire de la relation entre l'opinion publique et la politique internationale est cette norme quant à la représentativité qui doit, en théorie, être respectée par l'appareil décisionnel (voir notamment Dahl 1971). Les élections sont considérées comme le moyen principal à travers lequel les citoyens peuvent exiger des décideurs qu'ils satisfassent leurs souhaits. De ce fait, les décideurs qui agissent sans le consentement de la population courent le risque de ne pas se faire réélire et d'être démis de leurs fonctions. Cette redevabilité ne s'extrait pas du monde des affaires étrangères et constitue, dans le cas des gouvernements démocratiques, la première relation qui existe entre ce monde et l'opinion publique. Le danger de se faire punir au moment des élections pèse sur les décideurs politiques lorsqu'ils évaluent leur position par rapport aux préférences de la population. Cette dimension normative est justement ce qui motive l'intérêt de se pencher sur la représentativité des affaires de défense au Canada.

Estimer la correspondance et l'influence de l'opinion publique sur les décisions politiques est un intérêt de recherche relativement inexploré dans le domaine des affaires étrangères canadiennes (Landriault et Minard 2016, 43). S'il est vrai que très peu d'élections fédérales canadiennes se soient jouées sur ces questions d'interventions militaires², il n'en demeure pas moins que l'électorat est concerné par ces questions et influence, du moins de manière générale, le choix des grandes directions qu'adoptent les décideurs politiques (Nossal et al. 2015, 128). Nossal et al. (2015, 128) expliquent précisément que l'opinion publique affecte l'*environnement* de la prise de décision plutôt que le *processus* lui-même. Ce dernier demeure imperméable au public dans le sens

² Nossal et al. (2015, 127) notent toutefois qu'au Canada, les élections de 1891, 1911, 1917, 1940 et 1988 se situaient exceptionnellement autour de questions relatives aux relations commerciales avec les États-Unis ou à des débats sur la défense du pays. Massie et Roussel (2014, 682) ajouteraient, « dans une moindre mesure », l'élection de 2004 lors de laquelle l'invasion de l'Irak fit aussi l'objet de débats. Nous verrons que celle de 2015 peut s'ajouter à cette liste.

où les décideurs jouissent d'une autonomie relative dans la définition et l'application des politiques qui leur semblent adéquates. Cependant, le public peut déterminer les marges de ce qu'il considère un comportement acceptable de la part de son gouvernement en matière de politique étrangère. Similairement, Stimson (1999, 122) a avancé la thèse selon laquelle le public réagit et fait pression sur un gouvernement lorsque celui-ci prend des mesures politiques qui sont considérées en dehors d'une zone modérée d'acceptabilité. Il semblerait d'ailleurs que les citoyens occidentaux contestent de plus en plus les coûts et les bénéfices des politiques de défense implémentées (Marantz 2017, Landriault 2017a). Bien que cette «zone modérée d'acceptabilité» soit finalement assez large au Canada (Nossal et al. 2015, 128), l'opinion publique restreint tout de même les choix qui s'offrent aux décideurs et influence le cours de leurs actions (voir aussi Stairs 1977, 131).

Selon Nossal et al. (2015), cette relation ne s'observe pas uniquement par le processus électoral, mais aussi à travers un mécanisme complexe et qui rend compte des demandes sociétales que forment un ensemble de groupes organisés et désorganisés de la population canadienne. Dans ce sens, les intérêts fomentés par ces groupes articulent directement ou indirectement la poursuite des affaires étrangères. Cette relation se formule autour des préceptes du libéralisme démocratique et le comportement de l'état doit, en théorie, s'organiser ainsi (Nossal et al. 2015, 97). Il existe effectivement toute une dimension éthique de cette relation. Plus spécifiquement et toujours selon Nossal et al. (2015, 11), trois perspectives de la relation entre les gouvernants et les gouvernés peuvent être partagées: l'idée que l'état est l'extension de la société et travaille donc dans l'intérêt de celle-ci, l'idée que l'état agit au nom de la classe dominante et donc au profit de son intérêt et finalement l'idée que l'état agit à son propre compte et ainsi dans l'intérêt de son maintien (et donc du système). Quoi qu'il en soit, que des groupes d'intérêts représentent réellement les intérêts de

la population ou non, les impératifs de la démocratie représentative exigent que « l'état arrime la décision politique aux préférences de la population pour ainsi être représentatif de la communauté nationale » (Landriault 2017b).

La réalité peut toutefois être différente. Naturellement, et d'un point de vue wébérien, les décideurs politiques sont eux-mêmes des agents influencés par un ensemble d'intérêts, lesquels peuvent être personnels, institutionnels ou organisationnels. Les élites politiques ont donc leur propre conception de l'intérêt national et les préférences politiques de l'état peuvent se dissocier considérablement de celles de la population (Nossal et al. 2015,12). La participation du Canada à la mission controversée en Afghanistan en est un excellent exemple (Landriault 2017a, 1). Cette mission d'abord appuyée significativement par la population est devenue l'objet de controverses dès 2006 avec la perte de nombreux soldats canadiens (Boucher 2010, cité dans Landriault 2017a, 1). Malgré cela, la campagne en Afghanistan a duré jusqu'en 2014, soulevant la question du rôle de l'opinion publique dans les affaires militaires du pays³. Il existe donc un réel intérêt de s'intéresser aux schèmes idéologiques de la classe décidante et de les comparer avec ceux de l'opinion publique puisqu'ils ne sont pas uniquement le produit de processus représentatifs. C'est ce que le travail qui suit propose.

À cette fin, la méthode employée dans cette analyse se fonde sur la valeur explicative du concept des cultures stratégiques. Bien que l'étude des stratégies nationales se soit longtemps inscrite dans une tradition épistémologique positiviste et qu'elle se soit concentrée sur des « causes

³ Pour une analyse réaliste néoclassique de ce cas d'étude et qui explique le rôle des cultures stratégiques, du consensus interélite et de la contestation sociale dans l'engagement militaire canadien en Afghanistan, consultez Massie (2016).

mesurables » — telles que les déterminants matériels, la démographie, les impératifs géographiques et ainsi de suite — le développement du constructivisme en relations internationales depuis les années 90 a prouvé l'intérêt de se pencher sur des variables culturelles afin d'expliquer le comportement des états (voir Bloomfield et Nossal 2007). De cette révolution épistémologique et ontologique du champ des relations internationales, un concept est particulièrement fécond à l'étude des politiques étrangères et des doctrines stratégiques qui les sous-tendent. En effet, le concept des cultures stratégiques peut servir à expliquer l'approche idéologique et la préférence d'une communauté politique pour certaines politiques de sécurité (Johnston 1995). Ses principaux objets d'analyse et qui permettent de circonscrire l'approche stratégique d'une communauté de celle des autres — tels que les différentes valeurs qui s'y associent, les identités projetées, le cadre perceptif utilisé, et ainsi de suite — peuvent également servir à juger de leur cohérence entre elles. À titre d'exemple, si une communauté politique justifie sa position stratégique ou ces engagements militaires par les partenaires avec lesquels elle agit et que la valeur de ces partenariats est également défendue par une autre communauté politique, nous pourrions juger de la cohérence des deux communautés. L'exercice entrepris ici se concentre spécifiquement sur la question de l'identité canadienne — les principales valeurs et les partenaires privilégiés qu'une telle identité suggère — que défendent un gouvernement et une population afin de déterminer si elles se correspondent et si, conséquemment, ces deux communautés incarnent des cultures stratégiques similaires.

Une première partie empirique (chapitre 3) est dédiée à l'analyse sommaire de la culture stratégique canadienne du gouvernement libéral de Justin Trudeau entre 2015 et 2017. Les principales promesses faites par le parti et la plateforme électorale proposée seront les premiers

indicateurs de la culture et de l'identité projetée par ce gouvernement en termes d'affaires internationales. Bien qu'elles ne demeurent que des promesses électorales, le discours justificatif de son chef permet de constater des principales motivations identitaires derrière le choix des politiques étrangères que ce parti souhaitaient entreprendre. Nous analyserons ensuite les grandes politiques, les discours clés et les positions qui illustrent le parcours de ce gouvernement au cours de ces deux premières années de mandat. Ce survol permet de constater globalement l'approche favorisée par le gouvernement et les principaux facteurs culturels qui sous-tendent ses préférences. Finalement, nous élaborerons brièvement sur la culture organisationnelle du gouvernement et de ses principaux organes investis dans la sécurité nationale du pays.

La seconde partie empirique (chapitre 4) s'intéresse à la culture stratégique de la population canadienne variablement aux mêmes années. Malgré que la définition d'une culture stratégique au sein d'une opinion publique soit relativement complexe et constitue un exercice à ma connaissance nouveau, celle-ci sera entreprise en deux étapes, toutes deux investies dans l'objectif de définir la position majoritairement soutenue par la population dans le domaine des affaires de défense. Pour ce faire, nous soulignerons les caractéristiques majeures de l'opinion publique telles que révélées par les plus récents travaux sur les sondages d'opinion au Canada. Nous étudierons également une base de données statistiques que nous offre l'Étude électorale canadienne 2015, un sondage de grande envergure conduit pendant la campagne électorale et au lendemain de l'élection fédérale.

Avant d'entreprendre une telle enquête empirique, le chapitre 2 vise à définir les principales cultures stratégiques et les identités canadiennes communément discutées dans la littérature. Celles-ci serviront d'ailleurs à catégoriser plus facilement les cultures stratégiques auxquelles

s'associent le gouvernement et la population respectivement. Le chapitre qui suit (chapitre 1) est toutefois dédié à une description de l'approche théorique utilisée dans ce travail et du concept de culture stratégique sur lequel s'appuie la démarche ontologique choisie.

CHAPITRE 1

APPROCHE THÉORIQUE

« La tâche de l'étude empirique des relations internationales consiste précisément à déterminer la perception historique qui commande les conduites des acteurs collectifs, les décisions des chefs de ces acteurs » (Aron 1967, 847).

Le concept de « culture stratégique » fait précisément écho à ce propos de Raymond Aron et permet d'analyser certaines données culturelles et historiques qui commandent effectivement le choix des décideurs politiques et la conduite des relations internationales. Bien que l'expression fut utilisée dix ans plus tard pour la première fois par Jack Snyder (1977), Aron soulevait un intérêt de recherche qui allait devenir un des favoris de nombreux auteurs constructivistes. Similairement, ce mémoire explore la cohérence entre les décisions d'un gouvernement canadien et les préférences de l'opinion publique en des termes semblables et inspirés de recherches sur les différentes cultures stratégiques canadiennes. Le chapitre qui suit vise donc à situer l'approche théorique employée dans ce travail en soulignant particulièrement la valeur explicative de ce concept — les cultures stratégiques — dans notre analyse de la représentativité politique des affaires étrangères et de défense canadiennes de 2015 à 2017.

1.1 Genèse des déterminants culturels

L'étude des relations internationales (RI) a depuis longtemps opposé les auteurs de différents courants théoriques dans des débats épistémologiques et ontologiques fort complexes. Une des

questions qui stimulent grandement ces chercheurs est celle des facteurs qui déterminent le comportement des états sur la scène internationale. Pendant plusieurs années, les théoriciens des RI croyaient fermement aux postulats rationalistes et matérialistes. Les courants dits traditionnels tels que le réalisme, le néoréalisme et le néolibéralisme par exemple utilisaient tous des méthodologies positivistes similaires et ignoraient la valeur de variables « idéationnelles »⁴ (Nossal et al. 2007, 228). Toutefois, depuis les années 90 une catégorie d'auteurs qu'on associe entre autres au courant constructiviste s'est plutôt intéressée aux variables socioculturelles des RI.

Cette tendance à observer des variables notamment au sujet de la politique nationale afin d'expliquer l'exercice du pouvoir international s'est aussi étendue aux études de sécurité⁵ (Baldwin 2013, 291). Bien évidemment, la conduite des affaires étrangères est en soi un exercice qui a trait principalement aux relations entre les états sur la scène internationale et dépend fortement de paramètres « invariants »: la capacité matérielle, la position géographique, les alliances, etc. Mais comme le défend Nossal et al. (2015, 19), le choix des politiques étrangères est de nature très politique et émerge aussi d'un ensemble d'interrelations entre des acteurs locaux. Les intérêts de ces derniers ainsi que leurs objectifs sont souvent conflictuels ou divergents. Incidemment, comprendre les perceptions et les facteurs qui forment leurs perceptions est devenu une étape importante de l'étude des RI. Des concepts tels que la culture et l'identité ont effectivement intégré les textes de bon nombre d'auteurs des RI durant cette période qui s'étend de la fin des années 70 aux années 2000⁶. Ces auteurs ont fait renaître l'intérêt pour des facteurs

⁴ D'autres utilisent plutôt le terme « variables idéelles ».

⁵ Pour une revue de littérature à ce sujet voir Fearon (1998, 290)

⁶ La liste de ces auteurs était trop longue pour les mentionnés tous, mais les plus importants sont certainement: Snyder 1977, Gray 1981, Posen 1984, Luckham 1984, Lord 1985, Klein 1988, Goldstein et Keohane 1993, Rosen 1995, Johnston 1995, Kier 1995 et 1996, Katzenstein 1996, Kratochwill 1996, Fearon 1998, Desch 1998, Duffield 1999, Wendt 1999, Russett et Oneal 2001, Lantis 2002, ainsi que plusieurs autres.

jusqu'alors marginalisés dans les études de sécurité. En adoptant une approche culturaliste afin d'expliquer le comportement des acteurs internationaux, ceux-ci s'opposaient aux méthodes plus conventionnelles structurelles, fonctionnelles et rationalistes (Kier 1995, 67). L'argument de certains soutenait par exemple que les intérêts nationaux sont définis par des acteurs qui sont eux-mêmes influencés par des facteurs culturels (voir notamment Katzenstein 1996 et Desch 1998). Ainsi, des facteurs intersubjectifs tels que l'identité et les interactions sociales sont étudiés afin de comprendre comment ceux-ci structurent les intérêts et les institutions (Roussel et Morin 2007, 28) et déterminent même l'utilisation du pouvoir militaire (Farrell et Terrif 2002, Von Hlatky et Breede 2016). Elizabeth Kier (1996) démontrait comment certaines nations géraient différemment leurs ressources militaires selon des considérations politiques domestiques plutôt que des considérations strictement stratégiques. Similairement, Stephen Peter Rosen (1995) décrivait l'effet des structures sociales domestiques des états sur leur pouvoir militaire. L'idée que les cultures influencent les politiques sécuritaires nationales était pourtant très ancienne. Déjà dans les écrits fondamentaux de Thucydides et Sun Tzu, retrouvait-on l'importance des facteurs culturels (Lantis 2006, 3 et Rosen 1995, 9-10).

1.2 Culture stratégique : Initiation au concept et définitions

De cette révolution scientifique dans le domaine des études stratégiques, un concept attire notre attention: celui des « cultures stratégiques ». Tout comme Pye et Verba (1965) parlaient de « culture politique », la culture stratégique est devenue un concept analogue appliqué au sous-champ des décisions politico-militaires afin de comprendre leur processus (Rosen 1995, 12). Le terme a été introduit à la fin des années 70 par Snyder (1977) afin d'expliquer le comportement des dirigeants soviétiques qui s'interprétaient alors difficilement par la théorie du choix rationnel

pourtant largement acceptée. Il a donc introduit le concept de culture stratégique afin de rendre compte des « différentes idées, des réactions émotionnelles et des comportements habituels que les membres de la communauté stratégique nationale soviétique avaient acquis à travers leur éducation et un processus de conditionnement » (Snyder 1977, 8, traduction libre). Successivement, Kenneth Booth (1979) continua sur cette piste et expliqua les fondations idéologiques des stratégies nucléaires, puis Colin Gray (1981) décrivit les « styles nationaux » qui caractérisent les stratégies des grandes puissances. Sommairement, le terme « culture stratégique » réfère à « un ensemble cohérent et persistant d'idées, propre à un contexte sociohistorique donné, qu'entretient une communauté à l'égard de l'usage de la force armée et du rôle des institutions militaires » (Roussel et Morin 2007, 18). Alastair Iain Johnston (1995) fut l'un des premiers à suggérer que des cultures stratégiques domestiques permettent d'expliquer, peut-être même mieux que la structure internationale, les stratégies militaires des États. Depuis, le concept a été réutilisé de toutes sortes de manières⁷ et sa signification a grandement évolué (Roussel 2007). Comme le souligne Haglund (2007, 45), une expression telle que « culture stratégique » et qui unit deux mots aussi hétérogènes devient certainement très complexe. Bien qu'il demeure « multiforme et en perpétuelle mutation » (Roussel 2007, 11), ce concept sert encore aujourd'hui à plusieurs afin d'analyser les décisions diplomatiques et militaires des grandes et des moyennes puissances.

Selon Roussel et Morin (2007, 18) cinq éléments sont importants de souligner afin de bien saisir le concept et sa définition. Le premier est son rapport particulier au monde des idées, un caractère qui l'oppose à d'autres facteurs dits matériels. Le deuxième élément est que la culture stratégique est un concept systémique, au sens où « l'unité d'analyse est une communauté, [que celle-ci] soit

⁷ Jusqu'au point d'en élargir disproportionnellement son sens et d'en réduire son utilité selon Johnston (1995). Massie (2012, 121) est aussi d'avis que ce concept souffre de « problèmes définitionnels majeurs ».

définie sur une base nationale, organisationnelle ou socio-économique » (Roussel 2007, 19). Le troisième élément demeure dans le fait qu'une culture stratégique se doit d'être exclusive, et ce afin qu'elle serve en tant que facteur distinctif entre les communautés étudiées. Quatrièmement, le concept ne peut s'appliquer qu'à un ensemble d'idées qui soit stable. Cinquièmement, le concept laisse entendre qu'il existe une « mémoire collective » partagée par la communauté. Finalement, l'utilisation d'un concept tel que la culture stratégique sous-entend aussi que celle-ci affecte l'interaction d'une communauté avec son environnement.

1.3 Les trois écoles de la culture stratégique

Toujours selon Roussel et Morin (2007, 23), il existe trois *écoles* de la culture stratégique qui se distinguent de l'usage que chacune fait du concept. Cette classification s'inspire de la distinction chronologique faite par Johnston (1995) et qui parlait plutôt de *générations*. La première école est dite *contextualiste* puisqu'elle entend la culture stratégique comme le contexte dans lequel sont décidées les politiques stratégiques tout en acceptant le rôle d'autres facteurs principalement matériels. Selon cette approche, l'étude de la culture stratégique sert d'abord et avant tout à rendre compte d'un « relativisme culturel » propre à chacune des nations selon leur histoire et leur géographie par exemple. En conséquence, ces nations font face à des réalités stratégiques différentes et c'est ce qui explique leur « style national »⁸ unique et permet finalement d'interpréter (et non pas expliquer) leur comportement. C'est ici que réside la principale distinction avec les autres écoles, qui elles conçoivent que la culture stratégique est un facteur en soi. Somme toute, cette première école s'intéresse à la culture stratégique en analysant un ensemble de variables qui « contribuent à la définition d'un cadre perceptif à travers lequel les dirigeants d'un

⁸ Pour reprendre le terme de Jack Snyder (1977).

État interprètent leur environnement stratégique » (Roussel et Morin 2007, 25). Les auteurs de cette première école sont principalement Snyder (1977), Gray (1981), Lord (1985) et Jones (1990). Selon Johnston (1995), cette première catégorie d'auteurs omet toutefois de considérer l'instrumentalisation de la culture stratégique et qui se réalise dans le rapport de domination qu'entretiennent les décideurs politiques sur la population à travers la propagation d'une idéologie. En d'autres termes, la culture stratégique telle qu'entretenu par les élites politiques et la classe dominante devient un moyen de garantir le consentement de la population, mais aussi d'assurer la continuité de ce système qui leur profite (Roussel et Morin 2007, 26). Cette perspective est surtout celle de l'école *instrumentaliste* et se fonde sur une tradition gramscienne des RI. Bradley S. Klein (1988) et Robin Luckham (1984) sont les principaux auteurs de cette école. Ils « s'interrogent sur la nature et les fonctions de la culture stratégique » et pointent sur l'instrumentalisation de la culture stratégique « de la part des décideurs qui cherchent à légitimer l'usage de la violence en produisant un consensus autour des enjeux stratégiques » (Roussel et Morin 2007, 26). La dernière école, dite *causale*, vise plutôt à expliquer le processus décisionnel de ces élites stratégiques. Pour ce faire, ses tenants considèrent que la culture stratégique est une variable indépendante qui détermine - au même titre que d'autres facteurs intersubjectifs tels que l'identité ou l'interaction sociale - le comportement de ces acteurs. Cette perspective se différencie donc de l'école contextualiste puisqu'elle s'oppose à la prémisse selon laquelle le comportement est une partie intégrante de la culture. Au contraire, son objectif est de démontrer comment la culture constitue un facteur du comportement, comment une culture stratégique influence le processus décisionnel. Elle permet de démontrer comment les structures sociales, la politique interne et les différentes cultures organisationnelles par exemple, affectent l'élaboration des doctrines militaires (Roussel 2007, 32-33). Cette position ontologique est particulièrement utile à l'étude du rôle prépondérant

de l'opinion publique dans la formulation des stratégies militaires et aborde aussi la question de leur légitimité. Ce courant, très près de la tradition constructiviste des RI, correspond à la troisième génération décrite par Johnston (1995) et à laquelle il s'associe lui-même, auprès d'auteurs tels que Posen (1984), Rosen (1995) et Kier (1995).

1.4 Utilité dans le contexte de l'étude de l'opinion publique

Le concept de culture stratégique est donc particulièrement utile afin de comprendre le processus décisionnel qui entoure les affaires étrangères — mais plus spécifiquement militaires — d'un État. Il s'applique à la communauté de ce que nous nommerons les *élites* (dans le sens qu'ils s'opposent aux citoyens ordinaires) et qui correspond aux décideurs politiques, aux cadres diplomatiques et militaires et aux intellectuels qui entourent le processus décisionnel. La culture stratégique (ou dans bien des cas, les cultures stratégiques) de ces élites est utile afin de comprendre quelles valeurs et quels objectifs celles-ci partagent et façonnent leur cadre perceptif d'une opportunité stratégique. L'utilisation de ce concept s'est faite majoritairement sur le domaine de cette communauté puisqu'elle est, par définition, responsable de l'élaboration d'une stratégie. Comme mentionné précédemment, ce concept a effectivement servi à plusieurs auteurs afin d'expliquer le choix de certaines stratégies de nombreuses élites et de différentes nations. D'abord Snyder (1977) s'en servit pour expliquer la stratégie soviétique lors de la guerre froide. Gray (1981) l'appliqua à son tour et dans le même contexte afin de démontrer que la présupposition fondamentale de la stratégie nucléaire américaine — la notion d'une destruction mutuelle assurée — n'était pas partagée par les soviétiques et constituait une particularité culturelle américaine. Plus tard, Johnston (1995) développa une analyse inspirée d'un « réalisme culturel » afin d'expliquer la tradition diplomatique et militaire chinoise. Plus récemment et dans le contexte

canadien, des auteurs se sont également servi du concept afin d'expliquer l'évolution des politiques étrangères de certains gouvernements et les nombreux débats qui se tiennent sur ces questions au Canada. Par exemple, Fortmann et Larose (2007) ont analysé, à l'aide du concept, comment Pierre Elliott Trudeau et ses conseillers ont révisé la politique de défense canadienne auprès de l'OTAN en 1968-1969. Mérand et Vandermoortele (2009) ont également décrit, à travers une analyse des principales cultures stratégiques canadiennes et les tensions entre elles, la transformation de la politique étrangère par le gouvernement conservateur de Harper de 2006 à 2009.

Cependant, le concept peut également être utile à un niveau d'analyse davantage subnational et qui est concerné par les différences culturelles de différents groupes au sein même de l'État. Tout comme la culture stratégique peut être observée auprès de la communauté décidante, elle se distingue également chez les différentes organisations étatiques, les militaires, les groupes d'intérêts, les sous-groupes linguistiques et ethnologiques et ainsi de suite (Roussel et Morin 2007, 31). Ce concept peut donc s'appliquer à plus d'un type de communauté et par extension à la population elle-même. Que le citoyen ordinaire ne soit pas responsable de la prise de décision en matière militaire, il n'en demeure pas moins qu'il a tout de même des « préférences stratégiques ». Ces préférences émergent, comme nous l'avons précédemment expliqué, d'un sens identitaire lié au rôle socialement construit que l'on donne à l'État. Le partage d'une conception de l'identité étatique peut se faire également entre une collectivité d'individus appartenant à une communauté telle que les cadres militaires par exemple, qu'entre une collectivité large telle que la population canadienne. Plusieurs auteurs ont abordé le concept de ce point de vue et ont cherché à décrire l'impact de l'opinion publique sur les décisions politiques. Au Canada par exemple, Massie et

Boucher (2013) ont traité de la sous-culture stratégique québécoise et Massie (2008), des contestations régionales de l'usage de la force par les FAC en Afghanistan et en Irak.

Le concept de culture stratégique peut donc servir aussi à l'étude de l'opinion publique en matière d'affaires étrangères et militaires et c'est cette utilisation du concept que ce travail souhaite faire.

De ce point de vue, il est donc possible d'identifier le rapport entre la société civile et les décisions prises par les institutions politiques chargées de la stratégie nationale en contrastant les préférences des deux groupes. Comme le remarquent Roussel et Morin (2007, 32), le concept de culture stratégique permet d'évaluer l'influence de l'opinion publique sur l'élaboration des politiques de défense et éventuellement d'évaluer le degré d'autonomie des dirigeants politiques. Selon ces auteurs, la littérature à ce sujet est plutôt divisée et les trois écoles de la culture stratégique décrites plus tôt ont naturellement des visions bien divergentes. Évidemment, l'école contextualiste suggère que les élites militaires « jouissent d'une certaine autonomie, voire d'un monopole, sur les questions militaires en raison de la faible influence de la société civile dans ce domaine » (Roussel et Morin 2007, 32). Cette vision fait écho au consensus de Almond-Lippman précédemment discuté et à la perception d'un public à la fois désintéressé mais surtout peu influent dans la conduite des affaires étrangères. Similairement, l'école instrumentaliste décrit ce rapport entre culture stratégique et société civile comme celui d'un outil de domination des classes dominantes sur la masse populaire. La relation que les tenants de cette école décrivent se dessine donc comme une culture dominante minoritaire et autonome qui s'impose sur l'imaginaire d'une majorité, finalement consentante. Ce rapport est également illustré par le travail d'une série d'auteurs et que nous avons déjà mentionnée (voir Zaller 1992 et Saunders 2015 par exemple) et qui conçoivent, d'une manière peut-être plus nuancée, que les élites politiques influencent grandement la population dans la formulation de ses préférences. L'école causale, tout au

contraire, propose que les structures sociales, dont l'opinion publique est une part importante, influencent la culture politico-militaire et donc les décisions prises par les élites concernées (Roussel et Morin 2007, 32-33). En soi, l'argument tient au fait que ces élites politiques ont des préférences quant aux doctrines militaires à adopter qui se construisent relativement à leur propre culture. Leurs décisions répondent ainsi plus à des caractéristiques culturelles issues d'un contexte national, organisationnel et socio-économique, qu'à des caractéristiques structurelles (Kier 1995, 67). Leurs croyances et leurs préférences quant au rôle de l'institution militaire dans la société sont le produit d'un contexte culturel affecté par la politique domestique et des facteurs organisationnels (Kier 1995). Cette position est aussi celle qui permet d'étudier le rôle prépondérant de l'opinion publique dans la formulation des stratégies militaires et donc la légitimité de celles-ci.

Malgré ce débat, les trois écoles de la culture stratégique ont chacune leur place dans notre étude de la relation entre la culture stratégique et l'opinion publique. D'une part, le relativisme culturel défendu par les tenants de l'école contextualiste n'est pas remis en question. Bien au contraire, nous croyons que la subjectivité des acteurs et leurs expériences socioculturelles sont ce qui affecte leur comportement. Selon cette approche et les travaux de Lord (1985) par exemple, la culture nationale et les relations civils-militaires sont des facteurs contextuels qui contribuent à l'émergence d'une culture stratégique auprès d'élites politiques. L'école contextualiste, dans le cadre de notre question de recherche, permet donc d'étudier l'opinion publique et les valeurs nationales comme étant l'environnement dans lequel les cultures stratégiques des élites se construisent. D'autre part, les travaux de Klein (1988) qui étudient la nature et la fonction de la culture stratégique et qui s'inscrivent dans ce que l'on considère comme l'école instrumentaliste de la culture stratégique sont primordiaux à l'étude des effets d'une culture des élites sur celle du

public. De ce point de vue, la correspondance des préférences du public et de la classe décidante est le produit d'un discours hégémonique volontairement écrit à cette fin. Bien que nous abordions ces sujets, ils ne sont toutefois pas centraux à la question de recherche qui motive ce travail et nous nous concentrerons seulement à déterminer la cohérence des politiques de sécurité et l'opinion publique, peu importe la nature de cette cohérence et à qui elle sert. Cette préoccupation théorique est toutefois plus apparente à celle de l'école causale et d'auteurs tels que Posen (1984), Rosen (1995) et Kier (1995) et qui ont cherché à déterminer la place des civils dans la formulation des stratégies nationales.

Conclusion : Débats actuels dans le cadre canadien

De nombreux travaux ont été publiés sur les cultures stratégiques dans le cadre canadien. De ceux-ci, plusieurs se sont intéressés à la culture politique des affaires étrangères canadiennes (Stairs 1982; Keating 1993; Nossal 1997, 2007 et 2013; Melakopides 1998), aux valeurs et aux idées dominantes (Munton et Keating 2001, Lee 2002, Nossal et al. 2007, Massie et Roussel 2014, Gravelle et al. 2014), aux principales cultures stratégiques (Nossal 1997, Smith 2003, Bernard 2006, Roussel 2007 Murray et McCoy 2010, Massie et Roussel 2013, Staring 2013, Dumas 2014, Staring et Dorion-Soulié 2014, Lagassé et al. 2014), aux divisions régionales des cultures stratégiques canadiennes (Massie et Roussel 2008, Massie 2008, Roussel et Boucher 2008, Massie et Boucher 2013, Morin 2013), aux relations continentales et transatlantiques (Haglund 2000, Simpson 2001, Paquin et Chaloux 2009, Mérand et Vandemoortele 2009, Sokolsky 2002 et Massie 2009 et 2012), à l'influence américaine (English 2004, Richter 2005, Hart 2008, Lennox 2009, Paquin et Chaloux 2009, Lovegrove 2010, Paquin 2012, Paquin et Beaugard 2013, Mace et al. 2012) ou encore au lien entre les décisions stratégiques et l'opinion publique (Martin et Fortmann

1995, Munton 2003, Martin 2005, Rioux 2005, Anker 2005, Kirton et Guebert 2007, Massie 2008, Fletcher et al. 2009, Massie et al. 2010, Boucher 2010, Fitzsimmons et al. 2014, Paris 2014a, McLauchlin 2016 et Landriault 2017a).

L'objectif du prochain chapitre sera notamment d'élaborer sur les principales observations faites par ces auteurs au sujet de la culture politique et stratégique canadienne. Puisque le concept de culture stratégique a, par définition, une dimension culturelle importante, l'identité canadienne et ses valeurs sont au centre de l'analyse de ce qui devient la, ou plutôt les, cultures stratégiques typiquement canadiennes.

CHAPITRE 2

LES IDENTITÉS ET LES CULTURES STRATÉGIQUES CANADIENNES

Comprendre les affaires étrangères canadiennes est un exercice relativement laborieux considérant la complexité des relations internationales à l'ère de la mondialisation, mais aussi les ambiguïtés qui entourent l'identité nationale canadienne elle-même. Puisque la politique étrangère d'un état est en quelque sorte la projection de son identité à travers des relations internationales (Massie et Roussel 2014, 669), comprendre cette identité est primordiale à l'étude de son rapport avec le monde: « It is impossible to study Canada's foreign policy without looking at the degree to which it reflects Canadian values and culture » (Nossal et al. 2015, 14). Comme le décrivent Massie et Roussel (2014, 688), toutes « les significations [et les identités] collectivement partagées au sein d'un acteur étatique » sont autant d'« éléments susceptibles de commander l'adoption de certaines préférences ou de certains rôles en politique étrangère [et incidemment] de déterminer le comportement international du Canada ». En d'autres termes, la conduite des affaires étrangères est donc influencée par l'articulation de valeurs et d'identités spécifiques à une nation (voir par exemple Lee 2002). L'objectif de ce chapitre est de traiter des principales identités et des cultures stratégiques canadiennes tel que discuté par la littérature. Ce survol permettra de guider notre appréciation des grandes directions entreprises par le gouvernement actuel en matière de défense (chapitre 3) et l'état de l'opinion publique à ce sujet (chapitre 4).

Afin de décrire ces différentes cultures stratégiques, deux facteurs s'avèrent particulièrement utiles à la distinction de ces attitudes et nous permettent de les aborder efficacement: d'une part, la préférence quant à la nature du rôle que doit assumer le pays sur la scène internationale et, d'autre

part, l'identification des alliés auprès desquels les élites politiques et l'opinion publique considèrent adéquat que le Canada s'investisse dans une intervention militaire.

Le débat quant à la nature même des opérations s'inscrit dans une longue évolution des politiques de défense des états occidentaux depuis plusieurs décennies (Joana et Mérand 2013). Au Canada par exemple, la militarisation des interventions à l'étranger — ici, entendre l'usage de la force par opposition à un déploiement davantage politique, pacifique ou d'assistance par exemple — suscite de nombreuses discussions particulièrement dans le cadre de sa participation à l'ONU. Dans un contexte où plusieurs admettent que les mandats onusiens deviennent de plus en plus « robustes », certains suggèrent que le « maintien de la paix », en soit une activité typiquement canadienne (ce sujet est abordé plus tard dans ce chapitre) doit se concentrer davantage sur le travail diplomatique, la reconstruction, la médiation et la réconciliation que sur sa dimension offensive (CEPSI 2017, Pingeot et Pouliot 2017). Ce genre de considération se trouve également dans la soi-disant réévaluation de la fonction des opérations de l'OTAN et dans la préférence observable du public pour des missions moins risquées telles que les missions de formation et qui font finalement moins de victimes. D'autres réclament un engagement canadien plus musclé et fidèle à l'idée traditionnelle de l'usage du militaire, une préférence qui s'associe, nous le verrons dans ce chapitre, davantage aux partisans du néoconservatisme.

Le second facteur qui guidera notre évaluation des différentes cultures stratégiques pose la question de l'effet des partenaires avec lesquels le Canada s'engage militairement à l'étranger sur les choix stratégiques des élites mais également sur la perception du public. Comme le démontre un ensemble d'auteurs qui traitent des relations que le Canada entretient avec ses alliés occidentaux

— notamment avec les États-Unis (Massie 2009, Paquin et Chaloux 2009, Paquin 2012, Paquin et Beaugard 2013, Mace et al. 2012), l'Europe et l'ONU (Haglund 2000, Mérand et Vandermoortele 2009, Massie 2012) — les décideurs politiques canadiens sont affectés par ce type de considération. McLaughlin (2016) démontre qu'il en est autant par rapport aux préférences de la population elle-même. Ce concept semble d'ailleurs central à la relation qui unit les affaires étrangères et l'opinion publique. L'identité des partenaires associés à une intervention militaire déterminerait tout autant que l'action elle-même la légitimité d'intervenir ou non.

Ceci étant dit, ces deux facteurs serviront à distinguer les principales cultures stratégiques canadiennes tel que discuté par de nombreux auteurs. Contrairement à l'idée d'une « cacophonie » de l'opinion publique en matière d'affaires de défense, les Canadiens ne sont pas complètement incohérents et n'ignorent pas le rôle stratégique du pays (Martin et Fortmann 1995, 371 et Munton 2003, 32)⁹. Bien au contraire, Munton (2003) a démontré que le public canadien a une idée plutôt claire des responsabilités des Forces armées canadiennes (FAC) et réfléchit plus ou moins logiquement à ces questions. Celui-ci insiste d'ailleurs sur le fait que s'il existe des différences au sein des préférences de l'opinion publique¹⁰, cela n'implique pas nécessairement qu'elles soient incohérentes (Munton 2003, 26). Quelles sont donc ces préférences? Afin de mieux comprendre les « idées dominantes » au Canada, il est utile de les catégoriser selon les cultures stratégiques suivantes: l'internationalisme libéral, l'atlantisme, le continentalisme et le néoconservatisme¹¹.

⁹ Ces auteurs répondaient ainsi à Middlemiss (1994, 9) qui suggéra que la voix du public canadien sonne comme une « cacophonie incohérente ».

¹⁰ Malone (2001, 572) propose que « le public canadien n'a pas d'opinion ni d'intérêts homogènes en matière de politique étrangère » et que l'évolution démographique approfondira cette hétérogénéité.

¹¹ D'autres cultures stratégiques sont recensées par plusieurs auteurs (Nossal et al. 2015, Massie 2009) telles que l'impérialisme ou encore l'isolationnisme. Bien que celles-ci aient beaucoup de valeurs d'un point de vue historique et descriptif, elles en ont moins d'un point de vue explicatif dans le cadre de notre étude.

2.1 L'internationalisme libéral

De l'étude de ces préférences, un concept semble particulièrement attaché au cas canadien. En effet, le concept de « maintien de la paix » (*peacekeeping*) est un élément au centre de l'imaginaire collectif canadien. Ce concept appartient à ce que l'on nomme l'« internationalisme libéral » et qui est une idéologie politique née de la conviction qu'une participation aux institutions multilatérales et à la vie politique internationale contribue au maintien d'un ordre mondial et à l'intérêt national canadien. Cette conviction est issue en quelque sorte de la perception atypique des frontières de l'État canadien dont Kim Richard Nossal, un auteur très prolifique en la matière, a largement traité. Nossal (2007, 96) suggère que la frontière traditionnelle « intérieur/extérieur » n'est pas celle qui définit les limites de ce que les Canadiens considèrent leur « royaume »¹². Au contraire, « penser la défense du Canada, c'est la concevoir dans un contexte élargi » (Nossal 2007, 97). Un contexte qui, selon la conjoncture politique, s'étend tantôt à l'Occident, tantôt à l'Amérique du Nord, tantôt où se trouvent des intérêts commerciaux et ainsi de suite. En soi, ce que cet auteur soumet à l'idée des relations étrangères canadiennes est une profondeur conceptuelle qui s'extrait de la notion inflexible de l'État et qui prend en compte la « réalité identitaire telle qu'elle s'est manifestée dans l'histoire du Canada » (Nossal 2007, 112). Dans le cadre de notre étude, cette conception permet de comprendre comment les Canadiens valorisent autant le bon ordre international et incidemment appuient des missions de paix auprès d'organisations internationales.

Cette faveur pour un engagement international dynamique a émergé sous le gouvernement libéral du premier ministre Louis Saint-Laurent à l'ère de l'après-guerre (Nossal 2007, 106) et a depuis

¹² Nossal utilise ce terme parce qu'il fait référence à une conception d'un espace politique qui s'étend au-delà de l'État.

largement teinté le cours des affaires étrangères canadiennes. Aujourd'hui, l'internationalisme libéral ne fait plus nécessairement référence au PLC, mais plutôt à la conviction des valeurs de la diplomatie, des organisations internationales et de leur coopération comme autant de moyens d'adresser le monde et de sécuriser les intérêts canadiens (Paris et Owen 2016, 6). Ainsi, le Canada fut longtemps considéré comme une nation du maintien de la paix et ceci a rendu, diront certains¹³, cette culture politique non partisane. Mérand et Vandemoortele (2009, 242) suggèrent même que cette conviction multilatéraliste serait le « seul point de convergence » entre les Canadiens:

« Les Canadiens, selon la formule consacrée, seraient multilatéralistes par instinct. Ils auraient une tendance naturelle à soutenir toutes les organisations internationales sans exception, que ce soit l'ONU, l'OMC ou l'OTAN. C'est du moins ce que nous dit l'histoire officielle de la politique étrangère canadienne, avec [ses] figures tutélaires [... celles] qui ont imprimé à la politique étrangère du Canada pendant les années glorieuses de l'après-guerre son caractère particulier ».

En soi, l'engagement du Canada aux missions de paix est mystiquement lié à cette culture politique (Létourneau et Massie 2006) et ces deux phénomènes se renforcent mutuellement. Le pays s'est d'ailleurs rapidement approprié cette image et l'a solidifié à travers l'action mais aussi le discours, les journaux et la culture nationale en générale¹⁴. Elle correspond à cette idée du Canada comme d'un intermédiaire neutre qui agit principalement à travers des institutions telles que l'ONU par exemple (Mérand et Vandermoortele 2009, 249) et sert quelque part de « contrepoids » à l'influence américaine (Roussel et Robichaud 2004, 152). Contraire à l'isolationnisme, l'internationalisme implique que le Canada doit jouer un rôle actif et conforme à des valeurs telles que la démocratie, les droits de la personne, la justice et la liberté de commerce (Mérand et

¹³ Cet avis est notamment partagé par Paris et Owen (2015, 6). Ceux-ci donnent l'exemple du travail de Brian Mulroney, un premier ministre conservateur, qui a investie, selon ces auteurs, dans une diplomatie multilatérale et en l'ONU.

¹⁴ Pour une étude anthropologique du phénomène, voir l'ouvrage de Colin McCullough, *Creating Canada's Peacekeeping Past* (UBC Press, 2017)

Vandermoortele 2009, 249). Ses tenants iront d'ailleurs même jusqu'à dire que cette approche a historiquement permis au Canada d'obtenir une voix sur la scène internationale malgré sa puissance relativement « moyenne ». Le terme « puissance moyenne » est d'ailleurs devenu fort représentatif du rôle que se donnent les Canadiens. Comme l'expliquent Massie et Roussel (2014, 688), si ce terme était d'abord formulé sur les bases des capacités matérielles relatives qu'attribuaient les observateurs internationaux au Canada, aujourd'hui cette notion fait référence au rôle de médiateur et du champion du maintien de la paix que les Canadiens aiment se donner. Quoi qu'il en soit, de l'internationalisme pearsonnien¹⁵ au cours de la guerre froide à une conception de l'internationalisme plus axée sur la sécurité humaine et associée au ministre des Affaires étrangères de 1996 à 2000 Lloyd Axworthy, cette idéologie a profondément marqué la manière avec laquelle le Canada conduit ses relations internationales. En appuyant et en participant aux institutions internationales, le Canada renforce un système basé sur des normes et des valeurs qui servent son propre intérêt, tout en reflétant son expérience nationale quant à la gestion de la diversité (Nossal 2013, 23). Il existe donc plusieurs définitions de l'internationalisme libéral, mais voici les cinq caractéristiques qui distinguent cette culture selon Nossal (2013, cité dans Paris 2014a, 277): 1) l'idée de se responsabiliser dans la gestion des conflits internationaux afin de jouer un rôle constructif, 2) l'intérêt de prioriser les approches multilatérales de la coopération, 3) appuyer et participer aux institutions internationales, 4) l'intérêt d'utiliser les ressources nationales au bénéfice du système et 5) l'emphase sur le droit international. Ces piliers de la politique étrangère conduisent à certains types d'interventions sur la scène mondiale et parmi lesquels figure le rôle de gardien de la paix à travers des missions mandatées par l'ONU (Massie et Brizic 2014, 20-21).

¹⁵ Associé au premier ministre Lester B. Pearson.

Martin et Fortmann (1995 et 2001), par exemple, ont démontré comment le public canadien a constamment embrassé cette vision du rôle du Canada à l'étranger, un consensus qui demeure selon eux sur une image spécifique du pays ainsi que sur des valeurs particulières. Comme nous le rappellent ces auteurs, l'appui de la population pour cet internationalisme est de longue date et ne s'est pas - ou presque pas - estompée malgré les hauts et les bas¹⁶ des missions entreprises ou encore l'alternance des gouvernements (voir également Paris 2014a, 276 et Dorn 2005). En effet, la popularité de cette identité a survécu les erreurs de certaines missions, comme en Somalie et en Yougoslavie, et imprègne encore l'imaginaire collectif des Canadiens. Malgré un modeste déclin dans les dernières années et peut-être plus spécifiquement lors du mandat du gouvernement conservateur de Harper, l'appui du public pour cette approche demeure très fort. Paris (2014a, 289-291) souligne d'ailleurs que les Canadiens qui croient que le maintien de la paix est la contribution la plus importante du Canada sur la scène internationale demeurent majoritaires. De plus, les Études électorales canadiennes (ÉÉC) ont démontré que jusqu'en 2011 du moins, près de 80% de la population s'entendaient pour dire que « le Canada doit participer dans des opérations de maintien de la paix à l'étranger même si celles-ci constituent un risque pour la vie de Canadiens » (Landriault 2017a, 9, traduction libre). En plus de constituer une idée qui influence considérablement la politique partisane, elle est également toujours la perspective choyée par bon nombre d'intellectuels du milieu universitaire. Conséquemment, cette perception influence toujours le rôle du pays à l'international.

¹⁶ En parlant des « hauts », Martin et Fortmann faisaient référence au prix Nobel de la Paix décerné au secrétaire d'état aux affaires extérieures et futur premier ministre Lester B. Pearson pour son intervention dans la crise de Suez en 1956 ou encore au prix Nobel qu'ont reçu les forces de maintien de la paix de l'ONU (dont le Canada) en 1988. Les « bas » réfèrent plutôt aux engagements du Canada au Vietnam en 1954, au Congo entre 1960 et 1964 ou encore à l'Égypte en 1967.

2.2 L'atlantisme

Il existe aussi l'idée d'un atlantisme biculturel, cette perception selon laquelle le Canada a une relation particulière avec la Grande-Bretagne et la France, relation historique mais aussi sur le plan des valeurs et des intérêts sécuritaires (Mérand et Vandemoortele 2009, Haglund 2008). L'affiliation à nos voisins, les États-Unis, complète le « triangle » atlantique qui influencerait nos préférences stratégiques. L'idée que ces trois pays soient les alliés « naturels » du Canada est au centre de cette perspective. Ainsi, Massie et Roussel (2014, 689) avancent que le Canada n'ait jamais participé à une intervention sans que ces alliés se soient accordés sur la pertinence d'une telle entreprise. Les politiques étrangères du Canada illustreraient donc l'importance des deux identités ethnoculturelles, francophone et anglophone, dans l'émergence d'une identité canadienne (voir Friesen 2000, Kymlica 2003 et Bothwell 2007; cités dans Massie 2012). Bien que le Canada soit traditionnellement associé au « monde anglosphérique » (McCulloch 2011, cité dans Massie 2012) pour une large partie dû à son passé stratégique impérial (Nossal 2007), il y a peu de doute que l'identité biculturelle joue un rôle prédominant dans la définition des buts nationaux au Canada (Massie 2012). L'effet de ce biculturalisme est donc souligné par cette perspective atlantiste et qui conçoit finalement que le Canada définit son rôle stratégique à travers cet axe géopolitique. Le meilleur exemple de cet atlantisme réside décidément dans l'implication du Canada à l'OTAN. Cette préférence n'est pas complètement différente de l'internationalisme libéral, puisqu'elle privilégie aussi la participation aux institutions multilatérales dans l'objectif de conserver l'unité nationale du pays (Massie et Roussel 2014). Cette culture se distingue donc principalement de l'internationalisme libéral par cette question des partenaires avec lesquels le Canada s'engage à intervenir. L'atlantisme est davantage lié aux activités canadiennes auprès de l'OTAN, dans des

missions relativement militarisées et qui défendent l'intérêt d'un concert des puissances nord-américaines et européennes.

2.3 Le continentalisme

Selon une autre approche, l'allié par excellence du Canada n'est pas la France ou la Grande-Bretagne mais bien les États-Unis. Par définition, le continentalisme, en tant que culture stratégique canadienne, fait référence à l'idée selon laquelle l'intérêt du Canada est d'abord et avant tout indissociable de celui du continent nord-américain¹⁷ et par extension, de celui des Américains (Lovegrove 2010 et Lagassé et al. 2014). Cette perspective prétend définir l'intérêt national du Canada selon ses « invariants » que constituent sa position géographique, son économie et ses alliances naturelles (Sutherland 1962, cité dans Massie et Roussel 2014, 674). À la lumière de ces facteurs et selon cette perspective, la politique étrangère canadienne devrait s'aligner à celle de son puissant voisin américain. D'abord, et comme le disait Nossal (1989, 37 traduction libre), « personne ne peut changer la localisation géographique du Canada et aucun gouvernement canadien ne peut faire fi des conséquences géopolitiques de sa localisation ». De ce fait, d'un point de vue sécuritaire et considérant la toute-puissance américaine, il est dans l'intérêt supérieur du Canada, isolé avec un tel voisinage¹⁸, de s'associer avec celui-ci. Le partenariat commercial avec les États-Unis est également très cher au Canada, ses exportations y étant à près de 85% destinées. Les différents accords de libre-échange entre les deux pays ont renforcé ce système commercial et malgré l'élection d'un président à tout le moins imprévisible, le Canada

¹⁷ La littérature traite toutefois aussi de l'implication du Canada à la sécurité des « Amériques » toutes entières après 1990 (voir Mace et al. 2012).

¹⁸ Raoul Dandurand utilisait l'expression d'une « maison à l'abri du feu » afin de décrire la position du Canada dans le monde.

demeure indépendant des activités économiques de son voisin. Ce phénomène est aussi visible dans les débats ayant porté sur la décision du Canada de se joindre ou non aux campagnes américaines en Irak. Lors de ceux-ci, les conséquences sur les relations commerciales qu'aurait causé un non-engagement canadien étaient aux cœurs des inquiétudes¹⁹ (Mérand et Vandemoortle 2009, 245). Finalement, cet alignement est aussi évident de la nature libérale et démocratique des deux régimes qui partagent somme toute beaucoup de valeurs et un intérêt commun en l'ordre international qui leur bénéficie. Telle est donc la rhétorique d'une perspective plus préoccupée de l'alliance obligée du Canada avec l'hégémon américain que de facteurs identitaires. De ses tenants, certains (voir Granastein 2004, 64-65 et 2007) soumettent l'idée qu'il est même crucial d'accorder la stratégie canadienne et ses activités militaires au bon vouloir des Américains afin de protéger ce que le Canada se doit de défendre : les droits et libertés, la démocratie et le commerce international. En soi, le continentalisme est donc quelque peu plus militariste que les deux autres perspectives précédemment mentionnées. Quoiqu'il en soit, bien que la politique étrangère d'un état soit fonction de ses impératifs géopolitiques et que peu s'interrogent sur la nécessité de préserver la relation avec les États-Unis, la question demeure le degré auquel il est avantageux d'aligner ses politiques (*to go along to get along*) (Hart 2008). Somme toute, il faut retenir que le continentalisme, sans nécessairement s'opposer à l'atlantisme, se définit par l'allégeance du Canada à son allié et voisin tout puissant les États-Unis.

¹⁹ Ce genre d'inquiétudes demeurent d'ailleurs en date d'écrire ces lignes, alors que ces traités commerciaux sont réévalués par l'administration Trump.

2.4 Le néoconservatisme

Le néoconservatisme correspond à cette culture stratégique qui se distingue d'un profond scepticisme de la pertinence du multilatéralisme et des institutions internationales (Lagassé et al. 2014). Émergée au Canada principalement au cours des années 1990, cette idéologie qui fait concurrence, voire qui s'oppose, à l'internationalisme libéral, est donc d'abord marquée par une méfiance à l'égard des organisations internationales et une légitimation de l'unilatéralisme. Le gouvernement conservateur de Stephen Harper, auquel nous associons principalement cette culture politique, a d'ailleurs boycotté plusieurs rencontres et certaines institutions qu'il jugeait, selon ses principes, inadéquates – voire menaçantes pour la souveraineté de l'État canadien - telles que l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU, le Sommet du Commonwealth, les Accords de Kyoto, et ainsi de suite. Ce gouvernement privilégiait plutôt un alignement avec les États-Unis et des interventions qui faisaient la promotion des valeurs libérales nord-américaines, en soit une attitude qui s'approche du continentalisme. En effet, une deuxième caractéristique de cette idéologie est sa « foi absolue en la bienveillance de l'hégémonie américaine » (Dorion-Soulié 2014, 519) et qui lui vaut également le terme de « néocontinentalisme » (Massie et Roussel 2013).

L'attitude néoconservatrice se distingue toutefois du continentalisme par le fait qu'elle soit empreinte d'un « fanatisme moral » à la défense des valeurs canadiennes mais surtout chrétiennes dans le monde (Massie et Roussel 2013, 41), troisième caractéristique distinctive de l'idéologie. En se fondant sur une conception manichéenne du monde (Massie et Roussel 2013, 46), le devoir que s'était donné ce gouvernement était de combattre au nom du « bien » (Lagassé et al. 2014, 49), c'est-à-dire au nom des valeurs occidentales. C'est d'ailleurs cette charge morale qui les somme de se dissocier du multilatéralisme dans le sens où les néoconservateurs n'estiment pas le rôle que

jouent les organisations internationales. Plutôt, ces décideurs politiques conçoivent qu'une approche plus musclée est celle que doit prendre le Canada dans ses affaires étrangères et afin de défendre ses intérêts. Cette volonté de faire l'usage de la puissance sur la scène internationale est une quatrième caractéristique du néoconservatisme. Drury (2011, citée dans Dorion-Soulié 2014, 519) suggère que les néoconservateurs entendent la religion, le nationalisme et la guerre comme autant de moyens nécessaires à la santé d'une société politique.

À titre d'exemple, dans l'introduction de son ouvrage fortement convaincu, Jack L. Granatstein, un historien et politologue de droite²⁰, plaide pour un militarisme canadien fondé sur l'usage de la force et en opposition au maintien de la paix:

« In the eyes of their fellow citizens, the men and women of the Canadian Forces are more like social workers than people who do the hard, dirty work involved in protecting our national interests » et plus tard « in the cut-throat realm of international relations, power still comes primarily from the barrel of a gun, not from the ranks of social workers that Canadians believe they send abroad ». (Granastein 2004, 1 et 3)

Le néoconservatisme est effectivement beaucoup plus militariste dans le sens où il accorde une place plus centrale aux FAC dans la réalisation des intérêts stratégiques de la nation. Cette diplomatie « robuste » comme le déclarait lui-même Harper lors de son discours du trône en 2006, est toutefois en porte à faux avec l'image pacifiste à laquelle les Canadiens aiment s'identifier (Morin 2013). Paquin (2015) regrette d'ailleurs ce qu'il décrit comme le « penchant pour la diplomatie tenace » (*tough-talk diplomacy*) qu'auraient développée ces décideurs canadiens dans leur approche face à la gestion diplomatique des enjeux sécuritaires mondiaux. Cette inclination a le potentiel, selon lui, de sérieusement endommager le rôle constructif du pays sur la scène

²⁰ Malgré tout, il faut considérer la position de cet auteur avec nuance puisqu'il a également critiqué le gouvernement néoconservateur canadien (voir par exemple Granastein 2014).

internationale. L'usage de la force est habituellement un sujet qui fait division au sein de la société canadienne et ce retour au militarisme fut grandement critiqué. Le militarisme au Canada est en effet un concept ambigu depuis fort longtemps étant donné la position géostratégique particulièrement isolée de ce « paisible royaume ». Pourtant, bien que le Canada ait traditionnellement la réputation d'être pacifique, il existe bel et bien un historique militaire spécifiquement canadien et qui remonte aux guerres impériales (Cornut 2013, 337).

Quoi qu'il en soit, l'arrivée de ce gouvernement conservateur a marqué un changement majeur dans les affaires étrangères canadiennes. Sa position se situait à l'extrême opposé de celle des gouvernements libéraux qui l'ont précédé (Paris 2014a), mais il faut malgré tout exclure ce soubresaut de notre appréciation d'une évolution durable de la culture stratégique canadienne puisqu'il s'explique surtout par la conjoncture politique de l'après-11 septembre et par la politique partisane du PCC (Mérand et Vandemoortle 2009, 243).

Conclusion

Mérand et Vandermoortle (2009) affirment justement qu'il faut « rompre avec l'idée d'une identité ou d'un intérêt homogène du Canada sur la scène internationale » afin de rendre compte d'une tension entre la multiplicité de ces identités. Selon ceux-ci, cette « tension fondatrice » entre européenisme, continentalisme et internationalisme explique la construction de l'identité canadienne telle que nous la connaissons ainsi que les différentes prises de positions des gouvernements. En fait, ils sont d'avis que « l'adhésion inconditionnelle » des Canadiens au multilatéralisme et sa réalisation se confondent dans cette tension et camouflent finalement de profondes divergences d'opinions (Mérand et Vandermoortle 2009, 244). Cette idée est

également partagée par Landriault (2017a, 9). Selon lui, bien que le « maintien de la paix » soit une préférence très populaire auprès des Canadiens, plusieurs interprétations distinctes de ce concept peuvent être associées au terme. Comme le démontre un sondage conduit par Angus Reid en septembre 2015, bien que 74 % de l'échantillon ait répondu que les OMP devaient être le type d'opérations déployées par les FAC, seulement 31% des répondants ont répondu « être un leader en matière d'aide au développement et de causes humanitaires » (traduction libre) comme étant la priorité des affaires étrangères canadiennes, pourtant le choix internationaliste par excellence de la sélection²¹. Ces chiffres confortent d'ailleurs le paradoxe suivant: l'approbation pour les missions de maintien de la paix est habituellement plus bas que pour l'idée du maintien de la paix en général (Martin et Fortmann 1995, Roussel et Boucher 2008, cités dans Landriault 2017a, 11).

Similairement, des divisions identitaires mais également linguistiques et régionales façonnent les perspectives stratégiques défendues par les Canadiens et expliquent certaines de leurs divergences. Ces divisions agissent également sur le processus décisionnel des élites qui sont soucieuses de préserver une unité nationale. Comme le décrivent Massie et Roussel (2014, 691), ceci « est d'autant plus nécessaire pour le gouvernement fédéral qu'il doit composer avec une société particulièrement fragmentée au plan identitaire. Parmi les traits marquants du Canada figure effectivement le fait qu'il s'agit d'un État où coexistent plusieurs cultures nationales (anglophone, francophone, autochtones) et que cet immense pays peu peuplé se divise en régions [...] parfois fort différentes ».

²¹ « Bâtir de nouveaux liens commerciaux avec des partenaires internationaux » (57%) et « se concentrer sur le militaire et la présence du Canada sur la scène internationale » (12%) étaient les deux autres choix qui s'offraient aux répondants (Angus Reid 2012, traductions libres)

Il existe effectivement une nature dualiste ancestrale entre les francophones et les anglophones. Bien que cette « antithèse » ne soit plus ce qu'elle était, l'identité canadienne - et par extension son nationalisme - n'a pas de proportions linguistiques aussi fortes que celles d'autres pays, ce qui affecte son comportement à l'échelle internationale. Les deux communautés en question ont aussi des préférences différentes en termes de politique étrangère. Les francophones, en comparaison aux anglophones, pencheraient davantage pour des positions plus anti-impérialistes (Massie et Boucher 2013) et plus isolationnistes (Rioux 2005, cité dans Roussel et Théorêt 2007, 185). En conséquence, les décideurs sont aux prises avec ce clivage et doivent craindre de l'amplifier davantage s'ils n'en prenaient pas compte (Roussel et Boucher 2008). Ceci est aussi vrai dans le cas des subdivisions régionales. Massie (2008) a notamment traité de cette question et a constaté que les caractéristiques spécifiques à chacune des régions (réalité historique, géographique, démographique, etc.) expliquent pourquoi plusieurs Canadiens ont des opinions différentes de la politique étrangère. Ce phénomène s'observe fortement entre les préférences des Albertains et des Québécois par exemple (voir Massie 2008, Roussel et Boucher 2008 et Boucher 2010). Ces deux provinces semblent avoir des attitudes antagoniques quant à l'usage de la force et l'appui pour les interventions militaires, l'Alberta dite plus militariste et le Québec plus pacifique (Landriault et Minard 2016, 44). La culture politique généralement associée à la province albertaine et à l'idéologie de l'École de Calgary correspond à celle précédemment décrite et qualifiée de néoconservatrice. C'est en Alberta, région native de l'ancien premier ministre Harper, que la base électorale conservatrice se trouve la plus concentrée. Tout au contraire, les Québécois rejetèrent massivement les politiques de ce gouvernement²², particulièrement celles jugées plus

²² Du café d'où j'ai écrit la majeure partie de ce mémoire, on peut voir un panneau d'arrêt sur lequel a été ajouté le nom de Harper pour faire « Arrêt[er] Harper »!

impérialistes²³ (Massie et Boucher 2013). Nossal (2007), rappelait justement qu’historiquement, ce sont les Canadiens anglophones qui ont majoritairement appuyé les politiques impérialistes et, tout au contraire, les francophones s’y opposaient — dont la crise de la conscription de 1918 est un bon exemple. La littérature fait d’ailleurs état d’une réelle culture stratégique québécoise, fondée notamment sur une différenciation identitaire historique (Adams 2004, Haglund 2008) et qui expliquerait entre autres le refus de Jean Chrétien de participer à l’invasion américaine en Irak (Martin 2005).

Toujours dans le cadre des motivations identitaires, plusieurs auteurs ont également souligné que l’identité canadienne est souvent construite en contradiction à l’identité américaine. Un des problèmes récurrents du Canada est de se démarquer de son voisin du Sud qui prend énormément de place sur la scène internationale. Le choix de politiques étrangères qui démarquent l’image canadienne de celle de son voisin austral est donc un choix également motivé par des intérêts de distinction identitaire. Plusieurs analystes ont ainsi observé que les politiques étrangères adoptées par le Canada reflètent souvent cette perception²⁴ et celles-ci s’opposent finalement à la culture continentaliste décrite plus haut.

Finalement, Gravelle et al. (2014) et Fitzimmons et al. (2014) ont aussi démontré que l’affiliation partisane est également fortement liée à l’attitude des électeurs quant à l’intervention internationale, leur perception de l’usage de la force et l’ampleur du budget que ceux-ci pensent

²³ Paradoxalement, Massie et Boucher (2013) démontrèrent que les Québécois ne sont pas nécessairement moins militaristes, au sens où la militarisation peut se définir comme « une appréciation rationnelle des politiques budgétaires », mais bien anti-impérialistes.

²⁴ On peut penser notamment au gouvernement de Jean Chrétien dans les années 1990 qui a mis de l’avant une politique étrangère basée sur le concept de sécurité humaine (Massie et Roussel 2014) et qui refusa de s’engager dans le conflit initié par Bush contre l’Irak en 2003 (voir O’Connor et Vucetic 2010, 526 et Barry 2005, 215-216).

raisonnable de dédier à la défense. Ces auteurs ont notamment révélé qu'au Canada, les partisans conservateurs ont des préférences politiques en matière d'interventions militaires qui se distinguent particulièrement de celles des partisans d'autres partis (Gravelle et al. 2014). Il faut donc garder à l'esprit qu'une affiliation partisane, sans qu'elle ne soit nécessairement inconditionnelle, peut également influencer la perception des électeurs du rôle que doit assumer le pays à l'étranger et peut offrir un raccourci intellectuel au jugement que ceux-ci font des décisions prises par un gouvernement ou aux propositions des différents partis.

Considérant tous ces clivages, il est intéressant de remarquer que les élites politiques utilisent, par exemple, les questions de souveraineté du Canada en Arctique comme d'un enjeu de politique étrangère qui fait la promotion de l'identité canadienne et qui unit une majorité de citoyens (Roussel 2010). Toutes ces facettes de l'identité canadienne ont un effet sur l'opinion publique des affaires étrangères et la mise en pratique de celles-ci par les décideurs politiques.

Retour sur les éléments identitaires significatifs à notre objet d'étude

Les caractéristiques identitaires canadiennes discutées dans ce chapitre nous permettent de comprendre le contexte culturel dans lequel évolue une société politique finalement complexe. Puisque ces « idées dominantes » sont au cœur des débats qui animent les Canadiens sur un ensemble de politiques publiques, leur recension était une étape qui devait précéder notre analyse des préférences de la population en matière d'affaires internationales, mais sera également nécessaire à notre appréciation de la politique de défense du gouvernement actuel. En d'autres termes, la cohérence des préférences stratégiques des deux communautés (les décideurs et le

public) sera analysée à la lumière de leur correspondance avec l'une de ces quatre cultures stratégiques.

Un des éléments identitaires distinctifs des Canadiens qui est d'une ultime importance pour notre analyse est leur universalisme, leur attachement au concept de sécurité collective et décrit par Nossal (2007). Selon cet auteur, que les citoyens canadiens aient historiquement « pens[é] à la défense du Canada [...] dans un contexte élargi » nous permet de peser l'importance toujours actuelle des valeurs mais également des pratiques pour la paix. Katzenstein lui-même qualifiait le Canada comme étant « le pays post-moderne par excellence » en suggérant que « l'identité canadienne, en ce qui a trait aux questions de sécurité, est définie en termes de maintien de la paix plutôt que de défense de la souveraineté nationale » (Katzenstein 1996, cité dans Roussel et Robichaud 2004, 149). Bref, le multilatéralisme (Mérand et Vandemoortele 2009) et le maintien de l'ordre international (Dewitt 2000, 171) sont des éléments au centre de l'identification canadienne. Ensuite, la question du rapprochement entre l'identité américaine et l'identité canadienne semble susciter le débat. Incidemment, l'alignement ou la convergence des politiques des deux pays, particulièrement dans le domaine des affaires étrangères, sont des problématiques qui marquent certes l'attitude des citoyens mais également celle des principaux partis. La distinction identitaire de certains de ces citoyens, en ce qu'une partie d'entre eux se définit davantage avec la France et une autre avec un idéal nord-américain par exemple, est un autre facteur qui conduit à la construction de différentes cultures politiques au Canada. Nous pouvons d'ailleurs nous en servir afin de distinguer l'internationalisme libéral de l'atlantisme. Tous ces éléments mentionnés dans notre bref portrait des identités canadiennes nous amènent à constater que la notion d'identité est intimement liée au concept d'alliance stratégique. Comme mentionné

précédemment, il s'agit effectivement d'une dimension cruciale à l'étude du rôle stratégique du pays et à l'analyse des positions prises par divers acteurs à ce sujet.

Les principales cultures stratégiques canadiennes mentionnées dans ce chapitre se fondent sur une littérature relativement fournie et nous avons pu seulement les décrire en des termes limités. Rappelons simplement qu'afin de catégoriser utilement le développement de la politique de défense du gouvernement libéral de 2015 à 2017 et afin de situer approximativement l'opinion publique de ces enjeux, quatre cultures stratégiques canadiennes majeures se distinguent les unes des autres: l'internationalisme libéral, l'atlantisme, le continentalisme et le néoconservatisme. Chacune a une conception différente de la nature des interventions militaires à entreprendre et des partenariats militaires à entretenir. À la lumière de ces positions idéologiques et culturelles traditionnelles au Canada, le chapitre suivant vise à déterminer celle (ou celles) qui correspond le mieux à la politique de défense mise de l'avant par le gouvernement de Justin Trudeau.

CHAPITRE 3

ANALYSE DE LA CULTURE STRATÉGIQUE DU GOUVERNEMENT CANADIEN

(2015-2017)

Le concept de culture stratégique lui-même, de par définition, est enraciné dans l'expérience historique puisqu'il fait référence à « un ensemble de préférences hiérarchisées qui persiste à travers le temps et les contextes stratégiques » (Johnston 1995, 53, cité par Roussel et Morin 2007, 20). En soi, cette notion sous-entend qu'il existe au sein de nos sociétés une sorte de « mémoire collective » et qui permet de déterminer que l'ensemble des préférences (et incidemment du comportement) d'une communauté appartient à une culture plutôt qu'à une autre. Comme certaines études sociologiques l'ont démontré (voir par exemple Giddens 1991), les individus routinisent leur comportement afin de réaliser le sens de l'agentivité qu'ils ont acquis par leur affiliation à une communauté²⁵. En d'autres termes et pour être plus spécifique à notre contexte, les membres d'une communauté répètent des comportements et partagent des préférences qui correspondent aux traits identitaires de la communauté à laquelle ils appartiennent. Dans l'environnement stratégique, ce phénomène est la réalisation d'une culture stratégique lorsque ces idées acquièrent « un état de semi-permanence²⁶, [ce] qui les place au rang de culture plus que de politique » (Snyder 1977, 8 cité dans Roussel et Morin 2007, 19). La culture stratégique permet donc « d'expliquer pourquoi des dirigeants politiques continuent de faire référence à certaines doctrines, alors que les conditions

²⁵ Cette « sécurité ontologique » est aussi discutée par Mitzen (2006) qui s'en sert afin d'expliquer la récurrence du conflit dans les relations internationales.

²⁶ Les cultures stratégiques ne sont pas parfaitement immuables et peuvent être sujettes aux transformations (Roussel et Morin 2007, 19-20, Gray 1981, 35).

matérielles qui ont entouré leur formulation ont disparu²⁷, ou encore qu'un discours stratégique persiste malgré le renouvellement de l'équipe dirigeante » (Roussel et Morin 2007, 20).

Les grandes cultures stratégiques au Canada ont déjà été décrites dans ce travail et correspondent aux idées dominantes suivantes: l'internationalisme libéral, l'atlantisme, le continentalisme et le néoconservatisme. Celles-ci constituent (discutablement)²⁸ les cultures stratégiques typiquement canadiennes telles qu'entretenues historiquement à la fois par les décideurs politiques, les élites militaires et l'ensemble des individus qui entourent le processus décisionnel d'une part et, d'autre part, par la population canadienne à travers ses différentes conceptions de son identité nationale et internationale. Ce chapitre aura pour objectif de déterminer à laquelle de ces cultures stratégiques historiques il est possible d'identifier le comportement du gouvernement canadien de 2015 à 2017 en matière d'interventions militaires à l'étranger. Pour ce faire, il faut distinguer ce gouvernement en tant que communauté spécifique. Dans notre cas, la communauté qui nous intéresse correspond à toutes les parties qui forment l'appareil décisionnel gouvernemental depuis novembre 2015 (date de l'entrée en fonction du gouvernement libéral) à la fin de 2017.

Le choix de ce gouvernement en tant qu'objet de notre analyse est justifié par l'envergure des questions de politiques étrangères au cœur de l'élection de ce parti. D'abord, et tel que discuté précédemment, la campagne qui a mené à l'élection de ce gouvernement avait la particularité d'accorder considérablement d'espace au débat de politiques étrangères. Lors des campagnes électorales de 2008 et 2011 par exemple, la dimension « extérieure » et les débats entourant l'usage

²⁷ D'un point de vue critique Hogg (2007, 113) suggère que ces « idées héritées du passé » sont alors des obstacles à la formulation rationnelle des politiques étrangères.

²⁸ Bien que d'autres cultures stratégiques canadiennes aient été identifiées par la littérature sur le sujet mais afin de simplifier ce travail, ces quatre cultures conviennent aux objectifs visés ici.

des FAC n'avaient assurément pas la même ampleur (Shadwick 2011). Dans un sondage conduit au lendemain de l'élection fédérale de 2011, moins d'un pour cent des répondants disaient considérer les affaires étrangères comme la problématique la plus importante de l'élection. En comparaison, celle de 2015 était qualifiée par certains de « point tournant » en matière de politique étrangère (Canneri 2015 et CBC 2015). Ensuite, et sensiblement dans la même veine, le PLC a largement défendu l'intérêt de « retourner » à des pratiques de politique étrangère et de défense qui représentent l'identité canadienne. Cette position — qu'on analysera en détail dans les sections qui suivent — alimente doublement l'intérêt de cette recherche : d'une part, elle soulève la place de la tradition politique dans l'élaboration des stratégies nationales, un facteur qui semble motiver ce « retour » chez les libéraux; et d'autre part, elle soulève la question de la représentativité politique des affaires étrangères en incorporant le concept d'une identité partagée par les Canadiens. Le contraste entre la culture politique du parti sortant (le PCC) et celle du parti élu (le PLC) en termes d'affaires internationales nous amène à nous questionner sur la correspondance de ces préférences auprès de la population canadienne.

3.1 Méthodologie

Identifier le rapport d'un ensemble d'élites à une culture stratégique est une tâche relativement complexe. Verba (1971) a notamment énuméré longuement la liste des défis qui se posent aux chercheurs qui souhaitent obtenir de l'information utile auprès d'une communauté même s'ils ont accès aux membres de celle-ci. Le défi est d'autant plus grand lorsqu'il s'agit d'une communauté de sécurité qui a justement le mandat de garder certaines des informations qu'elle possède confidentielles:

« How much can be done to characterize the strategic culture of [such a] group? [...] As Johnston [1995] acknowledges, the difficulty with the scholarly application of strategic culture's concept of a subjective state of mind or an intellectual prism that affects strategic choice lies in the practical difficulties involved in gaining consistent, reliable access to what is inside people's minds [...] and whose private writings have been destroyed or are denied to scholars » (Rosen 1995, 14).

De ce que l'on peut observer, toutefois, sont les actions et les comportements qui se fondent dans une culture et qui l'expriment. Afin d'analyser les valeurs et les cadres interprétatifs d'un gouvernement, plusieurs dimensions semblent être à considérer. Dans un premier temps, il apparaît adéquat d'aborder les promesses et la plateforme électorales du parti lors de la campagne qui précéda son ascension au pouvoir. Au Canada, le choix des politiques étrangères est un processus qui appartient particulièrement à l'appareil exécutif et au premier ministre. Cette autonomie est conférée à la Couronne par la nature du système parlementaire de Westminster appliqué au pays (Massie et Roussel 2014, 680). De ce fait, le discours tenu par un parti et principalement par son chef en matière d'affaires étrangères est relativement représentatif de la stratégie qu'ils adopteront.²⁹ Ce premier ministre élu et une poignée de membres qui formeront son cabinet disposent ainsi d'une grande latitude puisqu'ils seront les seuls héritiers des prérogatives royales qui leur permettent d'élaborer et d'exécuter la politique étrangère (Massie et Roussel 2014, 681). Bien sûr, un fossé peut exister entre les promesses faites et les promesses tenues, mais la direction proposée ne change habituellement que marginalement. Encore une fois, bien que ces promesses soient effectivement influencées par des stratégies électorales, elles démontrent au moins des principales positions que le parti reconnaît comme populaires et pointent sur le genre de considérations qui devraient guider ces élites lorsqu'elles seront gouvernantes. Il convient donc

²⁹ Cette affirmation s'appuie également sur la « fiction [réaliste] nécessaire [et] préalable à tout raisonnement possible en RI » qu'est la personnification de l'État en son chef (Battistella 2012, 205) : « Quand nous personnifions une unité politique, nous n'introduisons aucune métaphysique : il est clair que des hommes, au nom de la France, ont pris la décision » (Aron 2004, 88, cité dans Battistella 2012, 205 voir aussi Waltz 1979, 93-97 et Wendt 1999, chapitre 5).

d'observer les différentes idées qui sont proposées au cours de la campagne électorale afin d'identifier les principaux motifs du parti en la matière. Dans un second temps, nous décrirons chronologiquement la politique étrangère du gouvernement en nous intéressant particulièrement aux déclarations et aux grandes politiques adoptées qui démarquent sa gouvernance des affaires stratégiques. Ces événements de la politique étrangère canadienne sont décrits chronologiquement par souci de compréhension, mais pas particulièrement dans l'objectif de démontrer d'une quelconque évolution. Il est impossible d'aborder toutes les décisions et toutes les actions entreprises par le gouvernement de 2015 à 2017 puisque cet océan d'informations entraverait notre étude qui se veut spécifique aux questions de défense. Il s'agira donc de dresser la liste, non exhaustive, mais représentative, des faits, des politiques et des actions qui caractérisent la stratégie déployée par le présent gouvernement en portant une attention particulière à leurs justifications. Ces justifications nous indiqueront, particulièrement au constat des partenaires stratégiques qu'elles incluent et de la nature des interventions qu'elles défendent, si la position du gouvernement s'apparente à l'une des cultures stratégiques mentionnées plus tôt. En guise de conclusion, nous explorerons quelques indices que peut nous révéler le concept de culture organisationnelle dans le contexte des principales institutions chargées de l'élaboration des politiques de défense. Bien que notre travail demeurera très succinct, la culture de ces organisations est un bon indice des référents identitaires qui sous-tendent leur travail.

Avant de laisser cours à cette analyse empirique, il semble nécessaire de souligner une limite apparente de ce travail et qui restreint la portée des conclusions que nous tirerons à l'issue de ce chapitre. Ayant comme objectif d'analyser la politique étrangère et de défense d'un gouvernement toujours en poste au moment de publier ce mémoire, les différents objets d'études qui s'offrent à

notre étude — tels que les actions du gouvernement, ses différentes politiques nationales et les discours donnés par ses élites — se limitent au matériel disponible en date d’avril 2018. Conséquemment, il est fort probable que de récents documents ou même de récents développements politiques infirment (ou du moins interrogent) certaines des conclusions auxquelles ce travail pointe.³⁰

3.2 Promesses électorales du PLC

Aux yeux de plusieurs analystes (voir Blanchfield 2015 ou Landriault 2017a par exemple), la campagne électorale qui a mené à l’élection du gouvernement libéral en 2015 avait la particularité d’être considérablement axée sur le domaine des affaires étrangères. Avec peut-être l’exception de quelques élections, dont celles de 1988 et de 2004, le débat des politiques étrangères est rarement un enjeu électoral décisif (Massie et Roussel 2014, 682). La campagne qui a mené Justin Trudeau et son parti au pouvoir en 2015 était visiblement une autre exception à la règle. Des recherches menées dans d’autres pays (Opperman et Viehrig 2009) ont d’ailleurs démontré que les problématiques internationales ont habituellement plus d’effet sur la conduite d’une élection lorsque celles-ci ont des connexions domestiques ou lorsqu’elles divisent les principales élites politiques (Fleming 2015). Justement, les questions de l’implication canadienne en Irak et en Syrie, de la crise des réfugiés syriens, de la guerre contre le terrorisme ou encore des dépenses de la défense et de l’équipement des FAC étaient au centre de nombreux débats et divisaient les principaux partis. De ceux qui se sont tenus entre les chefs des différents partis, le débat Munk,

³⁰ Un exemple qui illustre cette réalité est la publication du livre *Un Selfie Avec Justin Trudeau : Regard critique sur la diplomatie du premier ministre* de Jocelyn Coulon et qui secoue considérablement les conclusions de ce mémoire, seulement 19 jours avant son dépôt...

qui se produit au Munk School of Global Affairs à Toronto, est le seul à soulever des questions sur les affaires étrangères. Le 28 septembre 2015, Thomas Mulcair (Nouveau Parti Démocratique [NPD]), Justin Trudeau (PLC) et Stephen Harper (PCC) se sont donc affrontés sur ces sujets et plusieurs autres tels que les changements climatiques, la coopération avec l'Ukraine ou encore la participation du Canada aux missions de maintien de la paix des Nations Unies. Selon certains (CBC 2015), ce débat, d'ailleurs une première dans l'histoire canadienne, avait été le plus substantif de tous ceux qui se sont tenus lors de cette longue campagne.

Au cours du débat Munk et tout au long de la campagne électorale, le PLC a donc avancé une série de promesses qui concernent la politique étrangère qu'il adopterait. D'abord, la vision de ce parti de ce que devrait être le rôle du Canada dans le monde, du moins si l'on s'en tient à ses promesses et à sa plateforme électorales, semblait être celle d'un leader en matière diplomatique et d'engagement pour la paix. Justin Trudeau et son parti ont largement souligné l'intérêt de rompre avec la politique étrangère jugée à la fois isolationniste et agressive des conservateurs. Le slogan du parti était justement « Le Canada est de retour » et illustre toute la conviction des libéraux de redonner au pays une certaine stature qu'il aurait acquise depuis la Seconde Guerre mondiale. Selon Coulon (2018), cette nostalgie est au cœur de la plateforme électorale du parti grâce à la forte influence des travaux de Roland Paris, universitaire et grand critique de la politique étrangère du gouvernement de Harper. Les idées de Paris et sa stratégie de réengagement dans le monde sur laquelle il aurait écrit entre 2014 et 2015 (voir par exemple Paris 2014b) auraient été à la base de la rédaction de cette plateforme et des positions prises par Trudeau lors du débat Munk. À titre d'exemple, Coulon (2018, 55) cite les différents passages de la dizaine de pages du programme

politique qui sont dédiées aux questions internationales et qui « utilise à fond le vocabulaire de l'internationalisme libéral » :

« un gouvernement Trudeau “rétablira le leadership” du Canada dans le monde, “rétablira des ponts” avec les États-Unis et la communauté internationale, “aidera les plus pauvres” dans les pays en développement, “renouvellera son engagement” dans les missions des Casques bleus, “fournira une aide humanitaire” lors des crises et de catastrophes naturelles, et se montrera attentif à la “souffrance” et ouvert “aux réfugiés” ».

Les engagements pris par le parti sont donc fortement influencés par cet idéal diplomatique et cette conception historique du rôle du Canada dans le monde. Rétablir la « diplomatie efficace », notamment avec l'Iran, faisait effectivement partie des engagements électoraux du parti (PLC 2015). Également, contribuer aux « efforts de médiation, de prévention des conflits et de reconstruction de l'ONU » est une intention qui illustre aussi cette conviction (PLC 2015). La collaboration du Canada à l'ONU fut d'ailleurs maintes fois soutenue en tant qu'engagement prioritaire du Canada à l'international: le parti suggérait mettre à la disposition de l'organisation, « sur la base de cas par cas, des moyens spécialisés, que ce soit des équipes médicales mobiles, des avions de transport, un soutien en matière d'ingénierie » ainsi que du personnel qualifié (chefs de mission, officiers et unités) (PLC 2015). Le parti soulignait également vouloir prioriser la formation de la police civile et des forces locales telle que la mission internationale en Ukraine (opération UNIFIER), une autre entreprise menée aux côtés de l'ONU. Finalement, en termes de « priorités stratégiques » et qui définissent sommairement le rôle que le parti entendait donner au pays sur la scène internationale, celles-ci se stipulaient comme suit:

1. Défendre l'Amérique du Nord sous l'égide du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et assurer la sécurité sur le territoire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).
2. Acquérir rapidement l'équipement nécessaire aux activités des FAC et ce, sous une supervision du parlement.

3. Surveiller le territoire Canadien, particulièrement en Arctique, et augmenter le nombre de « rangers».
4. Apporter une assistance en cas de catastrophe naturelle au Canada comme ailleurs.
5. Mener un examen approfondi des mesures et des infrastructures essentielles contre les cybermenaces.
6. Maintenir les opérations militaires du Canada sous l'égide de l'OTAN en Europe centrale et de l'Est (Opération REASSURANCE). (PLC 2015, 77-78)

Bien que le parti se positionnait clairement en faveur d'un engagement multilatéraliste auprès de l'ONU et qu'il ait maintes fois répété cette intention lors de la campagne, il est surprenant de constater que l'ONU n'est pas mentionnée dans les priorités stratégiques du parti telles que décrites dans sa plateforme électorale et énumérées ci-haut. Du point de vue des quatre cultures stratégiques introduites dans le précédent chapitre, ces priorités révèlent davantage d'intérêts atlantistes. En effet, celles-ci réitèrent principalement le besoin de protéger le territoire nord-américain d'une part — « défendre l'Amérique du Nord sous l'égide du NORAD », « surveiller le territoire canadien », « apporter une assistance en cas de catastrophe naturelle au Canada », se parer contre les cybermenaces, etc. ; et le territoire de l'OTAN d'autre part — « assurer la sécurité sur le territoire de l'OTAN », puis « maintenir les opérations militaires du Canada sous l'égide de l'OTAN en Europe centrale et de l'Est ». Le PLC soutient donc une approche stratégique et sécuritaire principalement déterminée par cette zone géographique, ce territoire qui s'étend de l'Europe à l'Amérique du Nord dans la forme d'un triangle, mais conçoit visiblement l'importance de jouer également un rôle internationaliste auprès de l'ONU.

Peut-être plus important même, Justin Trudeau disait vouloir mettre fin à la mission de combat des FAC contre l'État islamique (ÉI)³¹, une promesse qui s'opposait vigoureusement aux politiques

³¹ Malgré que ce groupe terroriste ait incarné plusieurs noms selon sa forme et ses zones d'opération (ÉII, ÉIIL, ISIS, Daech, etc.), nous utiliserons simplement ÉI pour le désigner.

du gouvernement sortant (PLC 2015, 79). La nature de l'engagement canadien contre l'ÉI et plus précisément le type d'intervention des FAC contre le groupe terroriste avait effectivement été au centre des débats entre les deux partis. Avant même le début de la campagne électorale et en tant que parti de l'opposition, le PLC s'était souvent opposé à la gestion des effectifs militaires du parti conservateur (voir Pelletier et Massie 2017). Justin Trudeau suggérait alors redéfinir le rôle des FAC dans ce dossier et cesser les opérations de combat au profit de missions moins risquées.

La plateforme électorale du parti s'avancé également sur une budgétisation de la défense qui se démarquait notamment par l'octroi de fonds pour l'équipement militaire ainsi que pour les différents services offerts aux membres et aux anciens membres des organes de la défense nationale - principalement ceux des FAC. Cette plateforme suggérait lancer un nouvel appel d'offre afin de remplacer les CF-18 utilisés par les FAC par des avions moins coûteux que les F-35 (que considéraient acheter le gouvernement précédent) et qui répondent mieux aux exigences de la défense du continent nord-américain. Les sommes économisées seraient utilisées afin de renouveler les navires de la Marine canadienne : « brise-glaces, navires de ravitaillement, navires de patrouille extra-côtier de l'Arctique, navires de combat de surface, [etc.] » (PLC 2015). Les libéraux souhaitaient également accorder les hausses budgétaires promises au ministère de la Défense nationale (MDN) tout en investissant près de 265 millions de dollars canadiens en pension, soutiens et services offerts aux anciens combattants et leur famille (PLC 2015 et Radio-Canada 2015). Finalement, l'idée de rendre plus efficace le processus bureaucratique des services militaires et de défense en appliquant les recommandations du *Rapport sur la transformation* faisait également partie des objectifs que le PLC souhaitait se donner.

La question des mesures antiterroristes avait un poids relativement important dans le débat qui opposait les candidats tout au long de la campagne. Le PLC souhaitait conserver les mesures entrevues par la loi C-51 tout en amendant certaines des dispositions du projet les plus controversées (Marquis 2015). Similairement, le parti promettait de « garantir que tous les mandats du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) respectent la Charte canadienne des droits et libertés [et de] mettre sur pied un comité de surveillance de la sécurité nationale rassemblant tous les partis » (PLC 2015). Finalement, ils proposaient également annuler le projet de loi C-24 et qui prévoyait que « la citoyenneté d'un citoyen à double nationalité [pouvait] être révoquée si cette personne [était] déclarée coupable de trahison, d'espionnage ou de terrorisme, selon la peine, ou si elle [devenait] membre d'une force armée d'un pays ou d'un groupe organisé engagé dans un conflit avec le Canada » (O'Doherty 2017).

Ceci nous amène à traiter d'une autre question vivement débattue lors de cette campagne, celle de la crise des réfugiés. Le PLC déclarait vouloir augmenter de 25 000 le nombre de réfugiés syriens accueillis au Canada, investir 250 millions dans les services de parrainage et d'établissement au pays de ces réfugiés, rétablir les services et les programmes fédéraux d'aide aux réfugiés et contribuer à la hauteur de 100 millions de dollars canadiens afin de soutenir les activités de secours du Haut Commissariat des Nations Unies dans la région (PLC 2015). La position du parti sur cette question était vraisemblablement la plus ambitieuse de celles adoptées par les trois grands partis qui s'opposaient aux élections.

Conclusion

La campagne électorale de 2015 est un donc un objet d'analyse particulièrement intéressant d'un point de vue des affaires étrangères. En rétrospective, les plus grands engagements que proposaient les libéraux lors de cette campagne concernaient d'une part un retour aux opérations de maintien de la paix de l'ONU aux dépens de l'intervention contre l'ÉI et, d'autre part, une gestion budgétaire et bureaucratique des organes militaires et de défense renouvelée. Dans le contexte de notre recherche, le terme « retour » ici est très significatif. Comme le soutient Jocelyn Coulon (2018, 10), la plateforme électorale de Justin Trudeau était « un savant dosage de tradition et d'innovation ». Son slogan — « Le Canada est de retour » — illustre sagement l'opposition des libéraux aux politiques étrangères du gouvernement conservateur, mais également le besoin de « revenir à ce qui faisait la gloire de la nation sur la scène internationale »³². Plus important sans doute que la multitude de promesses spécifiques énumérées plus haut est le discours tenu par Justin Trudeau et ses candidats afin de justifier leurs positions. En se servant du fameux débat Munk par exemple, il est possible de constater comment l'idée d'un retour aux engagements, mais surtout au type d'intervention historiquement privilégié des Canadiens — ici, entendre l'internationalisme libéral — est au centre de leur motivation. Par exemple, dès sa première intervention lors de ce débat bilingue, Trudeau a défendu la position du parti au sujet d'un engagement plus multilatéraliste contre l'ÉI en Irak et en Syrie en déclarant: « The fact that Canada has nothing to contribute to [the revitalization of United Nations peacekeeping] today is

³² Mots de Stéphane Roussel lors d'une entrevue donnée à *Midi info* (Radio-Canada 2017) : « La nouvelle politique étrangère du Canada : le regard de Stéphane Roussel », le 6 juin 2017. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/midi-info/segments/entrevue/26430/freeland-chrystia-politique-canadienne-etrangere-canada-gouvernement-trudeau-midi-info> (page consultée le 30 mars 2018).

disappointing because this is something that a Canadian Prime Minister started »³³ et plus tard « Yes, let's renew peacekeeping ». Le PLC définissait donc sa position autour d'un référent historique et proposait que le Canada agisse de la sorte puisque son identité l'en oriente ainsi: « C'est l'histoire même du Canada. C'est ce qu'on a toujours fait ».

Un second ensemble de justifications révélait l'idée partagée par les élites du PLC d'une responsabilité qu'aurait le Canada face à des puissances alliées dans le monde dans le contexte du maintien de la paix (« That's why this opportunity to re-engage with the 128,000 peacekeepers active around the world right now in 39 contri[es] »), dans le contexte de l'Arctique (« We need to work with multilateral partners [...] We need to take real multilateral leadership on the Arctic »), ou encore dans le contexte de la crise des réfugiés (« Nous nous devons de prendre une place de leadership dans les instances multilatérales [...] nous devons travailler avec la communauté internationale »). Il est aussi apparent que le concept de sécurité collective est également au centre de la réflexion du parti: « Quand Joe Clark, premier ministre, a décidé d'accepter des dizaines de milliers de Vietnamiens [cela] a contribué pas seulement à la sécurité de bien de gens [...] qui sont venus ici mais ça a contribué énormément au Canada » ou encore « Nous nous devons de réengager au niveau de la planète parce que c'est dans notre intérêt et on a un apport constructif à amener ». Finalement, ce genre de justifications entourait aussi logiquement la position du parti par rapport à la participation du Canada à l'OTAN, notamment dans le contexte de l'impérialisme russe : « [It] requires Canada to stand firm with our multilateral partners to push back with strong sanctions and as a strong part of NATO against that ».

³³ La transcription complète du débat Munk tenu le 28 septembre 2015 est disponible sur le site de Macleans.ca. En ligne : <http://www.macleans.ca/politics/ottawa/tale-of-the-tape-transcript-of-the-munk-debate-on-the-refugee-crisis/> (page consultée le 30 mars 2018).

Ce discours et ces promesses sont donc profondément marqués par une motivation identitaire enracinée dans un idéal historique du rôle du Canada dans le monde et qui inclut des concepts tels que le maintien de la paix, le multilatéralisme et la sécurité collective. Somme toute, la plateforme électorale du parti semble offrir une vision davantage atlantiste au sens où le partenaire qui semble vouloir privilégier les libéraux est l'OTAN. Nous avons précédemment observé que presque toutes les « priorités stratégiques » énumérées dans le document sont en lien avec la participation du Canada à la sécurité du territoire nord-américain et du territoire européen. L'engagement du pays à l'OTAN est également souligné considérablement par les élites du parti au cours de la campagne. Malgré cela, la responsabilité du Canada auprès de l'organisation supranationale qu'est l'ONU est également mentionnée à plusieurs reprises. Le discours du chef du parti, Justin Trudeau, lors du débat Munk est définitivement internationaliste et met considérablement l'accent sur le rôle que doit jouer, selon lui, le Canada dans le monde en tant que « gardien de la paix ». L'attitude du parti et les préférences stratégiques que Trudeau a exprimées lors de la campagne électorale évoquent donc une certaine tension entre la culture internationaliste et la culture atlantiste.

La section suivante fait la recension des événements qui ont marqué l'évolution de la politique étrangère du parti élu afin de déterminer si ces éléments sont demeurés à l'agenda politique.

3.3 Évolution de la politique étrangère et de défense (faits, déclarations et politiques)

Les premiers moments du mandat du PLC furent marqués par une série d'événements qui inévitablement occupèrent les élus dès leur entrée en fonction. Trudeau dû d'abord se rendre à Ankara, en Turquie pour le sommet du G20, puis à Manille, aux Philippines, pour la rencontre des

leaders de l’APEC, puis finalement à Malte pour le sommet des pays du Commonwealth. D’autant plus que dès le mois de novembre 2015, une série d’attaques terroristes à Paris, connue sous le nom des attentats du Bataclan, furent coordonnées par l’ÉI tuant 130 personnes. Quelques jours plus tard, un avion militaire russe a été abattu par un avion de chasse turque dans le territoire de la Turquie sommant la discorde entre les puissances européennes et la Russie. Le mois de décembre, lui, marqua la conférence de Paris sur le climat (COP21) et qui mena finalement à ce que l’on connaît comme l’Accord de Paris. Cet évènement, qui rassemblait des ministres des quatre coins du monde, fut l’une des premières activités marquantes de la gouvernance des libéraux puisque ceux-ci y invitèrent les chefs des partis de l’opposition à participer. D’autant plus que cet accord confirmait que le « Canada [était] de retour »³⁴, du moins en matière de changements climatiques.

Le 28 janvier 2016 est une date importante en ce qu’elle marque le lancement du Forum d’Ottawa et dont le titre révèle son objectif: « Établir une politique étrangère pour le Canada ». Ce Forum est dédié à la discussion entre un nombre considérable d’experts sur le thème des affaires étrangères et vise à ce que ceux-ci développent des idées afin de répondre aux grands défis du nouveau gouvernement. En d’autres termes, il s’agissait d’une sorte de consultation qui aiderait à définir les marges des futures politiques qu’entreprendront les élus. Comme le soulignait le nouveau ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion lors de son discours d’inauguration, le programme traitait de l’évolution de la gouvernance mondiale, de la mise à profit de la proximité avec les États-Unis et le Mexique, de l’accroissement de la stabilité mondiale et de la protection des citoyens canadiens, de la création de la prospérité à l’échelle mondiale et finalement, de la

³⁴ Mots de Justin Trudeau lors de son allocution à la Conférence sur les Changements Climatiques 2015 à l’ONU le 30 novembre 2015. Voir Le Nouvelliste. En Ligne: <https://www.lenouvelliste.ca/actualites/changements-climatiques-le-canada-est-de-retour-decc93ee43e65f84aa26d5ee2101b905> (page consultée le 10 février 2018).

création d'un monde écologiquement durable. Un programme ambitieux et qui servirait à l'élaboration des priorités stratégiques lors de ce mandat et peut-être le prochain. Certaines de ses conclusions seront d'ailleurs incluses dans la politique de défense dont nous traiterons plus loin dans ce chapitre.

Puis, le 8 février 2016, quatre mois après les attaques du Bataclan à Paris et alors que la Coalition mondiale (dont fait partie le Canada depuis 2014) amplifiait ses activités contre l'ÉI, le gouvernement libéral annonça une nouvelle « stratégie pangouvernementale [...] pour améliorer la sécurité et la stabilité, l'aide humanitaire, et l'aide au développement pour répondre aux crises en Irak et en Syrie et à leurs répercussions sur la Jordanie et le Liban » (Gouvernement du Canada 2016). Plus spécifiquement, cette nouvelle stratégie consistait, en plus d'un financement renouvelé à l'aide internationale : en l'augmentation des effectifs militaires (de 650 à 830 membres) déployés principalement dans les domaines de la planification opérationnelle, du ciblage et du renseignement; en une intensification de la taille des missions de formation et du personnel médical déployé auprès des forces de sécurité irakiennes; en l'approvisionnement d'équipements et d'armes; et en l'amélioration des transports tactiques pour ne citer que quelques mesures. Mais plus intéressant et, disons plus controversé, cette nouvelle stratégie annonçait aussi le retrait des avions de combat canadiens de la mission contre l'ÉI. Cette prise de position, bien qu'elle faisait l'objet d'une promesse électorale, surprit beaucoup de commentateurs étant donné l'intensité de la campagne contre l'ÉI menée par la coalition multinationale. La contribution canadienne perdait donc sa dimension combative et ne conservait alors que ses activités de formation, d'approvisionnement, de surveillance et de transport. Bien que les frappes aériennes devaient s'arrêter au plus tard le 22 février, le reste de la mission était prolongée jusqu'au 31 mars 2017,

date à laquelle une réévaluation serait entreprise. Cette annonce est pertinente dans le cadre de notre étude puisqu'elle marque un tournant dans le type d'interventions conduites par le Canada et elle s'oppose à la position défendue par le précédent gouvernement.

Selon Pelletier et Massie (2017), cette décision causa pourtant beaucoup d'incompréhensions. D'une part, une majorité d'électeurs canadiens³⁵ et d'anciens membres de cabinet libéraux appuyaient l'opération canadienne contre l'ÉI. D'autre part, le Canada semblait s'engager dans une mission d'assistance et de consultation (*advise and assist*) encore plus risquée même si elle cessait d'être axée sur le combat (Pilster, Böhmelt et Tago 2015, cités dans Pelletier et Massie 2017, 299). Pelletier et Massie (2017, 299) évoquent de récentes recherches qui indiquent que le retrait prématuré des troupes peut s'expliquer par le consensus des élites, l'opposition du public, le faible risque d'endommager les relations avec les États-Unis engendré par une telle décision ou encore le changement de leadership politique (voir Pilster, Böhmelt et Tago 2015, Rathburn 2004 et Massie 2016). Selon ces auteurs, ce serait toutefois un conflit interne au sein du parti quant au rôle que doit assumer le pays sur la scène internationale — à savoir entre celui d'allié fidèle des Américains ou celui de bon citoyen international — qui aurait motivé une telle décision. Pelletier et Massie soutiennent qu'un nombre de conseillers et de personnalités politiques autour du parti favorisent l'intérêt d'entretenir une politique étrangère qui répond aux besoins de l'allié américain. Toutefois, selon eux, il ne fait pas de doute que Trudeau lui-même démontre une préférence pour le rôle internationaliste du pays à l'étranger et c'est cette tension idéologique qui expliquerait la nature de la décision finale. Pelletier et Massie (2017, 305) appuient leur propos à travers une analyse du discours du chef libéral depuis son entrée au parlement en 2008. Il aurait alors maintes

³⁵ En date de la décision et selon les recherches de Pelletier et Massie (2017).

fois opposé la gestion des affaires internationales du gouvernement conservateur et se serait prononcé à multiples reprises en faveur d'interventions de la paix (voir Pelletier et Massie 2017, 305)³⁶. Ces auteurs remarquent d'ailleurs qu'à la date de son entrée en fonction en tant que chef du PLC, Trudeau a déclaré que la politique étrangère de son parti devrait « faire la promotion de la paix, de la démocratie et du développement [tout en faisant du] Canada un acteur clé sur la scène internationale » (Trudeau 2013, cité dans Pelletier et Massie 2017, 305, traduction libre). Cette conviction, Trudeau la partageait également avec d'autres membres du parti et à travers le temps, de la période lors de laquelle le PLC formait l'opposition à la prise de pouvoir par les libéraux, illustre l'attachement du parti à une telle vision. Le débat de la participation canadienne en Irak n'est qu'un exemple³⁷, mais il pointe sur la faveur du PLC au concept de sécurité collective et qui est au cœur de la participation du Canada à l'ONU et à l'OTAN par exemple. Cet article de Pelletier et Massie (2017) conclut d'ailleurs sur la préférence du parti pour davantage de missions de formation et d'assistance humanitaire, ces formes d'engagement qui visiblement sont celles que privilégiera de plus en plus le gouvernement libéral. Vraisemblablement, les élites partisanses du gouvernement et qui détiennent entre elles le plus de pouvoirs législatifs partagent une culture qui correspond beaucoup à l'internationalisme libéral. Bref, dans le cas de la contribution canadienne à la coalition internationale de l'OTAN menée par les États-Unis contre l'ÉI, Justin Trudeau satisfaisait aux deux parties conflictuelles de son parti en retirant ses troupes du combat tout en intensifiant l'opération IMPACT, une sorte de position mitoyenne (Gouvernement du Canada 2018a).

³⁶ Coulon (2018, 31) réfute toutefois ce propos en suggérant qu'aucune des interventions de Trudeau en Chambre entre 2011 et 2013 ne portaient sur les affaires internationales.

³⁷ En septembre 2014, le député libéral de l'opposition chargé des affaires étrangères, Marc Garneau, a réitéré la position du parti dans le contexte de la menace posée par l'ÉI en la qualifiant de « [menace] non seulement contre l'Irak et la Syrie, mais également contre la sécurité collective du monde et de nos valeurs communes partagées » (cité dans Pelletier et Massie 2017, 306, traduction libre).

Puisque nous abordons la question du partenariat qu'entretient ce gouvernement avec les États-Unis, il est aussi utile de signaler l'existence et la nature des autres opérations militaires menées par le Canada auprès d'initiatives américaines. D'abord, l'opération CARIBBE, une opération en soutien à la mission MARTILLO dirigée par les États-Unis contre la contrebande de drogues dans la mer des Caraïbes et dans l'est de l'océan Pacifique, se poursuit depuis plusieurs années et toujours sous la gouvernance du PLC (Gouvernement du Canada 2018b). Le Canada participe également depuis 2001 aux quartiers généraux du United States Central Command (USCENTCOM) et du United States Air Forces Central (USAFCENT) sous le nom de l'opération contreterroriste FOUNDATION (Gouvernement du Canada 2018c). Finalement, l'opération PROTEUS est la contribution du Canada à la coordination de la sécurité des États-Unis à Jérusalem auprès des Forces de sécurité de l'Autorité palestinienne (FSAP) et d'Israël (Gouvernement du Canada 2018d). Ces dernières sont toutes des opérations engagées avant l'élection du gouvernement libéral mais se sont tout de même poursuivies — selon la gravité du contexte à laquelle elles appartiennent — depuis 2015. Considérant l'observation que nous venons de faire quant à la préférence des élites du PLC pour un rôle davantage internationaliste que déterminé par les intérêts de l'allié américain, nous ne pouvons que constater que ces entreprises militaires, auxquelles le Canada s'adonne toujours auprès des États-Unis, sont en quelque sorte des engagements obligés et minimalement requis aux bonnes relations des deux alliés.

Autre fait marquant, le 6 mars 2016, le Canada annonçait qu'il prolongeait sa contribution à l'opération onusienne UNIFIER en Ukraine jusqu'à la fin mars 2019 et au cours du même mois, « 200 membres de l'armée canadienne ont été déployés pour prendre la relève de leurs homologues » (Gouvernement du Canada 2018e). Cette mission est l'initiative de la Commission

mixte internationale — qui comprend l’Ukraine, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada — et a pour objectif d’offrir à l’Ukraine de l’aide en matière d’instruction militaire. Cette annonce est pertinente à l’étude de la stratégie canadienne puisqu’elle atteste de l’engagement du Canada en Europe centrale au sein d’OMP et de sa préférence pour ce type d’intervention. Le Canada participe aussi toujours officiellement à l’Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve au Moyen-Orient (ONUST), ainsi qu’à des opérations en République Démocratique du Congo (opération CROCODILE conjointement à la mission onusienne MONUSCO) et au Soudan du Sud (opération SOPRANO conjointement à la mission onusienne MINUSS) (Gouvernement du Canada 2018f).

Quant à la participation du Canada à la stabilisation du Moyen-Orient, celle-ci s’étend sous forme de contributions financières afin d’aider les collectivités touchées par les conflits à des opérations de surveillance et de ravitaillement par exemple. En mai 2016, après avoir coparrainé la résolution du Conseil de sécurité de l’ONU sur la protection des missions médicales en Syrie et avoir signé un protocole d’entente avec la Jordanie en matière de sécurité, le Canada s’est joint au Groupe international de soutien à la Syrie (GISS). Ce groupe, qui regroupe plus de 26 pays, dont la Russie et les États-Unis, vise à trouver une solution diplomatique au conflit ainsi qu’à organiser l’acheminement de l’aide humanitaire. Au cours du même mois, le ministre de la Défense Harjit S. Sajjan annonçait que le gouvernement canadien prolongeait de 4 ans l’opération ARTEMIS et ajoutait jusqu’à 131,4 millions de dollars canadiens à son financement (Gouvernement du Canada 2018g). Cette opération s’inscrit dans le cadre de la Force opérationnelle multinationale 150 (CTF 150), pour laquelle le Canada conduit depuis 2012 des opérations internationales de sécurité maritime et qui vise à arrêter le terrorisme et à sécuriser les eaux du Moyen-Orient. À la liste des

activités du Canada au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, il faut ajouter l'opération indépendante de maintien de la paix (CALUMET) à laquelle il participe dans la péninsule du Sinaï et initiée en 1985 dans le cadre de la Force multinationale et Observateurs (FMO) (Gouvernement du Canada 2018f). Entre décembre 2015 et mars 2017, les FAC ont aussi contribué aux opérations françaises au Sahel au moyen d'un transport aérien stratégique sous le nom de l'opération FREQUENCE (Gouvernement du Canada 2018f).

Un des programmes clés lancés par le gouvernement libéral est le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP). Lancé le 26 août 2016, le PSOP est un programme d'OMP, d'un budget triennal de 450 millions de dollars, destiné à déployer des membres de FAC, des policiers et des experts civils dans un bon nombre de contextes différents à travers le monde. Cette initiative, directement liée aux engagements du Canada auprès de l'ONU et fidèle à son identité interventionniste libéral, a pour objectifs:

- le renforcement des efforts de réforme policière en Ukraine;
- la diminution des tensions entre les collectivités au Liban qui accueille des réfugiés syriens;
- le soutien au plan de paix en Colombie;
- la facilitation de retour des civils à leurs domiciles dans les zones libérées récemment en Irak par le biais d'activités de stabilisation, y compris le dégagement des mines terrestres et autres explosifs;
- le soutien des opérations de stabilisation au Mali;
- le soutien aux forces de défense et de sécurité nationales afghanes;
- le renforcement de la responsabilisation pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les génocides;
- le soutien aux opérations de la paix des Nations Unies et aux efforts de consolidation de la paix;
- défendre les programmes pour les femmes, la paix et la sécurité. (Gouvernement du Canada 2018h)

Peu de temps après, au début du mois de juillet 2016, se tenait le Sommet de Varsovie des États membres de l'OTAN. Ces nombreux chefs d'État se réunissaient dans l'objectif d'actualiser leur contribution et la stratégie adoptée dans un contexte toujours marqué par la résurgence de la Russie et l'instabilité au Moyen-Orient. Selon le général français Denis Mercier, commandant suprême des Forces alliées Transformation (SACT) de l'OTAN, le Canada joue un rôle unique au sein de l'alliance transatlantique compte tenu de son expérience opérationnelle, de sa position géographique et de ses capacités militaires (cité dans Borzillo et Kunertova 2017). Dans le cadre de cette réunion, le Canada a donc notamment pris les engagements suivants: diriger un groupe tactique multinational en Lettonie tout en y déployant 450 militaires ainsi que d'envoyer une frégate et jusqu'à 6 chasseurs de combat CF-18 pour effectuer des opérations de surveillance aérienne dans le cadre de l'opération REASSURANCE (Notes de la Colline 2016). Cette opération, initiée en avril 2014, vise à déployer des mesures d'assurance et de dissuasion, telles que des instructions et des démonstrations, afin de renforcer la défense collective de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est par l'OTAN (Gouvernement du Canada 2018i). Le Canada s'est aussi engagé à continuer de fournir de l'aide et de la formation aux Forces de défense et de sécurité nationales afghanes (FDSNA) dans le cadre de la mission Resolute Support ainsi qu'à investir 270 millions de dollars dans l'aide au développement en Afghanistan (Notes de la Colline 2016). Cette aide priorise avant tout les droits des femmes et des filles, un engagement en vertu des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité (Notes de la Colline 2016). Il faut aussi mentionné qu'à travers son affiliation à l'organisation militaire transatlantique qu'est l'OTAN, le Canada a continué depuis 2015 son opération OPEN SPIRIT, une « opération multinationale annuelle consacrée à la neutralisation des restes d'explosifs de guerre dans la mer baltique » (Gouvernement du Canada 2018j). Finalement, une poignée de membres des FAC

demeurent au Kosovo dans le cadre de la mission de soutien de la paix KOBOLD conduite par l'OTAN (Gouvernement du Canada 2018f). Il en est de même à Chypre où un seul officier est déployé pour l'opération SNOWGOOSE (Gouvernement du Canada 2018f).

Le 6 juin 2017, la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, soulignait justement, lors d'un discours à la Chambre de communes, comment cette alliance sécuritaire était si importante à la réalisation de la stratégie de défense du Canada. Lors de celui-ci, elle affirma « [qu']il ne peut y avoir de lien plus clair que l'OTAN et l'article 5 (sur le principe de la défense collective)³⁸ sont au cœur de la politique nationale de sécurité du Canada » (Radio Canada 2017). Ce discours précédait le lancement, le lendemain, de la nouvelle politique de défense canadienne: « Protection, Sécurité, Engagement ». Selon ses auteurs, « cette annonce est la conclusion du processus d'examen le plus exhaustif de l'histoire canadienne en matière de défense et sécurité » (PLC 2017). Ce processus, d'une durée d'un an, fut initié par le Forum d'Ottawa 2016 précédemment mentionné et s'était effectivement constitué de nombreuses consultations publiques avec des experts, des parlementaires et ultimement avec la population elle-même. Bien que certains aient contesté l'utilité de ce genre de consultation au large format, certains experts ont salué l'initiative (Marsolais 2016). Quoi qu'il en soit, ce processus culminait avec l'écriture d'une nouvelle politique de défense telle que promise lors de la campagne électorale. « Protection, Sécurité, Engagement » se démarque d'abord par l'augmentation du budget de la défense de près de 70% en dix ans faisant passer la somme de 18,9 milliards de dollars en 2016-2017 à 32,7 milliards de dollars en 2026-2027. Bien que cette annonce laissait plusieurs observateurs sceptiques (voir Saideman 2018 par exemple), si ce budget était réalisé et que cette promesse était tenue, cela

³⁸ Cette parenthèse est l'ajout des auteurs de l'article de Radio Canada (2017).

démarquerait clairement l'approche des libéraux de celles des coupes budgétaires des conservateurs dans le domaine. Le document prévoyait aussi l'augmentation du nombre de militaires de 3500 personnes afin d'atteindre une force de 71 500 militaires. En termes d'équipement, 15 navires de combat de surface et 88 chasseurs sophistiqués étaient ajoutés à la liste des futures acquisitions en plus de moderniser quelques éléments de la flotte tels que l'avion de surveillance CP-140 Aurora. La politique se démarque aussi de l'accent qu'elle met sur les services offerts aux membres des FAC ainsi que la diversité et l'inclusion de cette institution. Comme le mentionnait Sajjan lors du dévoilement de cette politique, les troupes sont au « coeur » de la nouvelle direction entreprise par le gouvernement (Brewster 2017). Elle prévoit notamment un allègement fiscal pour les militaires déployés à l'étranger, des investissements pour les centres de ressources aux familles et aux services de soutien à la transition des anciens combattants et elle prévoit finalement l'augmentation de 1% par année jusqu'en 2026 du nombre de femmes en service au sein des FAC. Finalement, mais non le moindre, il est intéressant d'observer que les priorités stratégiques telles que définies et hiérarchisées par cette nouvelle politique sont:

1. La protection du Canada et de sa souveraineté territoriale;
2. La sécurité en Amérique du Nord, particulièrement à travers le partenariat de défense du NORAD;
3. L'engagement dans le monde, notamment dans le cadre d'OMP (Gouvernement du Canada 2017a, 14)

Humoristiquement, bien que très vrai, Steve Saideman (2017) analysait ces stratégies en marquant la continuité : « [The Defence Policy Review] is supposed to chart the course forward. While it exaggerates heaps of new-ness, the basic missions of the Canadian Armed Forces are the same as they ever were: defend Canada and do disaster relief at home, support NORAD, participate in

NATO and various other multilateral efforts, and some peacekeeping ». Il est intéressant de noter que cette critique de l'utilité des livres blancs sur la conduite concrète des affaires de défense est également partagée par d'autres auteurs (voir Hogg 2007 et Paris et Owen 2016, 4). Malgré cela, gardons à l'esprit que cette politique propose l'augmentation marquée du budget de la défense, l'amélioration des services offerts aux membres des FAC et l'élaboration d'une « stratégie féministe ».

Justement, quelques jours après le lancement de cette politique de défense, Marie-Claude Bibeau, la ministre du Développement international et de la Francophonie, révélait la nouvelle politique d'aide internationale féministe du Canada. Bien que cette politique ne soit pas uniquement concernée par la sécurité internationale, il est intéressant de souligner qu'un des champs d'action de cette politique concerne une nouvelle « approche pangouvernementale pour s'assurer que toutes les femmes participent pleinement à l'élaboration d'interventions durables dans les États fragiles et en proie à des conflits ». En somme, cette initiative rejoint un des points du PSOP mentionné plus haut et démontre d'un intérêt du gouvernement à la fois pour une sécurité collective inclusive et pour une transformation progressiste de ses forces militaires.

Le mois de juin 2017 vu aussi l'annonce du prolongement, une seconde fois, de l'opération militaire en Irak contre l'ÉI jusqu'en mars 2019 ainsi que l'allocation de 371,4 millions de dollars en deux ans pour soutenir ses coûts (Gouvernement du Canada 2017b). Le projet de loi C-6 fut aussi adopté et prévoit l'abrogation de la très controversée loi précédente (C-24) qui permettait que soit révoquée la citoyenneté d'un citoyen à double nationalité à la suspicion de terrorisme (O'Doherty 2017). Dans le même ordre d'idée, le 6 novembre 2017, Justin Trudeau a annoncé la

création du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement composé de 12 membres de la Chambre des communes et du Sénat de différents partis. Ce comité, un engagement d'ailleurs pris par PLC lors de la campagne, a le pouvoir d'examiner le travail de plusieurs agences de sécurité publique — telles que le SCRS et la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) — et de contribuer à la reddition de compte à travers le gouvernement et au nom des préoccupations de la société (Gouvernement du Canada 2017c).

Le dernier grand évènement qui convient de mentionner dans cette analyse très brève de la stratégie de défense du gouvernement canadien lors de ses deux premières années de mandat est la tenue, en novembre 2017, de la Réunion des ministres de la Défense à Vancouver. Ce sommet organisé par l'ONU constituait l'ultime opportunité pour le Canada de dévoiler son réengagement aux OMP et plusieurs espéraient du gouvernement qu'il se commette à des objectifs spécifiques. L'annonce fut toutefois évasive ne précisant pas où allaient être déployés les effectifs promis. Somme toute, les grandes lignes de l'annonce concernaient le déploiement d'un avion de transport, deux forces aériennes opérationnelles, un contingent de 200 militaires, une équipe d'assistance et d'entraînement et la création d'un fonds de 15 millions de dollars afin d'aider au déploiement des femmes dans les OMP (Initiative Elsie) (Léveillé 2017). Aux yeux de plusieurs analystes (voir Léveillé 2017, Vastel 2017a et 2017b et Coulon 2018) cette annonce n'atteignait pas les attentes créées par la plateforme du PSOP lancée en août 2016 par les libéraux. Contrairement à ce que Justin Trudeau et son équipe avaient promis lors de la campagne électorale et les premiers mois de leur mandat, la contribution canadienne aux OMP en date de l'annonce était la plus mince depuis 1990, n'atteignant que 68 soldats de maintien de la paix déployés (Berthiaume 2017). La position prise par le Canada présentait toutefois l'avantage d'offrir un appui flexible et qui

s'adapterait sur la base de cas par cas selon les besoins de l'organisation. D'autant plus qu'une forme d'engagement plus axée sur la formation et l'assistance est moins risquée et semble plus adaptée à la nature changeante des conflits. Ce fut d'ailleurs un argument présenté par Justin Trudeau à la conférence de Vancouver afin de justifier sa décision peu populaire chez les analystes (Vastel 2017b). Si l'on se fie à Landriault (2017b), la majorité des Canadiens préfère pourtant que le Canada investisse ses forces dans ce genre d'intervention de soutien à l'entraînement des troupes locales. La décision s'explique donc aussi par souci d'appui politique domestique.³⁹ Cette conférence fut aussi l'occasion pour le Canada de lancer l'initiative Elsie et en lien avec la politique d'aide internationale féministe décrite plus haut. Celle-ci constitue en soi un plan d'action de 2017 à 2022 pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité: « Le Canada s'engage à réaliser l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles partout dans le monde, et à assurer la promotion de leurs droits fondamentaux et de leur bien-être » (Gouvernement du Canada 2017d).

Quoi qu'il en soit, ces événements, choisis selon leur importance significative et décrits en ordre chronologique, ne sont bien évidemment pas représentatifs de toutes les actions entreprises par le gouvernement libéral depuis son élection et qui sont relatives à sa gestion des affaires étrangères et militaires. Ces événements ne sont que les grands repères et illustrent, imparfaitement, la politique de défense encourue par le Canada de 2015 à 2017. À ce bref rapport, ajoutons quelques faits afin de décrire plus justement cette évolution. Mentionnons que depuis novembre 2015, 312 millions de dollars ont été versés en aide humanitaire (à travers des ONG) dans le secteur de la prévention et du règlement de conflit et de la paix. La crise des Rohingyas au Myanmar et le

³⁹ Cette idée est plus amplement discutée dans le prochain chapitre.

déplacement de plusieurs centaines de milliers de personnes dans les états voisins a été l'un des dossiers qui occupèrent le plus le ministère des Affaires étrangères du Canada. Des catastrophes naturelles, des mouvements de population, des famines et des conflits civils au Bangladesh, à Cuba, en Dominique, en Inde, au Kenya, au Madagascar, au Népal, en Ouganda, au Pérou, aux Philippines, en République Démocratique du Congo, en Somalie, au Sierra Leone, au Sri Lanka, en Ukraine, au Vietnam et au Yémen, ont fait l'objet d'aides humanitaires du Canada depuis 2015. Selon la ministre Marie-Claude Bibeau, en 2016-2017, le Canada a fourni plus de 800 millions de dollars en aide humanitaire (Gouvernement du Canada 2017e). Au Moyen-Orient seulement, le Canada a versé plus de 600 millions en aide humanitaire et prévoit verser près de 2 milliards de dollars pour la sécurité et la stabilisation de la région. Des autres faits importants, il est à mentionner qu'en octobre 2017, le projet de loi S-226 a été adopté et « autorisera le Canada à imposer des sanctions aux responsables de corruption importante et de violations flagrantes des droits de la personne, à leur imposer des interdictions de voyager et à leur demander des comptes » (Gouvernement du Canada 2017f). Aussi, depuis 2015, le gouvernement canadien a « rétabli la politique visant à demander la clémence pour tous les Canadiens condamnés à mort à l'étranger », a coparrainé deux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies contre la peine de mort et a « adhéré à l'alliance mondiale visant à mettre fin au commerce de biens utilisés pour infliger la peine capitale ou la torture » (Gouvernement du Canada 2017g). Le gouvernement canadien est aussi intervenu dans le domaine de la législation internationale contre certains types d'armes: le Canada a versé 11,5 millions de dollars pour soutenir le Plan d'action global commun (PAGC) pour la non-prolifération et le désarmement nucléaire convenu avec l'Iran en 2015 et approuvé par le Conseil de sécurité des Nations Unies, a annoncé 12 millions de dollars pour continuer la lutte contre les mines antipersonnel et 3,25 millions de dollars pour contrer le développement et le

financement des armes de destruction massive nord-coréennes (Gouvernement du Canada 2017h). Ce bilan serait d'ailleurs incomplet sans traiter de la menace de la Corée du Nord contre laquelle le Canada impose, en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales en RPDC* et du *Règlement d'application des résolutions des Nations Unies*, les sanctions suivantes: embargo sur les armes, gel des avoirs, restrictions à l'exportation ou à l'importation, interdictions financières et interdiction en matière d'aide technique (Gouvernement du Canada 2018k).

Conclusion

Sans surprise, cette brève description décrit une évolution de la politique de défense qui se démarque fondamentalement de l'approche des prédécesseurs néoconservateurs. Si leur posture ne permet pas de distinguer clairement si elle exclusivement atlantiste ou internationaliste, elle ne s'avère certainement pas continentaliste (ou néocontinentaliste pour faire référence aux conservateurs). Cette conclusion peut sembler évidente et l'on s'y attendait, mais elle demeure pertinente considérant l'impératif sécuritaire géopolitique qui nous lie à l'hégémon américain. Bien évidemment, la participation du Canada au NORAD demeure inchangée et est mentionnée dans tous les types de documents qui ont trait à la politique de défense canadienne. Mais contrairement à la posture prudente qu'aurait pu adopter un gouvernement canadien soucieux des bonnes relations avec l'Amérique, celui de Trudeau a entrepris un chemin disons plus neutre. Le meilleur exemple de cette prise de position réside dans le retrait des forces de frappe aériennes de la mission de la coalition internationale contre l'EI en Irak et en Syrie et dirigée par les États-Unis. Comme mentionné précédemment, Pelletier et Massie (2017) ont démontré que cette décision s'expliquait par un conflit idéologique quant au rôle que devait jouer le Canada à l'étranger et cette décision s'imposa malgré que les Américains espéraient de nous une contribution combative. Cette

explication met d'ailleurs en valeur l'utilisation du concept de culture stratégique et indique plutôt clairement l'identité canadienne défendue par le parti. Dans ce cas, Justin Trudeau aurait adopté une position mitoyenne qui ne soustrayait pas complètement l'effort canadien de la lutte entreprise contre l'ÉI mais qui le transformait en un rôle non combatif, démilitarisé. Ce que ce texte de Pelletier et Massie révèle également est qu'avant même l'élection du gouvernement des libéraux alors que ceux-ci constituaient l'opposition, le PLC mais plus particulièrement Justin Trudeau lui-même revendiquait une contribution canadienne non combative (Pelletier et Massie 2017, 306-309). Ces auteurs expliquent que l'opposition des libéraux au projet conservateur— à leur détermination de contribuer à la hauteur de « plusieurs douzaines » de militaires et de frappes aériennes à la mission de combat américaine — révèle leur préférence claire pour un rôle de bon citoyen international plutôt que pour celui d'un bon allié. Justin Trudeau aurait d'ailleurs clairement identifié cet agenda politique et ses principes fondamentaux lors d'une conférence organisée par Canada 2020 (CPAC 2014, cité dans Pelletier et Massie 2017, 308). Coulon (2018, 33 et 38) est également d'avis qu'il ne fait peu de doute que Trudeau s'inscrit philosophiquement dans cette tradition internationaliste et que ses principaux conseillers l'ont avisé dans cette direction.

Similairement, le bref bilan exposé plus haut révèle que l'engagement du Canada dans le monde depuis 2015, bien qu'il soit encore timide, s'inscrit dans une dynamique davantage multilatéraliste. Au Moyen-Orient par exemple, mise à part de la coalition internationale contre l'ÉI en Irak et en Syrie, les organisations (ou coalitions) multinationales avec lesquelles le Canada intervient dans la région sont l'ONU, l'OTAN (en Afghanistan), le GISS (en Syrie), la CTF 150 (dans les mers

du Moyen-Orient) et la FMO (dans la péninsule du Sinaï). Le Canada participe également à la mission française au Sahel (FREQUENCE) par exemple.

Somme toute, beaucoup des engagements pris par le présent gouvernement s'inscrivent dans la participation du Canada à l'OTAN. C'est le cas pour les déploiements canadiens en Europe, notamment dans la mer baltique, en Lettonie, au Kosovo et à Chypre, par exemple. Comme nous l'avons aussi mentionné, les FAC sont également déployées en Ukraine dans le cadre d'un mandat onusien (UNIFIER). Mais en général, l'intervention canadienne en Europe est davantage une responsabilité assumée au titre de la participation du pays à la coalition interarmées. Dans le contexte de la nouvelle présidence de Trump et de sa politique étrangère jacksonienne et vraisemblablement plus isolationniste, le Canada semble assumer un rôle renouvelé et sans doute plus fort quant à la défense de l'Europe. La ministre Freeland suggérait d'ailleurs vigoureusement l'association de la politique de défense canadienne aux intérêts de l'OTAN. L'augmentation du budget alloué à la défense est aussi une décision qui est fortement influencée par les besoins de la coalition, bien que les dépenses militaires n'atteignent toujours pas le seuil fixé par l'OTAN à 2% du PIB. Une autre priorité stratégique qui semble pointer à la convergence des intérêts nationaux canadiens et à la fonction de cette coalition de sécurité multinationale est la défense de la souveraineté étatique et territoriale canadienne. En d'autres termes, la raison d'être de l'OTAN et la contribution canadienne à ses forces s'accordent avec ce besoin sécuritaire. L'alignement avec les États-Unis est peut-être une option qui sert un peu moins cette préoccupation vitale, surtout considérant l'intérêt de plus en plus important qu'ont les grandes puissances pour le Nord arctique. On pourrait alors imaginer comment l'OTAN pourrait servir de contrepoids au Canada et pourrait l'aider à défendre ses droits s'il advenait que la puissance américaine s'ingère démesurément dans

cette course du Grand Nord et aux dépens de la souveraineté territoriale canadienne. Malgré cela, il est difficile de distinguer si la contribution canadienne à l'organisation transatlantique n'est pas également déterminée par le poids de l'hégémon américain dans cette institution.

Il ne faut cependant pas oublier la place que prend l'ONU dans la conception stratégique canadienne. Le mandat de Trudeau a d'ailleurs débuté avec cette conférence de Paris sur les changements climatiques et s'est ponctué d'aides humanitaires directement liés au travail de l'organisation internationale. Nous avons également énuméré plusieurs passages des documents clés de la politique de défense canadienne qui définissaient très clairement l'intérêt qu'a le Canada pour les OMP. Bien que selon plusieurs observateurs, la Réunion des ministres sur la défense de l'ONU « ait accouché d'une souris » (voir Léveillé 2017) et que le nombre de Casques bleus canadiens actuellement déployés soit « gênant » (Berthiaume 2017), le Canada – et principalement le PLC - semble tout de même continuer à se définir en gardien de la paix (*peacekeeper*) et en bon citoyen international sur la scène internationale (Pelletier et Massie 2017).

Conclusion : Le Canada à nouveau internationaliste?

En considérant l'ensemble des promesses électorales du parti et leurs justifications ainsi que les grandes politiques de défense du gouvernement libéral et les principaux faits de son évolution entre 2015 et 2017, il fait peu de doute que la culture stratégique exprimée par cette communauté gouvernante se situe à mi-chemin entre l'internationalisme libéral et l'atlantisme. Ces traditions idéologiques s'observent chez ce gouvernement à travers les justifications des

politiques qu'il élabore, dans la nature même de ces politiques et dans la nature des alliés auprès desquels il s'engage.

Dans ce chapitre, nous avons notamment analysé l'importance de l'expression « retour du Canada dans le monde » dans la justification du leader du PLC pour sa plateforme électorale. Cette expression relate la conception d'un « passé plus glorieux » lors duquel le Canada s'engageait activement dans le monde. Il est apparent dans la logique discursive de Justin Trudeau par exemple, que cet idéal est ce qu'il le conduit à préférer un engagement international qui satisfait sa conception du « rôle de bon citoyen international ». Le dernier élément présent dans les justifications des élites du parti et qui est fortement significatif de leur culture est cette idée d'un devoir qu'aurait la nation canadienne auprès d'alliés. Cette préoccupation et qui se fonde sur l'idée du rôle que doit jouer une puissance moyenne comme le Canada pour la sécurité collective est ce qui influence les élites libérales à promettre des politiques de défense davantage multilatérales et auprès d'institutions telles que l'ONU et l'OTAN.

Les politiques brièvement recensées dans ce chapitre illustrent tout autant la présence d'une réflexion internationaliste et atlantiste. Bien qu'en perspective les engagements canadiens auprès de l'ONU ne fassent pas l'unanimité, l'usage de la force est désormais et sans contredit dédié à des initiatives multilatérales. Les impératifs que représentent la sécurité des frontières, la réponse aux catastrophes naturelles et tout autre engagement hérité de la proximité du Canada avec l'hégémon américain sont naturellement toujours aussi pesants. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement use de la latitude qu'il lui reste pour réaffirmer sa présence dans ces institutions internationales telles que l'ONU mais particulièrement l'OTAN. D'autant plus, ces engagements

sont moins combatifs et mettent désormais l'accent sur la formation et l'enseignement aux forces locales, une décision sans doute fortement marquée par la réduction de coûts humains (et électoraux). Somme toute, la culture stratégique du gouvernement de Trudeau semble internationaliste en idées et en discours mais également atlantiste en pratique. Lors des deux premières années de mandat des libéraux, les différentes justifications offertes et l'identité de la nation projetée par ces élites sont sans contredit influencées par un idéal internationaliste. Les nombreux discours de Trudeau et qui affirment sa conviction de se réengager dans les opérations de paix appuient cette observation. Toutefois, peu d'engagements précis soutiennent ses paroles et une revue des principales politiques de défense du gouvernement semble appuyer l'idée qu'en réalité, l'engagement du Canada est aussi inspiré d'idéaux atlantistes.

Vers une étude de la culture organisationnelle et militaire

Une limite de cette analyse brève de la culture stratégique du gouvernement réside dans l'absence d'une étude des différents facteurs organisationnels d'un tel appareil politique et qui aurait pu révéler quelques caractéristiques essentielles du travail qu'accomplissent le MDN et les FAC par exemple. Certainement, une série de déterminants organisationnels influence d'une part les processus de sociabilisation et d'identification entre les membres de ces institutions et, d'autre part, l'élaboration des politiques de défense et leur exécution. Soulignons seulement quelques éléments apparents afin de dresser le portrait sommaire de la culture organisationnelle du gouvernement.

D'abord, il faut savoir que la culture organisationnelle, en soi un concept analogue et peut-être complémentaire à celui de la culture stratégique, correspond aux valeurs, aux attitudes et aux

croyances qui déterminent l'interprétation que font des individus d'une même organisation de leur environnement mais aussi des obstacles qu'ils rencontrent. La culture organisationnelle est aussi un cadre référentiel commun acquis à travers les caractéristiques du contexte que propose l'organisation mais aussi par la culture nationale en générale. Elle peut alors expliquer en partie les comportements qui, lorsqu'interprétés en dehors du cadre organisationnel, semblent irrationnels. Dans notre cas d'analyse, ce type d'étude pourrait expliquer comment, malgré le maintien d'une culture stratégique auprès des élites partisans, celle-ci pourrait être obstruée par différents facteurs organisationnels.

Naturellement, il n'est pas difficile d'imaginer comment ces deux institutions peuvent être incompatibles — ou du moins fortement différentes — sur divers aspects de leur nature et de leur fonctionnement. En 2000, Douglas Bland publiait un article rapidement devenu populaire auprès des militaires canadiens et qui décrivait certaines réalités de leur relation avec le monde politique. Dans cet article, Bland (2000)⁴⁰ expose le fossé idéologique et culturel qui divise les deux classes et qui caractérise le travail que celles-ci accomplissent ensemble. Selon lui, un fossé se crée entre ces deux institutions par des processus de planification et des doctrines militaires « qui ne prennent pas en compte les données fondamentales de la vie nationale » (Bland 2000, 139). À titre d'exemple historique, Dewitt (2007) décrivait comment le concept de sécurité humaine, alors avancée au début des années 2000 notamment par le ministère des Affaires étrangères et partiellement reflété dans les opérations des FAC, ne s'est jamais réellement imposé dans le discours ni dans la culture stratégique du MDN. Cet auteur parlait de ce phénomène comme de celui des « deux solitudes » et ce cas illustre bien comment plusieurs obstacles, spécialement d'un

⁴⁰ Reproduit dans Roussel 2007, 129-142.

point de vue culturel, peuvent miner la collaboration et la complémentarité des deux institutions. Également, Goldenberg et al. (2015) en se servant d'une théorie de l'identité sociale, ont démontré comment l'intégration organisationnelle du personnel militaire (FAC) et civil (MDN) est affectée par la divergence d'identification sociale entre ces deux parties. Plus particulièrement, l'identité militaire est fondée (et inculquée) justement sur sa distinction de celle des civils, fondamentalement plus hiérarchique, disciplinée et inspirée d'une philosophie militaire (*military ethos*) (Goldenberg et al. 2015, 177). En contrepartie, l'identité sociale des civils n'est pas aussi fortement connotée et il peut y émerger l'absence d'un sentiment d'appartenance entre ceux-ci. Bref, cette disparité d'identification sociale entre les membres de ces deux organes mine la culture de travail qui devrait s'imposer sur cette collaboration et révèle l'existence de certains stéréotypes qui opposent militaires et civils.

Fait intéressant, au Canada la collaboration des deux institutions responsables de la défense — le MDN et les FAC — et qui doivent travailler ensemble malgré le fossé culturel et organisationnel que l'on peut imaginer d'une bureaucratie et des militaires, est communément appelée la « Defence Team ». La « Defence Team », en soi un cadre collaboratif selon une approche pangouvernementale (*whole-of-government approach*) des responsabilités de l'État en matière de défense nationale est, selon ses administrateurs, unique au monde⁴¹ mais révèle effectivement de certaines difficultés culturelles⁴² (voir la préface de Goldenberg et al. 2015).

⁴¹ Il est toutefois mentionné plus tard dans cet ouvrage l'existence de plusieurs cas similaires : « Whole Force Concept » en Grande-Bretagne, « One Defence Team » en Suède et le « Total Defence Workforce » en Nouvelle-Zélande (Goldenberg et al. 2015, 3).

⁴² « We [...] recognize that the organizational, historical, cultural and functional distinctions between military and civilian personnel may affect integration and collaboration within the Defence Team » (Thomas J. Lawson, ancien chef d'état-major de la Défense, et W. Davern Jones, ancien sous-ministre par intérim de la Défense nationale, dans Goldenberg et al. 2015, ii).

Ensuite, bien qu'il ne faille pas confondre la culture organisationnelle militaire et la culture stratégique nationale (Rosen 1995), comprendre les caractéristiques du contexte culturel des élites militaires permet de mieux comprendre leurs décisions et ultimement de constater leur écho dans la société en général. Ceci étant dit, l'étude de la culture militaire est très importante étant donné le rôle de ce facteur dans le fonctionnement organisationnel de l'armée (Johnston 2000). Cette étude est toutefois très ardue puisqu'elle requiert une analyse exhaustive des documents publics et privés liés à l'institution militaire, des manuels d'entraînement, des communications internes et des journaux militaires (Kier 1995, 70). Quoi qu'il en soit, soulignons simplement qu'au Canada, deux modèles sont particulièrement utiles afin de comprendre la culture militaire : d'une part le modèle traditionaliste, et qui décrit l'armée comme une institution d'élites combattantes, héroïques et isolées des valeurs et des intérêts publics; et d'autre part, le modèle moderniste, et qui décrit l'armée comme une institution qui converge vers les institutions civiles, comme une partie intégrante de la société avec sensiblement les mêmes intérêts. Ainsi, la culture militaire des FAC changerait tantôt entre le premier modèle et le second modèle, en fonction des différents cadres en poste et du gouvernement élu. À l'ère de l'internationalisme canadien, la culture militaire se comparait au modèle moderniste en ce sens qu'elle correspondait à une vision multilatéraliste et multiculturaliste également partagée par la population canadienne. Cette culture était principalement axée autour de la gestion des effectifs, de leur compétence opérationnelle et de la bonne exploitation des technologies. Au contraire, au cours des mandats du gouvernement conservateur, la culture militaire aurait subi de nombreux changements. En partie en raison de la proximité de l'armée canadienne avec l'armée américaine au cours de presque une décennie d'opérations en Afghanistan, l'institution canadienne se serait rapprochée des conceptions plus guerrières associées au militaire (Gosselin 2008, 86, cité dans English 2015, 131). Certainement

plus important même est l'effet de l'idéologie néoconservatrice des décideurs de cette époque sur le rôle dès lors davantage combatif et conventionnel de l'usage de la force et des militaires canadiens qui l'incarnent. Pour preuve, la visibilité des FAC, notamment dans les événements sportifs et publics, s'est vue décuplée lors de cette époque afin d'insister sur les vertus de la combativité des membres militaires (English 2015, 131).

Depuis l'élection du gouvernement libéral en 2015, tout semble indiquer que cette conception est abandonnée afin de redonner à l'institution militaire un caractère plus humain. D'une part, les engagements militaires du Canada renouent avec l'identité internationaliste historique que nous avons abordée précédemment. À travers des missions de formation nettement moins militarisées et son programme triennal pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP), le gouvernement libéral vise à redonner au militaire une fonction moins offensive. Il semble également que le gouvernement est soucieux de faire un rapprochement entre le militaire et la société civile en général. La coalition du MDN et des FAC est également très révélatrice dans le sens où leurs élites semblent comprendre l'intérêt d'unifier leurs forces et de pallier les obstacles qui se posent à elles de leurs différences organisationnelles. Bien que leurs cultures soient fondamentalement différentes et que plusieurs auteurs aient décrit la nature de cette incompatibilité, les récents changements laissent à penser que celles-ci sont volontairement travaillées dans l'objectif de les rendre plus compatibles entre elles et avec la culture canadienne au sens large. Déjà en 2007, le Capitaine Hans Jung des FAC soulignait l'importance pour l'armée canadienne de refléter la diversité de la société civile canadienne (Jung 2007). Les politiques féministes mentionnées dans ce chapitre illustrent cette conviction renouvelée des élus de devoir actualiser la culture des organes militaires qui sont souvent jugés conservateurs. Finalement, on pourrait défendre l'idée que la

supervision parlementaire des activités de renseignement et de sécurité nationale, réaffirmée par la création d'un nouveau comité en novembre 2017, est un autre indice du rapport plus intime entre ces élites⁴³. Il existe d'ailleurs un Programme parlementaire des FAC et du MDN qui vise à donner à des parlementaires l'occasion d'assister à des « exposés opérationnels » et d'observer le travail des militaires dans leur environnement afin de comprendre le « professionnalisme et le dévouement des FAC » (Gouvernement du Canada 2018l). Somme toute, et en forte contradiction avec une culture militariste promue par le précédent gouvernement, les élites actuelles semblent vouloir renouer avec le modèle moderniste de la culture militaire canadienne et qui est notamment axée autour de la gestion des effectifs et de leur compétence opérationnelle. En parallèle, Trudeau annonça des augmentations budgétaires pour l'approvisionnement de la défense mais également pour toutes sortes de services dédiés aux membres des FAC.

Cet axe de recherche mérite qu'on y accorde davantage de réflexion et cette courte discussion ne permet pas d'ajouter considérablement à nos conclusions quant à la culture stratégique défendue par le gouvernement. Ce genre de portrait aide toutefois à situer les marges à l'intérieur desquelles ces institutions opèrent et peut éventuellement nous permettre de comprendre comment leurs cultures peuvent converger ou diverger de celle du reste de la population. De futures recherches devraient se concentrer à déterminer si les valeurs internationalistes et altantistes du gouvernement, perceptibles à travers la plateforme électorale du PLC et les différentes politiques entreprises depuis 2015, sont également reflétées dans les récents changements dans la culture organisationnelle du MDN et des FAC. Le prochain chapitre a comme objectif d'étudier l'attitude du public canadien quant aux affaires étrangères et militaires.

⁴³ Bien qu'un tel comité existait déjà depuis 1984 : le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS).

CHAPITRE 4

ANALYSE DE LA CULTURE STRATÉGIQUE DE L'OPINION PUBLIQUE

Au constat de la culture stratégique du gouvernement depuis 2015 et qui exprime finalement cette « tension fondatrice » dont parlaient Mérand et Vandermoortle (2009) entre une multiplicité de cultures, dans ce cas particulièrement entre l'internationalisme et l'atlantisme, il devient intéressant de se demander si elle existe également auprès des Canadiens et des Canadiennes. Pourtant, si l'étude du lien qui unit les préférences de la population aux décisions des élus au Canada en général est relativement extensive (voir par exemple Soroka et Wlezien 2004, Gunterman 2017), l'intérêt de s'interroger sur la représentativité des affaires étrangères et militaires est au contraire relativement nouveau. Pour se lancer dans une telle enquête et chercher à déterminer s'il y a une cohérence entre le public et les politiques choisies par les décideurs, il semble nécessaire d'étudier « les contours de l'opinion publique canadienne des affaires étrangères et ses caractéristiques spéciales » (Landriault et Minard 2016, 43).

Nous avons déjà abordé précédemment dans ce mémoire l'affiliation historique des Canadiens à certaines traditions idéologiques quant au rôle que le Canada doit assumer sur la scène internationale. Ces traditions se traduisent en ce que nous considérons des cultures stratégiques canadiennes, un concept appliqué à l'histoire des affaires étrangères qui permet d'expliquer certaines politiques, leur émergence et leur continuité. Bien que la majorité de la littérature à ce sujet et qui se fonde notamment sur une théorie du rôle applique ce concept sur les élites et ce qu'elles pensent de la fonction du Canada dans le monde, le même procédé peut s'appliquer à l'interprétation des croyances et des intérêts partagés par la masse populaire (Paris 2014a, 303).

Après avoir donc brièvement analysé les choix en matière de défense du gouvernement canadien de 2015 à 2017 et déterminé à quelles cultures stratégiques elle s'associe, la prochaine tâche qui s'impose est celle de l'analyse de l'opinion publique. Dans le souci de dégager des préférences au sein de la population qui soient comparables à celles que nous avons pu observer auprès du gouvernement, une attention particulière sera portée à la nature des interventions ainsi qu'aux partenaires stratégiques que semble préférer la population en générale. Pour ce faire, nous analyserons brièvement les résultats que nous offre l'Étude électorale canadienne conduite en 2015 auprès de 11 614 répondants des quatre coins du Canada. Certaines questions qui leur ont été posées nous permettent d'estimer l'état de l'opinion publique au sujet de problématiques liées à la défense, au sujet des valeurs qui s'associent à leur position ou encore à leur conception de l'identité canadienne. Ce sondage est d'autant plus intéressant qu'une de ses parties est fortement utile dans l'analyse de l'effet des partenaires stratégiques sur l'appui de la population à une intervention militaire canadienne à l'étranger. Également, les conclusions de certains sondages et des principaux travaux de chercheurs aussi concernés par l'opinion publique canadienne des affaires étrangères serviront, complémentirement, à distinguer la conception majoritairement (et constamment) défendue par les Canadiens et les Canadiennes quant au rôle que doit assumer le pays dans le monde.

4.1 Méthodologie

Les Études électorales canadiennes (ÉÉC) correspondent à une collection de sondages réalisés depuis plus de 40 ans et qui visent à comprendre le vote des Canadiens (Kanji et al. 2012, 1). Ces études électorales, réalisées auprès d'un volume important de sondés, sont administrées et dessinées par des chercheurs académiques financés par le Conseil national de recherches du

Canada (Kanji et al. 2012, 1). Elles sont conduites avant et/ou après les élections fédérales en ligne mais aussi par téléphone auprès d'électeurs canadiens choisis aléatoirement. Ces recherches abordent habituellement un spectre plus large que les sondages d'opinion commerciaux et sont fréquemment utilisées pour répondre à des questions telles que la nature du vote et ses facteurs décisifs, l'identification partisane ou encore les raisons derrière les gains ou les pertes des partis politiques lors des élections (Johnston et Blais 2012, 89 et voir aussi la *Figure 5.1* à la page 92, et ÉÉC 2018). Johnston et Blais (2012, 89) proposent d'ailleurs qu'en plus d'être des sources de données fort utiles à l'analyse des dynamiques électorales, les ÉÉC peuvent également servir à peser l'opinion et explorer les perceptions des Canadiens au sujet des valeurs nationales, du multiculturalisme ou encore de leur appréciation d'agendas politiques tout entiers. De plus, depuis l'implémentation des entrevues téléphoniques assistées par ordinateur en 1988, les ÉÉC ont aussi permis d'explorer différentes méthodologies, notamment à travers l'arrangement syntaxique des questions, l'ordre du questionnaire ou encore la randomisation des réponses (Kanji et al. 2012, 9).

Cependant, certaines limites se posent à l'usage de ce type de sondages. D'abord, il apparaît que certaines provinces sont mieux représentées que d'autres et très peu d'observations des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon ou encore du Nunavut sont disponibles (Kanji et al. 2012, 9). Ensuite, il demeure important de comprendre le contexte des études électorales précédentes afin d'interpréter convenablement les données obtenues par une ÉÉC (Johnston et Blais 2012, 89). Finalement, étant donné l'exhaustivité des sondages électoraux canadiens, une des contraintes principales est le temps et la patience des sondés que requiert sa réalisation (Johnston et Blais 2012, 89). Similairement et d'un point de vue disons plus théorique, Zaller et Feldman (1992) pointaient il y a plusieurs années déjà sur l'incohérence des réponses données par les répondants

de sondages de ce type. Selon eux, la population ne révèle pas vraiment de préférences politiques lors de sondages, mais plutôt simplement le portrait des idées qui leur passent par la tête au moment de répondre.

Quoi qu'il en soit, nous utiliserons l'ÉEC conduit en 2015 afin de repérer certaines des positions les plus flagrantes de l'opinion publique canadienne au sujet des affaires internationales et de défense au moment de l'élection. Malgré que ces sondages nationaux ne soient pas rédigés dans l'objectif d'explorer les idéologies stratégiques partagées par la population, nous nous servirons de certaines données qui pointent du moins vers quelques pistes. De celles-ci, quelques-unes nous informent des caractéristiques identitaires des répondants qui nous permettent de juger de l'attachement des Canadiens au pays et à leur parti et ultimement de déterminer s'ils partagent un cadre perceptif similaire des politiques publiques canadiennes. D'autres traitent spécifiquement de l'attitude des répondants quant aux affaires internationales et à la défense nationale. Ces données seront étudiées avec attention et les conclusions de plusieurs sondages et analyses serviront à augmenter notre réflexion quant à la culture stratégique de l'opinion publique canadienne.

4.2 Analyse statistique de l'opinion publique et de l'ÉEC 2015

L'ampleur d'un sondage grand public comme celui qu'est l'ÉEC offre aux chercheurs plusieurs types de données sur une quantité relativement large de sujets. Naturellement, ceci a des avantages et des inconvénients, mais le nombre impressionnant de répondants ajoute à l'intérêt de se pencher sur les résultats d'un tel sondage national. L'ÉEC 2015 a été conduit sur 11 614 répondants, tous citoyens canadiens âgés de 18 ans et plus. Un sondage de cette proportion par rapport à la population canadienne permet d'estimer des résultats dans une marge de plus ou moins

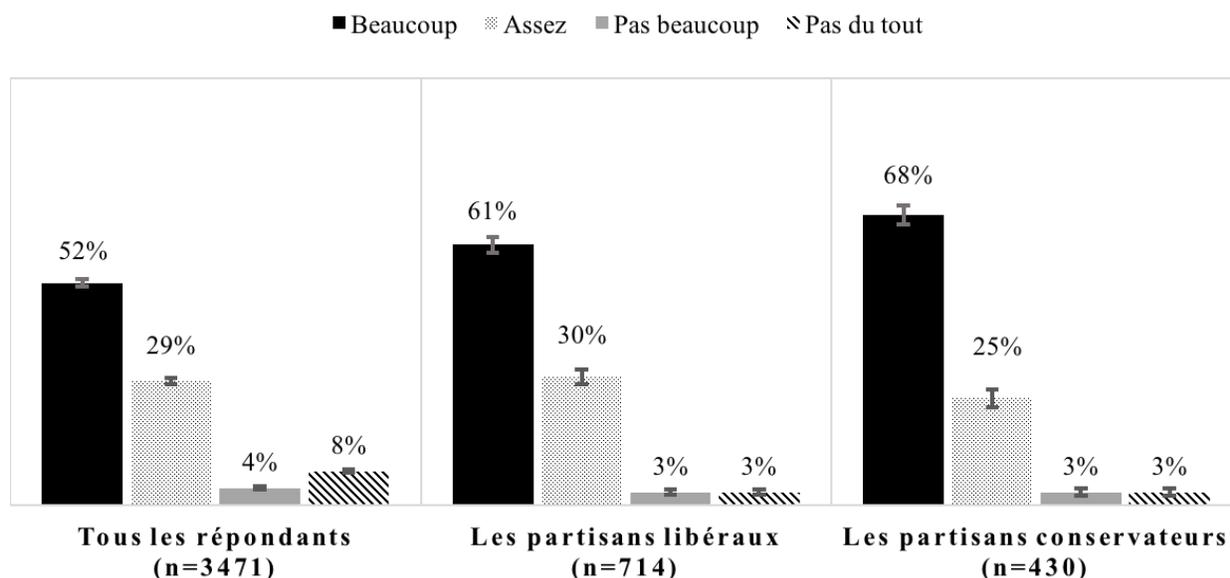
1 point de pourcentage et à un seuil de confiance de 95% (cette marge d'erreur peut toutefois être différente pour différents sous-groupes de la population et selon les questions étudiées). De l'ensemble des répondants de ce sondage, 4 202 ont réalisé le sondage par téléphone et 7 212 l'ont réalisé à travers un questionnaire web. Le sondage téléphonique était exécuté par l'Institute for Social Research de l'Université York et le sondage web par des chercheurs de l'équipe de l'ÉEC sur des répondants d'un panel acheté de Survey Sampling International (ÉEC 2018). D'autant plus, l'ÉEC 2015 a été réalisé en deux temps, une partie des répondants ont fait ce sondage pendant la campagne électorale et l'autre partie après l'élection. Ces deux sections offrent des observations différentes bien que toutes pertinentes.

Première partie du sondage : identité et affaires internationales

Une première observation intéressante à faire des données recueillies avant l'élection est l'identification des répondants au Canada, à la nation elle-même. Parmi ceux qui ont répondu à la question « Vous identifiez-vous au Canada? », on remarque que ceux qui ont également dit avoir l'intention de voter pour le PLC ou le PCC s'identifient plus au Canada que l'ensemble des répondants. Si parmi les Canadiens, 52% disent s'identifier « beaucoup » au Canada, chez les partisans libéraux ils sont 61% et chez les partisans conservateurs ils sont 68% (voir le graphique 1)⁴⁴.

⁴⁴ À noter que toutes les données de l'ÉEC 2015 présentées dans ce mémoire sont arrondies à l'entier supérieur à des fins de simplification des graphiques et sont toutes disponibles en ligne : <https://ces-ec.arts.ubc.ca/french-section/enquetes/>

GRAPHIQUE 1 : « VOUS IDENTIFIEZ-VOUS AU CANADA ? » (ÉÉC 2015)

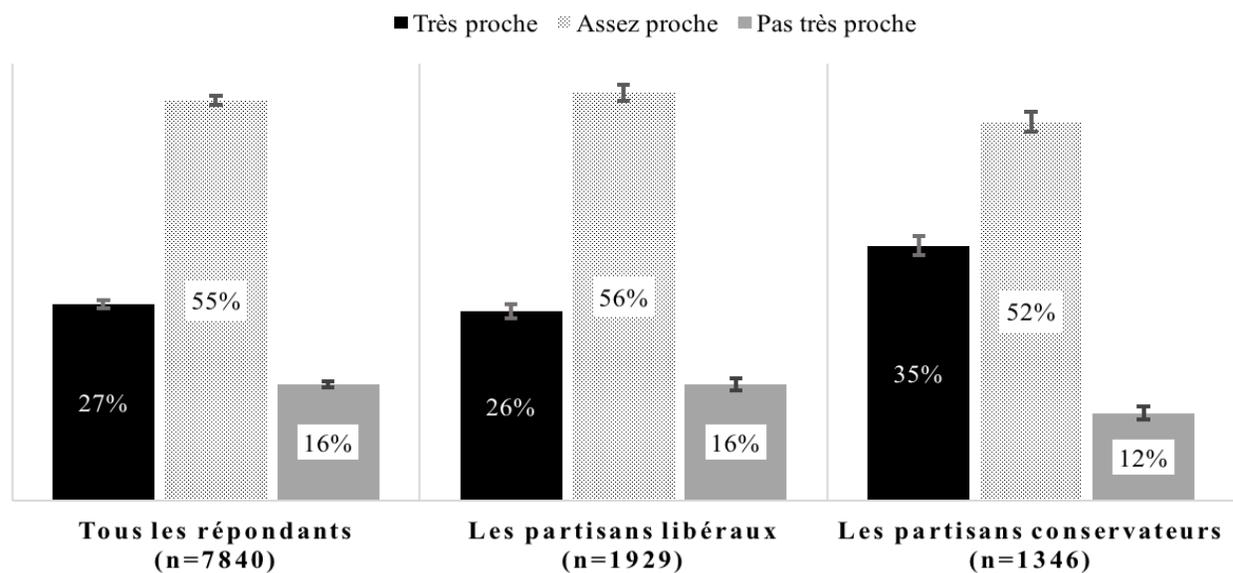


Ces données reflètent l'idée que les partisans des principaux partis historiques sont peut-être plus attachés à l'identité canadienne que les partisans d'autres partis, une identité également marquée par une longue dualité culturelle et politique entre libéraux et conservateurs⁴⁵. Cette donnée est significative dans le cadre de notre sujet d'étude puisqu'elle indique l'attachement relativement fort des Canadiens au concept d'une identité canadienne. L'identité, comme nous l'avons précédemment abordée, est un concept primordial à l'étude des cultures stratégiques et suggère, dans ce cas-ci, que la population détermine (peut-être inconsciemment) certaines de ses préférences politiques par rapport à ce cadre identitaire. Bien que cette identité n'ait certainement pas les mêmes caractéristiques aux yeux de tous ces répondants, les données obtenues semblent du moins démontrer que subjectivement, une majorité des répondants — surtout parmi ceux qui se disent libéraux ou conservateurs — estime s'identifier à la nation (81%). Nous pourrions ainsi

⁴⁵ Bien que nous n'ayons pas intégré les données pour les partisans néo-démocrates afin de simplifier les graphiques, il est intéressant de mentionner que la proportion de ceux-ci qui disent s'identifier « beaucoup » au Canada est de 54%, une proportion semblable à celle observée dans l'ensemble des répondants nonobstant leur préférence partisane.

penser que les préférences d’une majorité de Canadiens en ce qui a trait aux affaires étrangères ne sont pas complètement incompatibles avec les principaux éléments de l’identité typiquement canadienne. Finalement, on remarque également que 12% des répondants disent ne « pas beaucoup » s’identifier au Canada ou même « pas du tout ». En général, ce graphique suggère aussi que les partisans conservateurs sont peut-être plus nationalistes que les autres : selon un test d’hypothèse (*two-proportions z-test*), la différence entre la forte proportion des partisans conservateurs qui disent s’identifier « beaucoup » au Canada et ceux des autres partis qui ont également donné cette réponse (7%) n’est effectivement pas due au hasard ($p \leq 0,05$).

GRAPHIQUE 2 : « VOUS SENTEZ-VOUS TRÈS PROCHES DE CE PARTI, ASSEZ PROCHES, OU PAS TRÈS PROCHE? » (ÉÉC 2015)



Dans la même veine, l’ÉÉC nous permet également d’observer le degré auquel les Canadiens s’identifient à leur parti. Cette observation est importante dans le contexte de notre étude puisque, comme ce fut discuté dans le chapitre 1, l’affiliation partisane est l’un des facteurs qui permettent d’expliquer l’écart entre les préférences de différents électeurs. À la question « Vous sentez-vous

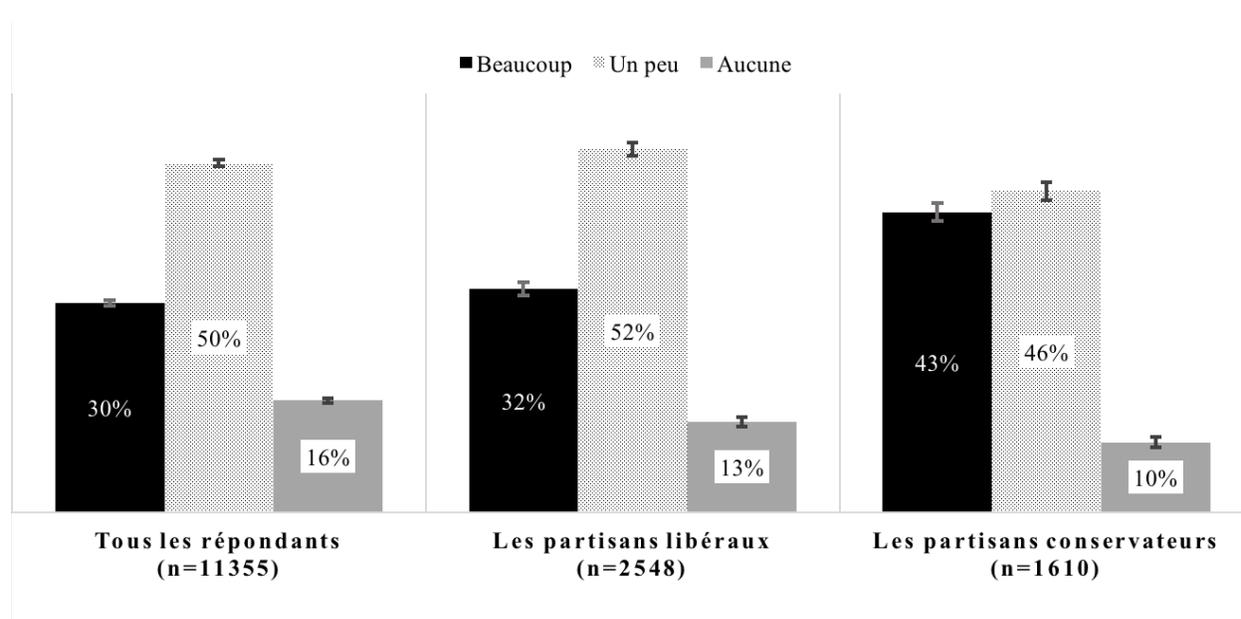
très proche de ce parti, assez proche, ou pas très proche? », on constate que ce sont les conservateurs qui s'identifient le plus à leur parti (35% « très proche » et 52% « assez proche »). Mais ce graphique (Graphique 2) illustre aussi que les partisans libéraux sont plus modérés dans leur attachement partisan (26% « très proche » et 54% « assez proche »). Ceci pourrait suggérer que leurs préférences politiques peuvent relativement se dissocier des plateformes avancées par le PLC ou du moins que leur formulation n'est pas uniquement déterminée par une ligne de parti et un attachement inconditionnel à celui-ci. Dans le cadre de notre analyse, ce résultat présuppose que le gouvernement libéral n'est pas contraint de se tenir uniquement à des décisions qui plairont davantage aux partisans les plus convaincus de leur parti puisque ceux-ci sont plus de deux fois moins nombreux que ceux qui s'y identifient plus raisonnablement. Ce constat laisse également croire que la marge de manœuvre du gouvernement libéral dans l'élaboration des politiques — et particulièrement dans le domaine des affaires de défense et qui occupe généralement moins l'attention des électeurs — est relativement large (Bow 2008).⁴⁶

Le prochain graphique indique l'attention que disent porter les répondants aux enjeux de défense et d'affaires internationales. On y observe que 80% des sondés, nonobstant le parti auquel ils s'associent, disent accorder une attention à ces enjeux. La formulation de la question et les choix de réponse proposés (à savoir « beaucoup [d'attention] », « peu [d'attention] » ou « pas du tout [d'attention] ») incite selon moi une trop forte concentration de réponses pour l'option « peu [d'attention] » puisque très peu nombreux sont les citoyens qui avouent ne pas porter d'attention à un enjeu, quel que soit cet enjeu. Pour preuve, 16% des répondants à cette question disent ne « pas du tout » porter d'attention à la défense et aux affaires internationales, un sujet pourtant fort

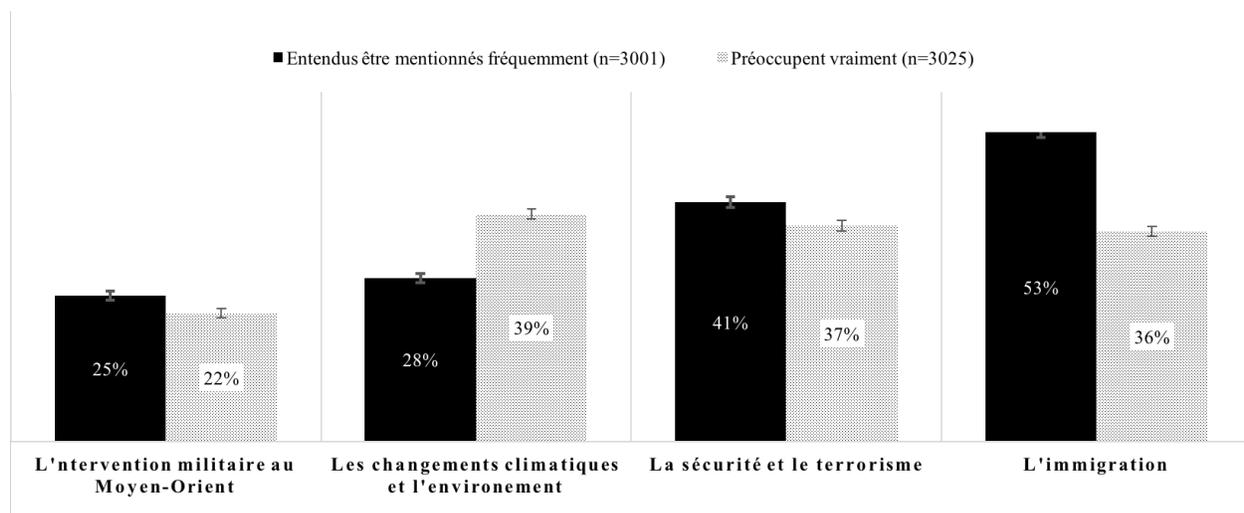
⁴⁶ Du moins un peu plus que ce pourrait l'être pour un gouvernement conservateur considérant que la proportion de ses partisans qui s'identifient fortement au parti est plus élevée (35%).

méconnu de la population lorsqu'on l'en interroge (voir Middlemiss 1994 dans le contexte canadien et Dahl 1998). Quoiqu'il en soit, 30% des répondants disent porter « beaucoup [d'attention] » à cette question, somme toute la proportion la plus faible parmi les autres enjeux proposés : l'aide sociale (31%), l'immigration (35%), la criminalité et la justice (48%), l'environnement (52%), l'éducation (58%) et les soins de santé (73%). Finalement, on constate que ce sont les partisans conservateurs qui s'intéressent le plus à la défense et aux affaires internationales, mais dans une marge très mince comparativement aux libéraux.

GRAPHIQUE 3 : « QUELLE ATTENTION ACCORDEZ-VOUS GÉNÉRALEMENT [À LA DÉFENSE ET AUX AFFAIRES INTERNATIONALES] » (ÉÉC 2015)



GRAPHIQUE 4 : « [QUELS ENJEUX] AVEZ-VOUS ENTENDU ÊTRE MENTIONNÉS FRÉQUEMMENT DURANT LA DERNIÈRE SEMAINE » ET « LESQUELS VOUS PRÉOCCUPENT BEAUCOUP? » (ÉÉC 2015)



Le graphique 4 (ci-dessus) illustre également la place des enjeux liés aux affaires et de défense lors de la campagne électorale et dans l'opinion publique. Cette question, aléatoirement administrée, interrogeait les sondés soit concernant les différents enjeux qu'ils ont entendu être mentionnés fréquemment lors de la dernière semaine⁴⁷ (le nombre de répondants qui ont eu cette version de l'expérience est de 3001) ou soit concernant les différents enjeux qui les préoccupent (le nombre de ceux-ci s'élève à 3025). On y observe que l'immigration (53%) et dans une moindre mesure la sécurité et le terrorisme (41%), sont des enjeux qui aux yeux de beaucoup de répondants, étaient au centre de la campagne électorale. Contrairement aux résultats observés plus haut, la problématique des « changements climatiques et de l'environnement » (39%) semble préoccuper les Canadiens au même degré que « la sécurité et le terrorisme » (37%) et « l'immigration » (36%)⁴⁸. Finalement, ces données révèlent que seulement 22% des répondants disent être

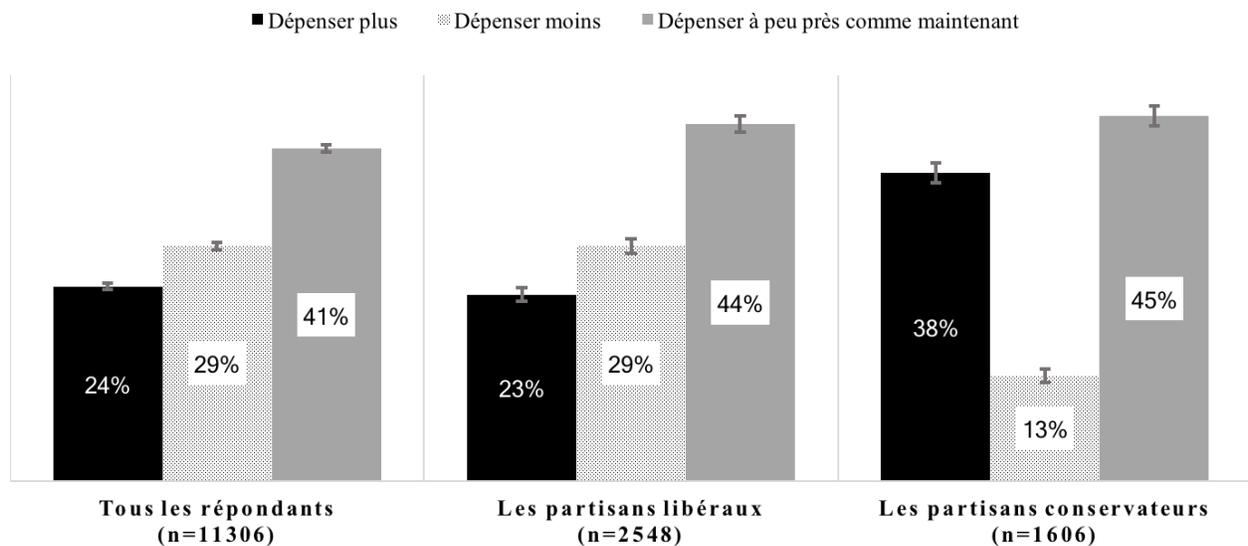
⁴⁷ Peu importe la date exacte de cette semaine de campagne et qui peut être différente selon la date à laquelle le sondage fut administré à chacun des répondants.

⁴⁸ Ces résultats sont apparemment toujours aussi vrai puisqu'ils sont également démontrés par le Canada's World Survey 2018 (CWS 2018) (Environics Institute 2018).

préoccupés par l'intervention militaire au Moyen-Orient, une problématique toutefois liée à la sécurité et au terrorisme en général. Ce fait suggère que les élites politiques profitent d'une marge de manœuvre quant à leurs politiques étrangères dans la région puisque l'audience populaire ne semble pas particulièrement concernée, du moins dans les dossiers qui concernent le Moyen-Orient.

Une question était également posée au sujet de la budgétisation de la défense nationale. Celle-ci s'articulait comme suit: « Le gouvernement fédéral devrait-il dépenser plus, moins, ou à peu près comme maintenant pour la défense? ».

GRAPHIQUE 5 : « LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEVRAIT-IL DÉPENSER PLUS, MOINS, OU À PEU PRÈS COMME MAINTENANT POUR LA DÉFENSE? » (ÉÉC 2015)



Les résultats obtenus illustrent qu'une plus grande proportion de répondants disent préférer que le gouvernement fédéral dépense à peu près autant dans le secteur de la défense (41%). La proportion

des répondants qui pensent que le gouvernement devrait dépenser moins en défense (29%) est un peu plus forte que celle des répondants qui au contraire souhaitent plus d'investissement en ce secteur (23%). Ces données sont pertinentes considérant l'annonce d'une augmentation de près de 70% du budget de la défense par le gouvernement libéral en juin 2016 (voir le chapitre 3), une décision qui semble s'opposer à l'opinion publique (70% des répondants disent ne pas vouloir davantage de dépenses pour la défense). Cette position est d'autant plus fortement représentée par les résultats obtenus auprès de partisans libéraux (73%) et ce fait est également surprenant considérant la décision du parti malgré l'opinion de sa base électorale. Selon ce graphique (Graphique 5), ce sont les partisans conservateurs qui souhaitent le plus que le gouvernement augmente le budget de la défense (38%). Le fort taux des répondants conservateurs qui ont répondu qu'ils pensaient que le gouvernement devait continuer à « dépenser à peu près comme maintenant pour la défense » s'explique en partie par le fait qu'au moment de ce sondage et lors de cette campagne électorale, le gouvernement sortant était celui du conservateur Stephen Harper.

Ces résultats soulèvent quelques questions quant à l'effet des cultures stratégiques sur l'opinion publique et le processus décisionnel lui-même. D'une part, nous pourrions imaginer que les partisans libéraux s'opposent en général à plus de dépenses dans le secteur de la défense en raison de leur interprétation de la culture politique typiquement libérale et du symbole qu'est l'internationalisme. Sans doute, pour certains électeurs, l'idée d'investir dans la défense peut être synonyme avec « militarisme » et une agressivité sur la scène internationale. Leur idéal internationaliste les influence à préférer, au contraire, une position pacifique et médiatrice entre le jeu de grandes puissances et à la table d'organisations internationales. Dans ce cas et considérant la forte proportion de la population canadienne qui s'oppose à davantage de dépenses en défense,

l'annonce de l'augmentation du budget par le gouvernement libéral semble peu représentative des préférences de l'opinion publique. D'un autre côté, ces élites ont tout de même transformé la nature des missions afin que celles-ci soient moins combattives, un geste qui correspond aux préférences d'une population qui souhaite visiblement moins de dépense dans l'armée. De plus, ces élites ont certainement jugé nécessaire d'assurer un budget pour la défense qui soit suffisant si elles souhaitent effectivement « réengager le Canada dans le monde » et subvenir aux dépenses qu'exigent davantage d'OMP.

Deuxième partie du sondage : l'effet des partenaires sur l'appui d'une intervention contre l'ÉI

Dans la partie du sondage qui a été réalisée après l'élection, une question bien particulière est d'un grand intérêt pour notre enquête. Cette question concernait la perception du répondant de l'intervention militaire du Canada contre l'ÉI en Irak et en Syrie selon les différents partenaires mentionnés ou, selon le cas, sans aucune mention de partenaires. Plus précisément, une expérience était conduite auprès des répondants à travers l'administration de différentes formulations d'une même question et qui stipulait, selon la version du sondage assignée, que l'intervention militaire canadienne était menée avec une coalition internationale; une coalition internationale qui inclut les États-Unis; une coalition internationale qui inclut les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ou simplement sans aucune mention de partenaires :

Première formulation : « Le Canada a envoyé des militaires pour aider à combattre l'État islamique en Irak et en Syrie. Pensez-vous que ceci est une bonne décision, une mauvaise décision, ou n'êtes-vous pas sûr? »

Deuxième formulation : « Le Canada a envoyé des militaires pour aider à combattre l'État islamique en Irak et en Syrie. Le Canada y participe en tant que membre d'une

coalition internationale. Pensez-vous que ceci est une bonne décision, une mauvaise décision, ou n'êtes-vous pas sûr? »

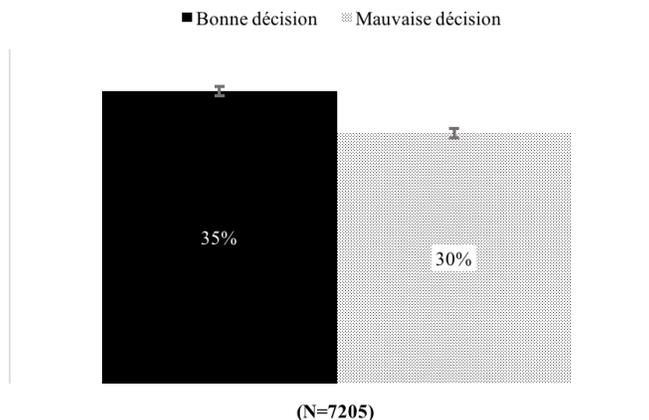
Troisième formulation : « Le Canada a envoyé des militaires pour aider à combattre l'État islamique en Irak et en Syrie. Le Canada y participe en tant que membre d'une coalition internationale qui inclut les États-Unis. Pensez-vous que ceci est une bonne décision, une mauvaise décision, ou n'êtes-vous pas sûr? »

Quatrième formulation : « Le Canada a envoyé des militaires pour aider à combattre l'État islamique en Irak et en Syrie. Le Canada y participe en tant que membre d'une coalition internationale qui inclut les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Pensez-vous que ceci est une bonne décision, une mauvaise décision, ou n'êtes-vous pas sûr? »

Cette expérience permet d'observer la différence des perceptions des répondants selon les partenaires mentionnés et de tester la logique de partenariat discutée plus haut et introduite par McLauchlin (2016). Les résultats obtenus par McLauchlin démontrent que bien que les Canadiens sont effectivement substantiellement attachés à l'idée des OMP, la nature des partenaires influence le degré auquel ils appuient une intervention : selon ses recherches, les entreprises onusiennes obtiennent alors considérablement plus d'appui que les autres types d'engagements et les missions menées par la Grande-Bretagne et/ou la France sont également plus favorables à l'opinion publique que celles menées par les États-Unis.

En assignant aléatoirement l'une des quatre questions détaillées plus haut, l'ÉEC 2015 permet de conduire le même type d'expérience et de mesurer l'appui de la population canadienne pour cette intervention selon l'allié ou les alliés impliqués. Illustrons d'abord dans le graphique ci-dessous, la proportion des répondants qui ont qualifié de « bonne » ou de « mauvaise décision » l'intervention sans tenir compte de la formulation de la question qui leur était posée.

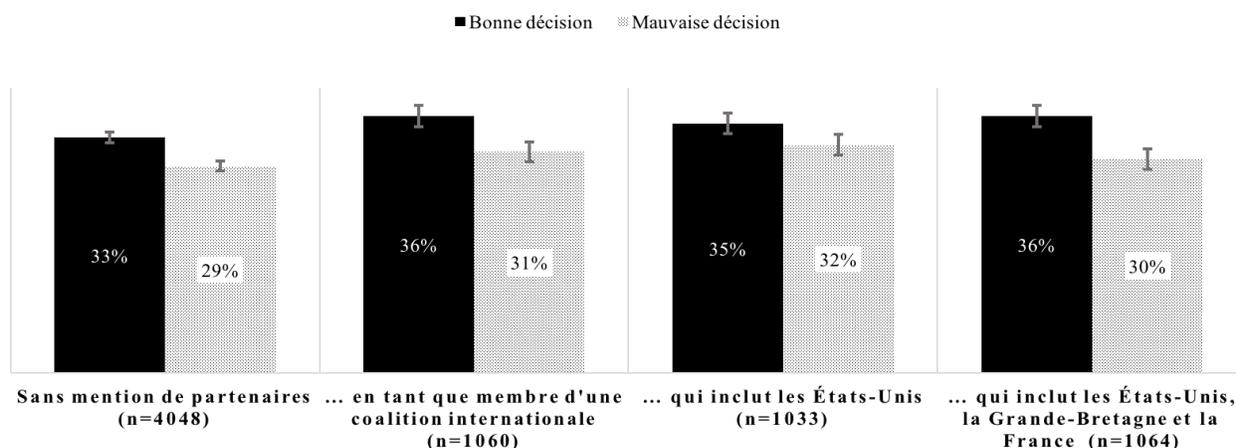
GRAPHIQUE 6 : POURCENTAGE DES RÉPONDANTS AYANT QUALIFIÉ DE « BONNE » OU DE « MAUVAISE DÉCISION » L'INTERVENTION NONOBTANT LA FORMULATION DE LA QUESTION (ÉÉC 2015)



La première observation frappante que l'on puisse faire de ce graphique est la proportion relativement forte de répondants qui n'ont qualifié l'intervention (peu importe les partenaires mentionnés) ni de « bonne » ou de « mauvaise décision » (plus du tiers des répondants). Ce résultat soutient en quelque sorte l'hypothèse selon laquelle une bonne partie de la population n'a pas de préférence claire en matière d'affaires étrangères (ou peut-être est-elle intelligemment nuancée ?). On y observe également que la différence entre la proportion de ceux qui, nonobstant le partenaire mentionné ou les partenaires mentionnés, estiment qu'une intervention militaire contre l'ÉI en Irak et en Syrie est une « bonne » ou une « mauvaise décision » n'est pas particulièrement forte (seulement 5%). Étonnamment, seulement le tiers des répondants disent penser qu'une intervention militaire canadienne contre l'ÉI est une bonne décision. Pourtant, la campagne militaire contre l'ÉI est un engagement canadien depuis l'été 2014, qui a récemment été renouvelé jusqu'en 2019 (voir le chapitre 3) et qui est à la fois un projet entretenu par les conservateurs et les libéraux. Malgré cela, les répondants qui appuient l'intervention, peu importe les partenaires mentionnés, sont un peu plus nombreux que ceux qui ne l'appuient pas. Ces résultats s'opposent

aux conclusions auxquelles est arrivé Mathieu Landriault (2017a) à l'issue d'une analyse de plusieurs sondages d'opinion entre 2013 et 2016. En compilant 26 sondages dont l'ÉEC 2015 ne fait pas partie, Landriault a observé un appui constant de la population canadienne pour cette intervention et malgré le type d'opération militaire employée : de 40% à 72% d'appui pour les opérations au sol et de 48% à 72% d'appui pour les opérations aériennes. Ces résultats doivent cependant être mis dans leur contexte. Des différents sondages qu'il a analysés, ceux qui étaient conduits sensiblement aux mêmes dates que l'ÉEC 2015 révèlent plutôt une majorité de répondants qui s'opposent à l'intervention. De plus, des sondages qui demandaient aux répondants d'indiquer leur préférence quant au type d'intervention parmi plusieurs choix, la moyenne de l'appui pour une opération au sol diminue à 36% et la moyenne de l'appui pour une opération aérienne descend à 29% (Landriault 2017a, 6).

GRAPHIQUE 7 : POURCENTAGE DES RÉPONDANTS AYANT QUALIFIÉ DE « BONNE » OU DE « MAUVAISE DÉCISION » L'INTERVENTION SELON LA FORMULATION DE LA QUESTION ASSIGNÉE (ÉEC 2015)



Le graphique 7 (ci-dessus) divise les résultats obtenus dans l'ÉEC en ajoutant le facteur des partenaires associés à chacune des formulations. Il permet de constater que la formulation de la question qui ne fait aucune mention de partenaires est celle qui engendre la proportion la plus

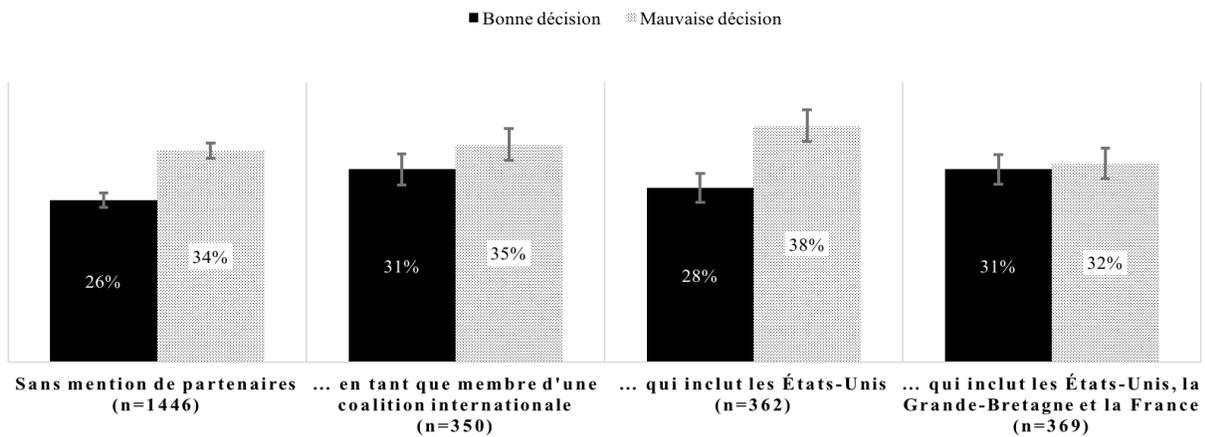
faible de répondants qui qualifient l'intervention de « bonne décision » (33%), mais également la proportion la plus faible de répondants qui la qualifient de « mauvaise décision » (29%). La formulation de la question qui fait seulement mention des États-Unis comme allié d'une coalition internationale avec laquelle le Canada s'est investi en Irak et en Syrie est celle qui engendre la plus forte opposition (32%). La différence entre ces proportions est toutefois toujours très faible et dans la majeure partie des cas, ces différences de proportions dans l'échantillon pourraient être dues au hasard ($p \geq 0,05$). Somme toute, il est difficile de dégager une conclusion claire quant à l'effet des partenaires sur l'attitude du public, tous partis confondus.

Pourtant, selon le Canada's World Survey 2018 (CWS 2018), un sondage national conduit par Environics Institute, les Canadiens pensent en majorité (58%) que les États-Unis est le pays qui se démarque le plus en tant que « force négative » en 2017, pire même que la Corée du Nord (46%) et la Russie (24%) (Environics Institute 2018, 15). En général, ce sondage démontre également que l'opinion des Canadiens du voisin américain est plus « défavorable » (50%) que « favorable » (47%). Dans la même veine, un sondage de Nanos Research en 2017 suggérait que près de 4 Canadiens sur 5 (77%) trouvent inacceptable (*unacceptable*) ou quelque peu inacceptable (*somewhat unacceptable*) que le gouvernement canadien s'aligne aux politiques des États-Unis dans les cas où le Canada n'a pas déjà adopté de positions similaires. Bien que cette dernière observation demeure relativement large et pourrait s'appliquer à bon nombre de domaines des politiques publiques, la réponse donnée par les répondants suggère tout de même que les Canadiens peuvent être critiques de notre relation avec l'hégémon américain et ne souhaitent pas complètement faire converger leurs politiques à celles des Américains. À la lumière de ces

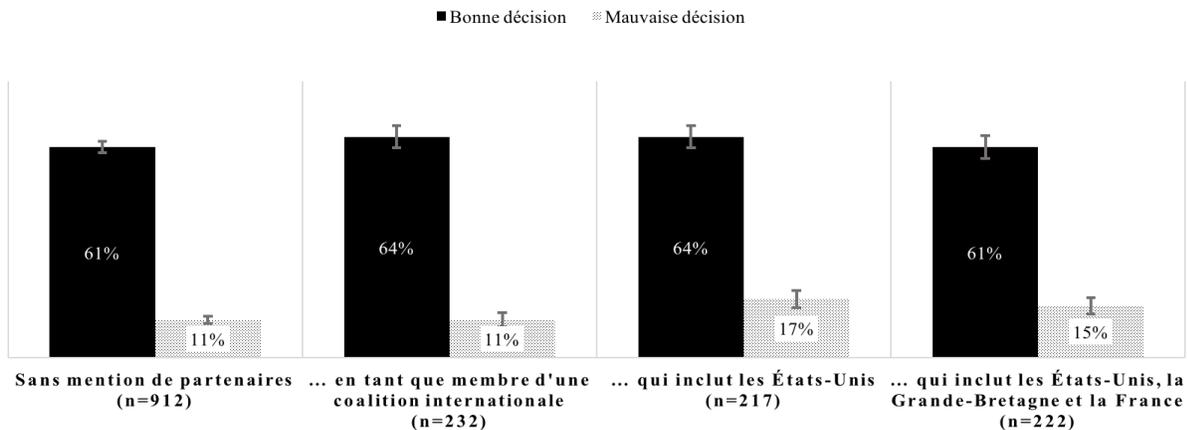
données, il est surprenant de ne pas observer le même genre de scepticisme dans les résultats de l'ÉEC 2015.

Similairement au dernier graphique, les deux prochains graphiques (Graphiques 7 et 8) mettent en relation la perception des répondants de cet engagement militaire selon les partenaires mentionnés, mais également selon le parti pour lequel ces répondants disent avoir voté lors de l'élection.

GRAPHIQUE 8 : ... PARMIS LES RÉPONDANTS QUI DISENT ÉGALEMENT AVOIR VOTÉ POUR LE PARTI LIBÉRAL DU CANADA (PLC) (ÉÉC 2015)



GRAPHIQUE 9 : ... PARMIS LES RÉPONDANTS QUI DISENT ÉGALEMENT AVOIR VOTÉ POUR LE PARTI LIBÉRAL DU CANADA (PCC) (ÉÉC 2015)



La différence entre l'appui pour cette intervention, peu importe les partenaires mentionnés ou non, des répondants libéraux et des répondants conservateurs est très claire. Si l'appui des partisans libéraux dépasse à peine les 30%, chez les conservateurs, leur appui monte souvent à plus de 60%. Inversement, les libéraux sont entre 26% et 37% à qualifier cette intervention de « mauvaise décision » selon les partenaires mentionnés et les conservateurs, eux, sont seulement entre 11% et 17%.

Au regard de l'effet des différents partenaires, on constate d'abord que la formulation qui fait mention d'une coalition internationale qui inclut les États-Unis est, parmi les partisans des deux partis, celle qui provoque la plus grande opposition (38% chez les libéraux et 17% chez les conservateurs). Parmi les répondants qui disent également avoir voté pour le PLC, l'écart entre ceux qui appuient l'intervention et ceux qui ne l'appuient pas est aussi le plus grand avec cette formulation. Cette observation soutient l'idée que les libéraux sont en général plus sceptiques quant à l'alignement des politiques de défense à celles avancées par les États-Unis. Auprès de répondants associés au PCC, la proportion de ceux qui ont qualifié l'intervention de « bonne décision » lorsque celle-ci est conduite « en tant que membre d'une coalition internationale qui inclut les États-Unis » est parmi les plus fortes, à ex æquo avec celle qui fait mention uniquement d'une coalition internationale sans mentionner d'autres partenaires. Il est donc difficile de dire si les partisans conservateurs sont effectivement influencés par la participation des États-Unis mais ces graphiques appuient l'hypothèse selon laquelle ceux-ci sont visiblement plus favorables à l'idée d'une intervention en général. Les différents écarts observés auprès des préférences des partisans libéraux, bien qu'ils soient minces, sont pour la plupart statistiquement significatifs

($p \leq 0,05$). Il y a donc réellement un effet d'une logique de partenariat sur les préférences des partisans libéraux, mais celui-ci demeure relativement faible.

Somme toute, ces chiffres illustrent que l'appui des Canadiens à l'idée d'une intervention contre l'ÉI est peu élevé particulièrement lorsqu'aucun partenaire n'est mentionné. L'importance de la participation du Canada dans des organisations internationales dans l'opinion publique est également illustrée par les résultats obtenus dans le CWS 2018. La proportion des répondants qui croient que les engagements du Canada auprès de l'ONU sont importants s'élève à 88% et ceux auprès de l'OTAN à 85% (Environics Institute 2018, 40).

L'opinion publique et la nature des interventions

Néanmoins, le faible appui pour cette intervention en particulier peut également — et peut-être même surtout — s'expliquer par la nature de l'opération en question. Comme nous l'avons mentionné précédemment, Landriault (2017b) a démontré que l'appui pour une intervention combative, qu'elle soit au sol ou aérienne, a amplement varié entre 2013 et 2016 et selon le nombre de choix de réponse offert aux répondants. Selon ses recherches, la principale conclusion à tirer de l'ensemble de ces sondages est que l'appui populaire est significativement plus important pour des opérations d'entraînement de troupes locales et en général moins combattives (Landriault 2017b). Par exemple, dans un sondage de Nanos Research conduit en novembre 2015, 81% des répondants se disaient en faveur (*support*) ou quelque peu en faveur (*somewhat support*) d'une intervention non combative en Syrie afin d'entraîner les troupes locales. Ce type de mission serait désormais le préféré de l'opinion publique puisqu'il permet aux troupes canadiennes de s'engager activement tout en évitant les risques associés à des missions davantage combattives. Parallèlement, les

missions d'entraînement seraient aussi les préférées des élus qui évitent à leur tour les coûts électoraux que peut engendrer la perte de vies humaines. Sachant que d'un point de vue stratégique, obtenir et maintenir l'appui du public est essentiel au bon déploiement de troupes sur une période considérable⁴⁹, une telle considération devient majeure. Aujourd'hui, l'audience domestique de nations telles que le Canada s'attend désormais à de très bas taux de victimes lorsque leur pays s'engage militairement (Gelpi et al. 2006) et ce facteur influence la nature des interventions déployées.

Ces interventions correspondent également aux engagements de plus en plus privilégiés d'organisations telles que l'ONU et même l'OTAN. La participation du Canada à ses missions et l'appui apparent de la population à un interventionnisme « soft » et peu risqué illustrent que l'idée d'un Canada internationaliste – redéfini soit-il — est donc toujours fortement partagée par les électeurs canadiens. Pour preuve, selon un sondage de Angus Reid conduit lors de la campagne électorale en septembre 2015 (cité par Landriault 2017a, 9), 74% des répondants ont choisi le maintien de la paix comme étant l'approche que devrait prioriser l'armée canadienne — versus la préparation au combat (24%). Parmi les partisans libéraux et du Bloc Québécois, l'appui au maintien de la paix s'élève à 84% et 96% des répondants respectivement. Similairement, dans un sondage en 2016 de Nanos Research, 74% des répondants qualifiaient l'usage des ressources militaires canadiennes dans les OMP de l'ONU comme « bon » ou « très bon » (*good et very good*) et près de sept répondants sur dix se prononçaient en faveur (*support*, 30%) ou quelque peu en faveur (*somewhat support*, 39%) du déploiement de troupes canadiennes dans des zones de combat toujours actives en tant que « gardien de la paix » (*peacekeepers*) des Nations Unies.

⁴⁹ À titre d'exemple, l'utilisation d'armes telles que des explosifs improvisés ont été utilisées contre les forces américaines en Irak afin d'affecter l'opinion publique vis à vis leur engagement (Barron 2016).

En effet, des études qui se sont penchées sur l'opinion publique des affaires étrangères, plusieurs (Martin et Fortmann 1995, 2001; Munton et Keating 2001; Munton 2003; Anker 2005; Roussel et Boucher 2008; etc.) ont révélé la conviction quasi permanente des Canadiens aux valeurs et aux opérations militaires qui s'associent au *peacekeeping*. Une partie considérable de la littérature récente au sujet de l'opinion publique canadienne traite de cet attachement mythique à l'internationalisme et il fut décrit de toutes ses facettes. Selon Landriault (2017a, 9) par exemple, le concept de maintien de la paix perdure à la fois en tant qu'idéologie partisane que dans l'opinion publique canadienne. Malgré une ère sombre pour cette culture entre 2004 à 2012 et la diminution considérable de l'engagement canadien à ce type de mission, les sondages depuis (dont quelques-uns sont mentionnés plus haut) ont révélé que sa popularité n'est pas morte (voir par exemple Paris 2014a). Dans le sondage CWS conduit en automne 2017 par exemple, une majorité des répondants (61%) ont répondu penser que le rôle du Canada dans les affaires internationales avait augmenté depuis les vingt dernières années (Environics Institute 2018, 29). Selon ces répondants, les principaux facteurs à l'expansion de son rôle sont également des éléments typiques de la culture internationaliste : maintien de la paix (24%), multiculturalisme et immigration de réfugiés (19%), aide au développement (13%), etc. Similairement, les répondants à cette étude ont répondu que la contribution canadienne la plus importante au reste du monde est le multiculturalisme (25%) et les OMP (19%).

Mais une analyse plus approfondie de ces études révèle également plusieurs contradictions quant à l'appui des Canadiens à l'internationalisme libéral et ses pratiques spécifiques. Par exemple, une majorité des répondants du sondage de Angus Reid (2015) dit ne pas vouloir augmenter le budget de l'aide humanitaire, pourtant un engagement typiquement internationaliste. Cette observation

soutient le constant qu'en général, l'appui pour les OMP est plus faible que l'idée elle-même (Martin et Fortmann 1995, Roussel et Boucher 2008, cités dans Landriault 2017a, 11). Paris (2014a, 303-304) questionne également les piliers de cet attachement mythique des Canadiens en soulevant le fait que le concept du « maintien de la paix » se définit de plusieurs manières et peut correspondre à un ensemble large de comportements. Les Canadiens appuieraient donc cette idée qui est pourtant difficile à définir et qui peut correspondre à toutes sortes de formes d'engagement. Paris interroge donc, légitimement, la connaissance du public des expressions substantives de cette idéologie, mais soutient malgré tout qu'il y a très peu de doute quant à la fondation durable d'une telle approche dans l'appui populaire. Ce constat rejoint également l'argument de Mérand et Vandemoortele (2009, 244) selon lequel, « l'adhésion inconditionnelle au multilatéralisme camoufle de profondes divergences d'opinion », mais demeure une caractéristique fondamentale de la relation entre l'opinion publique canadienne et les affaires internationales. Malgré ses contradictions (Landriault 2017a, 11), ses divisions inhérentes (Noël et al. 2004) ou encore ses hauts et ses bas (Martin et Fortmann 1995), il demeure indéniable qu'à travers le temps, cette culture politique habite toujours les Canadiens et les Canadiennes.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons cherché à identifier très brièvement les différentes caractéristiques de l'opinion publique canadienne afin de nous permettre de déterminer approximativement à quelle culture stratégique elle s'associait. Considérant les résultats obtenus par l'ÉÉC 2015 et ceux discutés par une série de travaux récents, la culture qui semble être majoritairement partagée par la population canadienne est toujours l'internationalisme libéral. Bien que les citoyens soient effectivement peu intéressés par les affaires de défense, ces résultats

laissent entendre que l'idée entretenue par ces citoyens du rôle que doit assumer le Canada à l'étranger est en constante mutation et est affectée principalement par l'identification partisane, la nature des interventions et une « logique de partenariat ». Les caractéristiques de ces préférences et les différentes tensions qui s'opèrent entre elles démontrent d'un internationalisme changeant, mais internationalisme tout de même.

L'ÉEC 2015 nous a permis d'actualiser l'analyse des différentes tendances de la population canadienne quant à son identification nationale et partisane, mais aussi d'étudier ses principales positions en ce qui a trait aux affaires de défense. D'abord, nous avons pu observer que l'identification à la nation est plus forte chez les partisans libéraux et conservateurs que la moyenne canadienne. Malgré cela, les Canadiens sont minimalement attachés à l'idée d'une identité canadienne et cette conclusion laisse entendre que ceux-ci sont du moins conscients d'une culture politique nationale et qui peut les influencer dans la définition de leurs préférences. L'identification partisane est toutefois plus modérée chez les partisans libéraux surtout lorsqu'on la compare à celle des partisans conservateurs et suggère que les élites politiques du PLC ne jouissent pas d'un appui inconditionnel de leurs électeurs. Bien que la défense nationale soit peu déterminée par des dynamiques de parti et l'identification partisane (Bow 2008), ces données suggèrent tout de même qu'à des fins électorales, le PLC a avantage à considérer les préférences d'une majorité de Canadiens.

Les résultats analysés dans ce chapitre indiquent également que seulement le tiers des répondants disent porter « beaucoup d'attention » aux affaires internationales et de défense nationale. Dans le contexte où la campagne électorale de 2015 a porté plus particulièrement sur des questions de

sécurité, d'intervention contre l'ÉI et de la crise des migrants dans le monde, ces résultats sont étonnamment faibles. Somme toute, ce sondage appuie l'idée d'une population peu informée et peu intéressée des affaires de défense. Malgré cela, ces données démontrent également que la proportion des répondants qui disent préférer que le gouvernement fédéral dépense à peu près autant dans le secteur de la défense est la plus grande (41%). Comme mentionné précédemment, cette préférence du public interroge la légitimité du présent gouvernement d'augmenter les dépenses de la défense telle qu'annoncé en 2016.

Ensuite, les résultats de la partie du sondage qui fut conduite au lendemain de l'élection offrent des conclusions particulièrement intéressantes du point de vue de la « logique de partenariat » telle que discutée plus tôt. Malgré que seulement le tiers des répondants aient qualifié cette intervention de « bonne décision » nonobstant les partenaires mentionnés, on remarque que la formulation de la question qui fait mention des États-Unis seulement en tant que partenaire est celle qui obtient le plus faible appui. Cette observation appuie l'idée que la population canadienne est davantage internationaliste qu'atlantiste ou encore continentaliste. En séparant les résultats des répondants selon le parti pour lequel ceux-ci disent également avoir voté, nous remarquons de plus profondes divergences d'opinion. Ces résultats suggèrent que la thèse défendue par Fitzimmons et al. (2014) et Gravelle et al. (2014) selon laquelle l'affiliation partisane a un effet sur la perception du citoyen de l'usage de la force s'observe dans le contexte canadien. En effet, les partisans libéraux semblent s'opposer davantage que les partisans conservateurs à l'augmentation des dépenses pour la défense et sont généralement moins en faveur d'une intervention militaire contre l'ÉI nonobstant la mention ou l'absence de mention de partenaires stratégiques. Leur appui pour cette intervention

est d'autant plus faible s'il est mentionné qu'elle se fait en partenariat avec les États-Unis et nous avons pu observer que l'effet des autres partenaires est faible mais perceptible.

Les quelques sondages d'opinion réalisés en la matière et les récents travaux de chercheurs qui s'y sont intéressés démontrent également de quelques particularités de l'opinion publique canadienne des affaires de défense. D'une part, ces études témoignent du maintien de l'identification des Canadiens au rôle de « gardien de la paix » et montrent ainsi que l'internationalisme libéral demeure une culture aussi forte auprès de l'opinion publique. Les sondages suggèrent également que les Canadiens sont de plus en plus préoccupés par les coûts humains liés aux interventions combatives et pointent vers la faveur grandissante du public pour des missions de formation. Malgré cela, ces écrits soulignent différentes tensions et contradictions qui s'opèrent au sein de l'opinion publique et de la construction d'une identité canadienne sur la scène internationale. Ceci suggère qu'à quelque part, l'identification d'une culture stratégique homogène qui soit partagée par l'ensemble d'une population est une entreprise peu réaliste.

CONCLUSION

RÉSUMÉ ET DISCUSSIONS

Sans contredit, estimer la cohérence entre les décisions en matière de politique de défense et les préférences de l'opinion publique est une tâche ardue, d'autant plus que celles-ci s'influencent mutuellement (Sobel 2001 et Soroka et Wlezien 2004, cités dans Massie et Boucher 2013, 363). Sachant toutefois que cette enquête est relativement inexplorée dans le contexte canadien et considérant l'importance qu'ont prise les problématiques internationales lors des précédentes élections fédérales canadiennes, ce travail visait à comparer la culture stratégique des élites gouvernantes à celle majoritairement entretenue par la population canadienne. La conclusion de cet exercice propose une correspondance générale entre l'approche stratégique employée par le gouvernement libéral et les préférences d'une majorité de citoyens mais également, sur un plan secondaire, plusieurs tensions et l'indice d'une transformation en cours.

En dépit d'un long débat qui opposait (et oppose sans doute toujours) ceux qui croient en l'effet d'une opinion publique sur la conduite des affaires internationales et ceux qui n'y croient pas, ce travail visait à analyser la correspondance entre les préférences stratégiques d'une communauté gouvernante et celles des gouvernés. L'intérêt de se pencher sur les différentes idéologies et les identités nationales défendues par ces groupes s'inscrit d'ailleurs dans l'objectif plus large qu'est celui d'interroger la représentativité politique des décisions en matière de défense au Canada. Pour ce faire, nous avons choisi d'aborder ce travail comparatif selon une perspective fondée sur la valeur des déterminants culturels de la politique étrangère. À cet effet, nous avons cherché à comparer d'une part, la culture stratégique exprimée par le gouvernement canadien actuel à travers

ses politiques et ses discours et, d'autre part, la culture stratégique que semble partager une majorité de Canadiens et de Canadiennes. Plus spécifiquement, notre premier objectif était de déterminer à laquelle des grandes cultures stratégiques canadiennes (telles que décrites par une littérature fournie sur le sujet), la politique de défense avancée par le gouvernement libéral de Justin Trudeau entre 2015 et 2017 s'apparentait-elle. Ensuite, nous cherchions à déterminer, à l'aide d'un sondage national conduit lors de l'élection en question et un ensemble de travaux récents, les principales caractéristiques de l'opinion publique des affaires internationales et la culture stratégique qui s'y associe.

Avant de discuter des principales conclusions tirées par cette analyse, soulignons d'abord un aspect important — une limite en quelque sorte — qui a été volontairement évacué de cette démarche. En soit, il demeure difficilement contestable qu'un ensemble de facteurs explicatifs demeurent très pertinents à l'étude de la stratégie canadienne, certains voire plus importants même que l'intérêt conceptuel des cultures stratégiques. Par exemple, une approche réaliste des RI s'opposerait à notre décision de regarder aux actions du gouvernement afin d'expliquer l'association de cette communauté à une culture stratégique. Dans la mesure où des contraintes matérielles peuvent limiter même déterminer le comportement de l'État, ces politiques de défense ne sont pas uniquement le fruit d'une doctrine stratégique et peuvent s'en éloigner considérablement. Répondons simplement que l'effet de ces contraintes matérielles est largement dépendant des interprétations qui l'entourent et que tous les types de déterminants ont à quelque part une source idéationnelle et culturelle (Wendt 1999, 94). De plus, nous pourrions ajouter que dans le contexte d'un pays tel que le Canada, qui profite d'une localisation géographique uniquement isolée et de la quasi-absence de menace à sa souveraineté, ces préoccupations sécuritaires traditionnelles ne

sont peut-être pas aussi déterminantes (Bloomfield et Nossal 2007). Au contraire, il est possible d'envisager comment, considérant notamment le débat identitaire historique, la culture politique intervient davantage dans le choix des politiques stratégiques selon le parti. Massie et Zyla (2018) ont d'ailleurs démontré que la réputation internationale et la recherche d'un statut particulier sont des facteurs idéationnels qui expliquent notamment le rôle démesuré du Canada dans le conflit en Afghanistan⁵⁰. Malgré cela, il demeure apparent que notre étude « culturaliste » omet de traiter d'un ensemble d'autres facteurs qui expliquent le choix des politiques de défense du gouvernement actuel; tels que les contraintes de la compétition internationale (Waltz 1979), les effets de la pratique quotidienne des affaires internationales (Adler et Pouliot 2011), le fonctionnement bureaucratique (Halperin 2006) ou pire encore, l'élection de Donald Trump à la présidence américaine, pour n'en citer que quelques-uns.

Malgré cela, nous avons choisi d'entreprendre cette recherche à travers le cadre analytique que proposent les cultures stratégiques puisqu'il permet d'étudier les différentes perspectives des affaires internationales de communautés telles que le gouvernement et l'opinion publique. Comme le défendent Bloomfield et Nossal (2007, 304), l'usage d'une telle approche permet une « compréhension explicative » (*explicative understanding*) lorsqu'elle marie l'idéationnel, le matériel et le comportemental.

⁵⁰ Sur l'effet des impératifs d'une sécurité ontologique sur le comportement des états voir Mitzen (2006) et pour une discussion sur la réputation voir Tang (2005) et Weisigier et Yarhi-Milo (2015).

Comparaison

Quoi qu'il en soit, notre recherche s'est limitée à soulever les principales caractéristiques des cultures politiques que semblent incorporer les élites du gouvernement actuel et manifester une majorité de Canadiens. À la lumière des éléments qui distinguent les cultures stratégiques historiques au Canada et de notre analyse empirique, deux facteurs apparaissent primordiaux à la comparaison des attitudes des deux communautés en question : la nature du rôle du pays sur la scène internationale et incidemment la forme des interventions que privilégient ces communautés; ainsi que l'identité des alliés auprès desquels ces communautés considèrent adéquat que le Canada s'investisse dans une intervention militaire.

Somme toute, le gouvernement ainsi que la population semblent partager une conception similaire de l'identité de la nation canadienne à l'étranger, une conception fondée sur un idéal historique et définitivement associée à l'internationalisme libéral. D'une part, les promesses électorales du PLC lors de la campagne et encore plus fortement leurs justifications se démarquaient par la place qu'elles donnaient à l'idée d'un « retour » de l'engagement du Canada pour le maintien de la paix dans le monde. De nombreux objectifs discutés dans la plateforme électorale concernaient la participation du Canada à l'ONU et la logique discursive de Justin Trudeau lors du débat Munk révélait également toute l'importance du symbole de « gardien la paix » dans l'élaboration de la position du parti. Ce symbole, les sondages le soulignent infailliblement, est toujours aussi fort au sein de la population canadienne, et ce malgré une baisse considérable des engagements canadiens dans les OMP depuis plus d'une décennie. Tout au long des deux premières années de mandat du gouvernement libéral, le discours (du moins) de ses élites révélait leur conviction de « réengager le Canada dans le monde » et elles ont annoncé un Programme pour la stabilisation et les opérations

de paix (PSOP), la campagne du pays pour un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que plusieurs contributions canadiennes aux missions menées par l'organisation supranationale. Bien que ces engagements et leur ampleur ont été vivement critiqués par les médias nationaux et que pour plusieurs analystes ceux-ci soient insuffisants, il n'en demeure pas moins que la politique de défense canadienne semble à nouveau élaborée en des termes tels que « multilatéralisme », « sécurité collective » et « maintien de la paix ». Il faut toutefois se soumettre au constat flagrant que les mesures entreprises par le gouvernement sont effectivement très subtiles et que Jocelyn Coulon (2018, 11) a peut-être raison de penser que « Le Canada est de retour » ne demeurera qu'un slogan et un outil de marketing électoral.

En ce qui a trait à la nature même de ces interventions, les préférences des élites et celles de la population semblent également se rejoindre. Malgré qu'il soit démontré que la tendance est à la réduction progressive des morts lors des conflits majeurs (Pinker 2011 et Tikuisis 2016), les résultats des sondages démontrent que la population canadienne est de plus en plus préoccupée par les coûts humains liés aux interventions de combat et suggèrent que l'opinion publique préfère davantage des interventions non combattives. Un des premiers revirements de la politique du gouvernement libéral a été de cesser les frappes aériennes contre l'EI en Irak et en Syrie et de démilitariser la fonction des FAC dans cette intervention au profit d'une mission axée sur le transport et la formation des forces locales. Sans doute, ces décisions sont déterminées par le poids de l'opinion publique, mais également par les leçons tirées de la mission relativement coûteuse en Afghanistan. Comme le défend Von Hlatky (2016), la démocratisation de l'élaboration des politiques internationales en cours depuis la fin de la Guerre froide (Nossal 1993) amène désormais les décideurs à opter pour des missions peu risquées (telles que celles dites non combattives) et

dont la réussite ou l'échec est difficile à distinguer (telles que les missions de formation par exemple). En d'autres mots, cette auteur suggère que les « moyennes puissances » telles que le Canada devraient avoir tendance à privilégier ces approches plus floues et indirectes de l'intervention militaire puisque celles-ci permettent un succès apparent et moins dépendant de la puissance absolue (Marantz 2017, 588). Ces changements laissent présager également que les interventions militaires canadiennes auront dorénavant des objectifs simples mais spécifiques, n'engageront qu'un petit nombre de militaires, seront davantage axées sur la coopération, la surveillance et l'usage de technologies ainsi que la réponse aux catastrophes naturelles (Lea Heide 2016 et Von Hlatky 2016).

Toutefois, des écarts entre les actions et les préférences des deux communautés en ce qui a trait aux responsabilités du pays dans le monde émergent aussi de cette comparaison. D'une part, l'annonce du gouvernement canadien d'augmenter considérablement le budget de la défense semble confronter les préférences de l'opinion publique. L'ÉEC 2015 a démontré que les Canadiens s'opposent majoritairement à l'augmentation des ressources financières pour le militaire, une tendance qui s'observe depuis la crise financière de 2008. Malgré cela, les décideurs ont augmenté le budget dans l'optique de donner aux FAC les moyens de se réengager convenablement mais aussi afin de supporter les différents services qui leur sont offerts. Cette annonce est d'autant plus surprenante lorsque l'on considère que la littérature fait état d'une relation négative entre l'augmentation du budget militaire et le support de l'opinion publique pour les politiques extérieures en général (voir Eichenberg et Stoll 2003 et Soroka et Wlezien 2002). D'autre part, les élites politiques ont largement démontré la place primordiale de l'OTAN et de ses intérêts dans la formulation d'une stratégie nationale, un élément qui ne semble pas avoir

d'aussi grandes proportions auprès de l'opinion publique. D'abord, nous avons vu que les priorités stratégiques telles que définies dans la plateforme électorale du parti mentionnaient principalement des objectifs liés à la participation du Canada à l'OTAN. Ensuite, l'intensification puis le prolongement de la mission (désormais non combattive) menée contre l'ÉI en Irak et en Syrie auprès de la coalition est un autre exemple de cette allégeance. Finalement, le Canada s'est joint en juin 2016 à l'entreprise en Lettonie et la politique de défense « Protection, Sécurité, Engagement » est également fortement influencée, aux dires même de la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland, par les engagements auprès de l'OTAN. L'opinion publique se distingue de cette position, nous l'avons déjà mentionné, en ce qu'elle s'oppose à l'augmentation du budget militaire, un devoir que veut imposer l'OTAN à ses membres. De plus, les Canadiens semblent peu convaincus de la participation du Canada à des interventions conjuguées avec l'allié américain et qui demeure à tout le moins un membre très important de l'organisation politico-militaire. Enfin, l'OTAN demeure, par définition, une coalition interarmées dont le rôle est traditionnellement plus robuste et dont la nature des missions attrait de moins en moins de Canadiens⁵¹.

Malgré ces différences, le multilatéralisme et la sécurité collective sont les éléments qui semblent les plus puissants à la fois dans l'opinion publique et dans la politique de défense avancée par le gouvernement. Il va de soi que le Canada n'a ni l'opportunité ni l'intérêt⁵² de s'investir dans des entreprises militaires unilatérales et les politiques du gouvernement libéral s'accordent naturellement à cette réalité. Notre recherche a permis de constater que les élites du parti sont

⁵¹ Toutefois, il est vrai que la fonction de l'OTAN est aussi appelée à se transformer au profit de campagnes moins combattives (telles que contre l'ÉI en Irak et en Syrie, les missions de formation en Europe de l'Est, etc.) et plus inclusives (voir Stairs 2016).

⁵² ...ni l'argent dirait Saideman (2017).

fortement influencées par la culture politique internationaliste qui a d'ailleurs fait le succès de leurs prédécesseurs. Similairement, les Canadiens, à l'exception des plus conservateurs, partagent ces valeurs et ce symbole de la nation dans le monde. Toutefois, les politiques de défense révèlent également que les élites sont influencées par certaines convictions réalistes et qui les somment par exemple de s'engager continuellement auprès d'une coalition militaire interarmées et d'alliés naturels tels que les États-Unis. Il est donc plus juste de situer la culture stratégique du gouvernement à quelque part entre l'internationalisme libéral (en idées et en discours) et l'atlantisme (en pratique). Au contraire, la population, mais surtout l'électorat libéral, semble plus idéaliste et plus internationaliste, notamment dans son scepticisme vis-à-vis l'influence américaine — une caractéristique clé de cette culture politique (Roussel et Robichaud 2004, 152).

Mot de la fin

La conclusion générale à laquelle nous sommes confrontés par une telle étude est que la question de la représentativité politique des décisions en matière de défense — et certainement dans toutes les sphères des politiques publiques — n'est pas si simple. Le concept de culture stratégique aide sans aucun doute à explorer les similitudes et les différences qui s'affichent entre les opinions des élites et celles du public dans ce contexte, mais la position de ces acteurs n'est définitivement pas homogène. En d'autres mots, bien que nous nous soyons porté au jeu d'associer leurs préférences à des idéaux-types distingués selon quatre grandes cultures stratégiques canadiennes, force est de constater qu'une tension entre celles-ci s'opère et détermine à la fois les politiques de défense et l'opinion des Canadiens. Cette tension est également perceptible dans la différence que nous avons observée entre le discours fortement internationaliste des élites du PLC et leurs actions également atlantistes. Une des limites apparentes du concept de culture stratégique

réside donc dans sa fonction même, celle d'étiquette et de raccourci, qui limite considérablement notre compréhension de la réalité politique à laquelle elle renvoie (Hurst 2005, 76). Malgré cela, ce travail aura servi à démontrer que généralement, l'approche stratégique de ce jeune gouvernement est cohérente avec les idéaux d'une partie considérable de la population.

BIBLIOGRAPHIE

- Adams, Paul. 2004. « The September 11 Attacks as Viewed from Quebec : The Small-Nation Code in Geopolitical Discourse ». *Political Geography* 23 (no. 6) : 765-795.
- Adler, Emmanuel et Vincent Pouliot. 2011. « International Practices ». *International Theory* 3 (no. 1) : 1-36.
- Angus Reid. 2012. « Canadians Support Non-Combat Role for Troops in Afghanistan ». Angus Reid Poll (le 2 février 2012).
- 2015. « ISIS Mission : Canadians Tilt Slight Towards Extending Involvement Against Islamic State ». Publié le 23 mars 2015. En ligne : <http://angusreid.org/isis-mission-extension/> (page consultée le 25 février 2018).
- Anker, Lane. 2005. « Peacekeeping and Public Opinion ». *The Canadian Military Journal* 6: 23-32.
- Aron, Raymond. 1967. « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales? ». *Revue française de science politique* 17 (no. 5) :837-861.
- Baldwin, David A. 2013. « Power and International Relations » dans Carlsnaes, Walter, Thomas Risse et Beth A. Simmons (dir.) *Handbook of International Relations* (2e édition). Los Angeles: Sage: 273-297.
- Barron, Christopher. 2016. « The Strategic Impact of Improvised Explosive Devices in the US Military ». dans Stéphanie Von Hlatky et H. Christian Breede (dir.). *Going to War? Trends in Military Interventions*. Montréal: McGill-Queen's University Press: 56-78.
- Barry, Donald. 2005. « Chrétien, Bush, and the War in Iraq ». *The American Review of Canadian Studies* 35 (no. 2) :215-245
- Bernard. 2006. « Canada and Human Security: From the Axworthy Doctrine to Middle Power Internationalism ». *The American Review of Canadian Studies* 36 (no. 2): 233-262.

- Berthiaume, Lee. 2017. « Le nombre de Casques bleus canadiens atteint un creux sous les libéraux ». *La Presse canadienne* publié le 24 octobre 2017. En ligne: <http://www.ledevoir.com/politique/canada/511103/le-nombre-de-casques-bleus-canadiens-atteint-un-creux-sous-les-liberaux> (page consultée le 15 février 2018).
- Blanchfield, Mike. 2015. « Moderator asks Harper, Trudeau, Mulcair to skip talking points in upcoming foreign policy debate ». *The Star* publié le 27 septembre 2015. En ligne: <https://www.thestar.com/news/canada/2015/09/27/moderator-asks-harper-trudeau-mulcair-to-skip-talking-points-in-upcoming-foreign-policy-debate.html> (page consultée le 16 février 2018).
- Bloomfield, Alan et Kim Richard Nossal. 2007. « Towards an Explicative Understanding of Strategic Culture : The Cases of Australia and Canada ». *Contemporary Security Policy* 28 (no. 2) : 286-307.
- Bland, Douglas. 2000. « Everything Military Officers Need to Know About Defence Policy-Making in Canada ». Dans David Rudd, Jim Hanson et Jessica Blitt (dir.). *Advance or Retreat? Canada Defence in the 21st Century*. Toronto : Canadian Institute of Strategic Studies (CISS).
- Booth, Ken. 1979. *Strategy and Ethnocentrism*. New York: Holmes and Meier.
- Bothwell, Robert. 2007. *Alliance and Illusion: Canada and the World, 1945–1984*. Vancouver: UBC Press.
- Boucher, Jean-Christophe. 2010. « Evaluating the ‘Trenton Effect’: Canadian Public Opinion and Military Casualties in Afghanistan (2006–2010) ». *American Review of Canadian Studies* 40: 237–58.
- Borzillo, Laurent et Dominika Kunertova. 2017. « Le Canada et l’OTAN : implications spécifiques du Sommet de Varsovie pour la politique de défense du Canada et la place canadienne au sein de l’OTAN ». *Monde 68* publié le 20 février 2017. En ligne: <http://monde68.brebeuf.qc.ca/2017/02/20/le-canada-et-lotan-implications-specifiques-du-sommet-de-varsovie-pour-la-politique-de-defense-du-canada-et-la-place-canadienne-au-sein-de-lotan/> (page consultée le 15 février 2018).
- Bow, Brian. 2008. « Parties and Partisanship in Canadian defence Policy ». *International Journal* 64 (no. 1) : 67-88.

- Brewster, Murray. 2017. « More soldiers, ships and planes for military in Liberal defence plan ». CBC News. En Ligne: <http://www.cbc.ca/news/politics/liberal-sajjan-garneau-defence-policy-1.4149473> (page consultée le 13 février 2018).
- Canneri, Marta. 2015. Canadian Foreign Policy in the Federal Election: The Issues ». *NATO Association* publié le 28 septembre 2015. En ligne : <http://natoassociation.ca/canadian-foreign-policy-in-the-federal-election-the-issues/> (page consultée le 26 février 2018).
- Cornut, Jérémie. 2013. « Antimilitarisme et militarisation au Canada et au Québec: état des lieux et tour d'horizon théorique ». *Revue Études Internationales* 54 (no. 3): 337-358.
- CBC. 2015. « Munk leaders' debate tonight to focus on foreign policy issues ». CBC News publié le 28 septembre 2015. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/politics/canada-election-2015-foreign-policy-debate-1.3245821> (page consultée le 26 février 2018).
- CEPSI. 2017. *New Trends in United Nations-Led Peacekeeping: Canadian and Global Perspectives* (actes d'un colloque tenu par le Centre d'étude sur la paix et la sécurité internationale [CEPSI]). Montréal : Université de Montréal et Université McGill.
- CPAC. 2014. « Liberal Leader Justin Trudeau speaks at a Canada 2020 conference in Ottawa ». En Ligne : <http://www.cpac.ca/en/programs/headline-politics/episodes/90004145> (page consultée le 17 février 2018).
- Coulon, Jocelyn. 2018. *Un selfie avec Justin Trudeau*. Montréal : Éditions Québec Amérique.
- Dahl, Robert. 1971. *Polyarchy*. New Haven : Yale University Press.
—1998. *On Democracy*. New Haven : Yale University Press.
- Desch, Michael C. 1998. « Culture Clash: Assessing the Importance of Ideas in Security Studies ». *International Security* 23 (no. 1): 141-70.
- Dewitt, David B. 2000. « Directions in Canada's International Security Policy ». *International Journal* 55 (vol. 2) : 167-187.
—2007. « Défense nationale contre Affaires étrangères : Le choc des cultures dans la politique de sécurité du Canada? ». dans Roussel, Stéphane (dir.) *Culture Stratégique et politique de défense: L'expérience canadienne*. Outremont: Athéna éditions :143- 157.

- Dooling, Jeff. 2005. « New Horizons: Increasing Public Awareness of the Canadian Forces ». CSC 31. Toronto: Canadian Forces College.
- Dorion-Soulié, Manuel. 2014. « Introduction - Les idées mènent le Canada: l'idéologie néoconservatrice en politique étrangère canadienne ». *Revue Études internationales* 45 (no. 4) : 507-529.
- Dorn, A. Walter. 2005. « Canadian Peacekeeping: Proud Tradition, Strong Future? » *Canadian Foreign Policy Journal* 12 (no. 2):7-32.
- Drury Shadia. 2011. « The Rise of Neoconservatism in Canada ». *Humanist Perspectives* (no. 177). En ligne: <http://www.humanistperspectives.org/issue177/drury.html> (page consultée le 16 février 2018).
- Duffield, John S. 1999. « Political Culture and State Behavior: Why Germany Confounds Neorealism ». *International Organization* 53 (no. 4): 765-803.
- Dumas, Philippe. 2014. « La politique iranienne du Canada: Manifestation d'une culture stratégique néocontinentaliste ? ». *Études internationales* 45 (no. 4): 625-647.
- ÉÉC. 2018. « Accueil ». En ligne : <https://ces-eec.arts.ubc.ca/french-section/accueil/> (page consultée le 9 mars 2018).
- Eichenberg, Richard C. et Richard Stoll. 2003. « Representing Defense: Democratic Control of the Defense Budget in the United States and Western Europe ». *Journal of Conflict Resolution* 47: 399-422.
- English, Allan D. 2004. *Understanding Military Culture: A Canadian Perspective*. Montréal: McGill-Queen's University Press.
- 2015. « The Impact of Canadian Military Culture on the Defence Team ». dans Goldenberg, Irina, Angela R. Febbraro et Waylon H. Dean. 2015. *The Defence Team : Military and Civilian Partnership in the Canadian Armed Forces and the Department of National Defence*. Kingston : Canadian Defence Academy Press : 123-141.
- Environics Institute. 2018. *Canada's World Survey 2018*. Toronto : The Environics Institute for Survey Research. En ligne : <https://3mea0n49d5363860yn4ri4go-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2018/04/Canada-World-Survey-2018.pdf> (page consultée le 18 avril 2018).

- Farrell, Theo. et Terry Terriff (dir.). 2002. *The Sources of Military Change: Culture, Politics, Technology*. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers Inc.
- Fearon, James D. 1998. « Domestic Politics, Foreign Policy, and Theories of International Relations ». *Annual Review of Political Science* 1 (no. 1): 289–313.
- Fitzsimmons, Scott, Allan Craigie, et Marc André Bodet. 2014. « Canadian Public Opinion about the Military: Assessing the Influences on Attitudes toward Defence Spending and Participation in Overseas Combat Operations ». *Canadian Journal of Political Science* 47 (no. 3): 503-518.
- Fleming, Sean. 2015. « The Syrian Refugee Crisis and the Saliency of International Issues ». Dans Marland, Alex et Thierry Giasson (dir.). *Canadian Election Analysis : Communication, Strategy and Democracy*. Vancouver : UBC Press.
- Fletcher, Joseph F., Heather Bastedo and Jennifer Hove. 2009. « Losing Heart: Declining Support and the Political Marketing of the Afghanistan Mission ». *Canadian Journal of Political Science* 42 (no. 4): 911–37.
- Fortmann, Michel et Martin Larose. 2007. « Une contre-culture stratégique en émergence? Pierre Elliott Trudeau, les intellectuels canadiens et la révision de la politique de défense libérale à l'égard de l'OTAN (1968-1969) ». dans Roussel, Stéphane (dir.) *Culture Stratégique et politique de défense: L'expérience canadienne*. Outremont: Athéna éditions : 162-181.
- Friesen, Gerald. 2000. *Citizens and Nation: An Essay on History, Communication, and Canada*. Toronto : University of Toronto Press.
- Gelpi, Christopher, Peter D. Feaver et Jason Reifler. 2006. « Success Matters: Casualty Sensitivity and the War in Iraq ». *International Security* 30 (no. 3): 7-46.
- Giddens, Anthony. 1991. *Modernity and Self-Identity*. New York: Polity Press.
- Goldenberg, Irina, Angela R. Febraro et Waylon H. Dean. 2015. *The Defence Team : Military and Civilian Partnership in the Canadian Armed Forces and the Department of National Defence*. Kingston : Canadian Defence Academy Press.
- Goldstein, Judith et Robert O. Keohane. 1993. *Ideas and Foreign Policy: Beliefs, Institutions, and Political Change*. Ithaca: Cornell University Press.

Gosselin, Daniel. 2008. « Navigating the Perfect Wave: The Canadian Military Facing its Most Significant Change in 50 Years ». *Canadian Military Journal* 8 (no. 4): 83-88.

Gouvernement du Canada. 2016. « Nouvelles — Nouvelle approche du Canada pour faire face aux crises en cours en Irak et en Syrie et atténuer les répercussions sur la région : promouvoir la sécurité et la stabilité ». *Justin Trudeau, premier Ministre du Canada*. En ligne: <https://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2016/02/08/nouvelle-approche-du-canada-faire-face-aux-crisis-cours-irak-et-syrie-et> (page consultée le 10 février 2018).

— 2017a. « Protection, Sécurité, Engagement - La politique de défense du Canada ». *Défense nationale et les Forces armées canadienne*. En ligne: <http://dgpaapp.forces.gc.ca/fr/politique-defense-canada/docs/rapport-politique-defense-canada.pdf> (page consultée le 13 février 2018).

— 2017b. « Canada renews contribution to the Global Coalition against Daesh ». *Défense nationale et les Forces armées canadiennes*. En ligne: <http://www.rcfarc.forces.gc.ca/en/article-template-standard.page?doc=canada-renews-contribution-to-the-global-coalition-against-daesh/j46yinv4> (page consultée le 13 février 2018).

—2017c. « Le premier ministre annonce la création du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement ». *Canada - Nouvelles*. En ligne : <https://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2017/11/06/premier-ministre-annonce-la-creation-du-comite-des-parlementaires-la-securite> (page consultée le 31 mars 2018).

— 2017d. « L'égalité des genres ». Publications du gouvernement du Canada. En ligne: <http://publications.gc.ca/site/fra/9.846057/publication.html> (page consultée le 15 février 2018).

— 2017e. « Déclaration de la ministre Bibeau à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire ». *Canada - Nouvelles*. En ligne: https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/08/declaration_de_laministrebibeaua_l'occasion_de_la_journee_mondiale_de_l_aide_humainitaire.html (page consultée le 10 février 2018).

— 2017f. « Déclaration de la ministre des Affaires étrangères au sujet de la Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus ». *Canada - Nouvelles*. En ligne: https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/10/declaration_de_laministredesaffairesetrangeresausujetdelaloi_surl.html (page consultée le 10 février 2018).

— 2017g. « Déclaration de la ministre des Affaires étrangères à l'occasion de la Journée mondiale contre la peine de mort ». *Canada - Nouvelles*. En ligne: https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/10/declaration_de_laministredesaffairesetrangeresaloccasiondelajournee_mondiale_contre_la_peine_de_mort.html (page consultée le 10 février 2018).

—2017h. « Nouvelles ». *Canada - Nouvelles*. En ligne: <https://www.canada.ca/fr/nouvelles.html> (page consultée le 10 février 2018).

— 2018a. « Opération IMPACT ». *Défense nationale et les Forces armées canadiennes*. En ligne: <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger-actuelles/op-impact.page> (page consultée le 10 février 2018).

- 2018b. « Opération CARIBBE ». *Défense nationale et les Forces armées canadiennes*. En ligne: <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-canada-amerique-du-nord-recurrentes/op-caribbe.page> (page consultée le 10 février 2018).
- 2018c. « Opération FOUNDATION ». *Défense nationale et les Forces armées canadiennes*. En ligne: www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger-actuelles/op-foundation.page (page consultée le 10 février 2018).
- 2018d. « Opération PROTEUS ». *Défense nationale et les Forces armées canadiennes*. En ligne: <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger-actuelles/op-proteus.page> (page consultée le 10 février 2018).
- 2018e. « Opération UNIFIER ». *Défense nationale et les Forces armées canadiennes*. En ligne: <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger/op-unifier.page> (page consultée le 10 février 2018).
- 2018f. « Liste des opérations en cours ». *Défense nationale et les Forces armées canadiennes*. En ligne: <http://www.forces.gc.ca/fr/operations/en-cours-liste.page> (page consultée le 10 février 2018).
- 2018g. « Le ministre Sajjan annonce le renouvellement de la contribution du Canada aux opérations de sécurité maritime ». *Canada - Nouvelles*. En ligne: https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2017/05/le_ministre_sajjanannoncele renouvellementdelacontributiond ucanad.html (page consultée le 10 février 2018).
- 2018h. « Le programme pour la stabilisation et les opérations de paix ». *Canada - International*. En ligne: http://international.gc.ca/world-monde/issues_developpement-enjeux_developpement/reponse_conflict-reponse_conflits/psop.aspx?lang=fra (page consultée le 10 février 2018).
- 2018i. « Opération REASSURANCE ». *Défense nationale et les Forces armées canadiennes*. En ligne: <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger/otan-ee.page> (page consultée le 10 février 2018).
- 2018j. « Opération OPEN SPIRIT ». *Défense nationale et les Forces armées canadiennes*. En ligne: <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-etranger/openspirit.page> (page consultée le 10 février 2018).
- 2018k. « Les sanctions canadiennes liées à la Corée du Nord ». *Affaires mondiales Canada*. En ligne: <http://www.international.gc.ca/sanctions/countries-pays/korea-coree.aspx?lang=fra> (page consultée le 10 février 2018).
- 2018l. « Programme parlementaire des Forces armées canadiennes et du ministère de la Défense nationale ». *Défense nationale et les Forces armées canadiennes*. En ligne : <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/programmes/programme-parlementaire.html> (page consultée le 31 mars 2018).

Granastein, Jack L. 2004. *Who Killed the Canadian Military?*. Toronto: HarperCollins Publishers.

— 2007. *Whose War Is It ?*. Toronto : HarperCollins.

— 2014. « How the Harper government lost its way on defence spending ». *The Globe and Mail*. Édité en décembre 2017. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/opinion/how-the-harper-government-lost-its-way-on-defence-spending/article20859264/> (page consultée le 12 avril 2018).

Gravelle, Timothy B., Thomas J. Scotto, Jason Reifler, et Harold D. Clarke. 2014. « Foreign Policy Beliefs and Support for Stephen Harper and the Conservative Party ». *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (no. 2): 111-130

Gray, Colin S. 1981. « National Style in Strategy: The American Example ». *International Security* 6 (no. 2): 21-47.

Gunterman, Eric. 2017. « Representation in Canada : How Close Are Governments to Citizen's Preferences? ». Article présenté à l'Université de Gothenburg. En ligne : <http://www.ericguntermann.com/images/repcanada.pdf> (page consultée le 25 mars 2018).

Halperin, Morton H. 2006. *Bureaucratic Politics and Foreign Policy*. Washington DC : Brookings Institutions Press.

Haglund, David G. 2000. *The North Atlantic Triangle Revisited: Canadian Grand Strategy at Century's End*. Toronto: CIIA.

— 2007. « Que penser de la culture stratégique? Modeste défense d'un concept qui ne l'est pas » dans Roussel, Stéphane (dir.) *Culture Stratégique et politique de défense: L'expérience canadienne*. Outremont: Athéna éditions : 43-63.

— 2008. « French Connection ? Québec and Anti-Americanism in the Transatlantic Community ». *Journal of Transatlantic Studies* 6 (no. 1) : 79-99.

Hart, Michael. 2008. *From Pride to Influence*. Vancouver: UBC Press.

Hartley, Thomas et Bruce Russett. 1992. « Public Opinion and the Common Defense: Who Governs Military Spending in the United States? ». *American Political Science Review* 86: 905-915.

Hogg, William. 2007. « Plus ça change... Continuité, changement et culture dans les livres blancs sur la politique étrangère (1947-2005) ». dans Roussel, Stéphane (dir.) *Culture Stratégique et politique de défense: L'expérience canadienne*. Outremont: Athéna éditions : 113-127.

- Holsti, Ole R. 1992. « Public opinion and foreign policy: challenges to the Almond-Lippman consensu ». *International Studies Quarterly* 36: 439-466.
- Hurst, Steven. 2005. « Myths of Neoconservatism : George W. Bush's "Neo-conservative" Foreign Policy Revisited ». *International Politics* 42 (no. 1) : 75-96.
- Joana, Jean et Frédéric Mérand. 2013. « Politique de défense et variétés du militarisme libéral ». *Gouvernement et action publique* 4 (no. 4): 549-566.
- Johnston, Alastair Iain. 1995. « Thinking about strategic culture ». *International security* 19 (no. 4): 32–64.
- Johnston, Paul. 2000. « Doctrine is not Enough: The Effect of Doctrine on the Behavior of Armies ». *Parameters* 30: 30-39.
- Johnston, Richard et André Blais. 2012. « The Relevance and Future of the Canadian Election Studies ». Dans Kanji, Mebs, Antoine Bilodeau et Thomas J. Scotto (dir.). *The Canadian Election Studies*. Vancouver : UBC Press : 88-98.
- Jones, David R. 1990. « Soviet Strategic Culture ». Dans C. G. Jacobsen (dir.). *Strategic Power USA/USSR*. Londres: MacMillan.
- Jung, Hans. 2007. « Can the Canadian Forces Reflect Canadian Society? ». *Canadian Military Journal* (Automne) : 27-36.
- Kanji, Mebs, Antoine Bilodeau et Thomas J. Scotto. 2012. *The Canadian Election Studies*. Vancouver : UBC Press.
- Katzenstein, Peter. 1996. *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*. New York: Columbia.
- Keating, Tom. 1993. *Canada and World Order: The Multilateralist Tradition in Canadian Foreign Policy*. Toronto: McClelland & Stewart.
- Kier, Elizabeth. 1995. « Culture and Military Doctrine: France Between the War » . *International Sécurité* 19 (no. 4): 65-93.

- 1996. « Culture and French Military Doctrine before World War II » dans Kazenstein, Peter (dir.) *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*. New York: Columbia.
- Kirton, John and Jenilee Guebert. 2007. « Two Solitudes, One War: Public Opinion, National Unity, and Canada's War in Afghanistan ». Acte de conférence présenté à la Conference on Quebec and War, Montreal.
- Klein, Bradley S. 1988. « Hegemony and Strategic Culture: American Power Projection and Alliance Defence Politics ». *Review of International Studies* 14 (no. 2): 133-148.
- Kratochwill, Friedrich. 1996. *The Return of Culture and Identity in IR Theory*. Boulder: Lynne Rienner.
- Kymlicka, Will. 2003. *Multicultural Citizenship*. Oxford : Clarendon Press.
- Lagassé, Philippe, Justin Massie et Stéphane Roussel. 2014. « Le néoconservatisme en politiques étrangère et de défense canadiennes ». Dans Julian Castro-Rea et Frédéric Boily (dir.). *Le fédéralisme selon Harper. La place du Québec dans le Canada conservateur*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2014, 49-83.
- Landriault, Mathieu. 2017a. « Post-Afghanistan syndrome? Canadian public opinion on military intervention abroad after the Afghanistan mission ». Papier présenté lors d'un colloque tenu dans le cadre des Ateliers annuels sur le maintien de la paix, à Waterloo, les 21 et 22 septembre 2017). Waterloo: Balsilie School of International Affairs and Peace and Conflict Studies Association of Canada. En ligne : https://pacscan.ca/wp-content/uploads/Landriault_CFRA-workshop.pdf (page consultée le 25 mars 2018).
- 2017b. « L'opinion publique au sujet du maintien de la paix ». *Policy Options*. En Ligne: <http://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/novembre-2017/lopinion-publique-au-sujet-du-maintien-de-la-paix/> (page consultée le 7 décembre 2017).
- Landriault, Mathieu et Paul Minard. 2016. « Does standing up for sovereignty pay off politically? Arctic military announcements and governing party support in Canada from 2006 to 2014 ». *International Journal* 71 (no. 1) : 41-61.
- Lantis, Jeffrey S. 2002. « Strategic Culture and National Security Policy ». *International Studies Review* 4 (no. 3): 87-113.
- 2006. « Strategic culture: From Clausewitz to Constructivism ». *Defense Threat Reduction Agency - USA*. Rapport présenté le 31 octobre 2006.

- Lea Heide, Rachel. 2016. « Disasters as Security Threats : Mapping Humanitarian Assistance Needs and Priorities for the Canadian Armed Forces ». dans Stéphanie Von Hlatky et H. Christian Breede (dir.). *Going to War? Trends in Military Interventions*. Montréal: McGill-Queen's University Press: 38-55.
- Lee, Steve. 2002. « Canadian Values in Canadian Foreign Policy ». *Canadian Foreign Policy Journal* 10 (no. 1): 1-9.
- Lennox, Patrick. 2009. *At Home and Abroad: The Canada-US Relationship and Canada's Place in the World*. Vancouver: UBC Press.
- Létourneau, Charles et Justin Massie. 2006. « Un symbole à bout de souffle? Le maintien de la paix dans la culture stratégique canadienne ». *Études Internationales* 37 (no. 4): 547-573
- Léveillé, Jean-Thomas. 2017. « Canada et opérations de maintien de la paix: «La montagne accouche d'une souris», selon un expert ». *La Presse* publié le 16 novembre 2017. En ligne: <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201711/16/01-5143745-canada-et-operations-de-maintien-de-la-paix-la-montagne-accouche-dune-souris-selon-un-expert.php> (page consultée le 15 février 2018).
- Lord, Carnes. 1985. « American Strategic Culture ». *Comparative Strategy* 5 (no. 3): 269-293.
- Lovegrove, Dwayne. 2010. « Sutherland au 21e siècle : les invariants dans le programme d'élaboration des politiques du Canada depuis les événements du 11 septembre ». *Revue militaire canadienne* 10 (no. 2): 13-19.
- Luckham, Robin. 1984. « Armament culture ». *Alternatives* 10 (no. 1): 1-44.
- Mace, Gordon, Jean-Philippe Thérien et Stefan Gagné. 2012. « Canada and the Security of the Americas: Between old threats and new challenges ». *International Journal* 67 (no. 3): 603-622.
- Malone, David. 2001. « Foreign Policy Reviews Reconsidered ». *International Journal* 56 (no. 4): 555-578.
- Marantz, Uriel. 2017. [Compte rendu de Stéphanie Von Hlatky et H. Christian Breede (dir.), *Going to War? Trends in Military Interventions* (Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 2016)]. *International Journal* 72 (no. 4) : 587-589.

- Marquis, Mélanie. 2015. « Les libéraux appuieront le projet de loi antiterroriste ». La Presse canadienne. Publié le 04 février 2015. En ligne: <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201502/04/01-4841286-les-liberaux-appuieront-le-projet-de-loi-antiterroriste.php>. (page consultée le 1er février 2018).
- Marsolais, Michel. 2016. « Ottawa consulte la population pour élaborer sa nouvelle politique de défense ». *Radio-Canada*. Publié le 7 mai 2016. En ligne: <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/780247/canada-defense-consultations-citoyennes-strategie-militaire-francophonie>. (page consultée le 13 février 2018).
- Martin, Pierre. 2005. « All Quebec's Fault, Again? Quebec Public Opinion and Canada's Rejection of Missile Defence ». *Policy Options* 26: 41–44.
- Martin, Pierre et Michel Fortmann. 1995. « Canadian public opinion and peacekeeping in a turbulent world ». *International Journal* 50 (no. 2): 370–400.
- 2001. « Support for international involvement in Canadian public opinion after the Cold War ». *Canadian Military Journal* : 43-52.
- Massie, Justin. 2008. « Regional Strategic Subcultures: Canadians and the Use of Force in Afghanistan and Iraq ». *Canadian Foreign Policy* 14 (no. 2): 19–48.
- 2009. « Making sense of Canada's "irrational" international security policy: a tale of three strategic cultures ». *International Journal* 64 (no. 3): 625–645.
- 2012. « Identités ethnoculturelles et politique étrangère : le cas de la politique française du Canada ». *Revue canadienne de science politique* 45 (no. 1): 119-140.
- 2016. « Public contestation and policy resistance: Canada's oversized military commitment to Afghanistan ». *Foreign Policy Analysis* 12 (no. 1): 47–65.
- Massie, Justin et Benjamin Zyla. 2018. « Alliance Value and Status Enhancement : Canada's Disproportionate Military Burden Sharing in Afghanistan ». *Politics & Policy* 46 (no. 2) : 1-25.
- Massie, Justin et Darko Brizic. 2014. « Rupture idéologique et redéfinition de l'identité internationale du Canada : Harper et Chrétien face aux guerres en Libye et au Kosovo ». *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (no. 1) : 19-28.
- Massie, Justin, et Jean-Christophe Boucher. 2013. « Militaristes et anti-impérialistes: Les Québécois face à la sécurité internationale ». *Études internationales* 44 (no. 3): 359-385.

- Massie, Justin, Jean-Christophe Boucher and Stephane Roussel. 2010. « Hijacking a Policy? Assessing Quebec's 'Undue' Influence on Canada's Afghan Policy ». *American Review of Canadian Studies* 40 (no. 2): 259–75.
- Massie, Justin et Stéphane Roussel. 2008. « Au Service de L'unité : Le Rôle Des Mythes En Politique Étrangère canadienne ». *Canadian Foreign Policy Journal* 14 (no. 2): 67-93.
- 2013. « The Twilight of Internationalism? Neocontinentalism as an Emerging Dominant Idea in Canadian Foreign Policy ». dans Heather A. Smith et Claire Turenne Sjolander (dir.). *Canada in the World – Internationalism In Canadian Foreign Policy*. Toronto: Oxford University Press: 36-52
- 2014. « La politique étrangère du Canada : Intérêts, institutions et identités » dans Alain-G. Gagnon (dir.). *La politique québécoise et canadienne : une approche pluraliste*, Québec: Presses de l'Université du Québec: 669-700.
- McCulloch, Tony. 2011. « The North Atlantic Triangle : A Canadian Myth? ». *International Journal* 66 (no. 1) : 197-207.
- McCullough, Colin. 2017. *Creating Canada's Peacekeeping Past*. Vancouver: UBC Press.
- McLauchlin, Theodore. 2016. « Partnerships in Military Interventions and the Canadian Public ». *Canadian Journal of Political Scienc* 50 (no. 3): 1-21.
- Melakopides, Costas. 1998. *Pragmatic Idealism: Canadian Foreign Policy, 1945-1995*. Montréal: McGill-Queen's University Press.
- Mérand, Frédéric, et Antoine Vandemoortele. 2009. « L'Europe dans la culture stratégique canadienne, 1949-2009 ». *Études internationales* 40 (no. 2): 241-259.
- Middlemiss, Dan. 1994. « Getting it Wrong: the Public and Canadian Defence Policy ». Article présenté à une conférence du Military and Strategic Studies Programme (Ottawa).
- Mitzen, Jennifer. 2006. « Ontological Security in World Politics: State Identity and the Security Dilemma ». *European Journal of international relations* 12 (no. 3): 341–370.
- Morin, David. 2013. « Le côté obscur de la force: L'unité nationale, victime collatérale de la « nation guerrière » de Stephen Harper ? » *Études internationales* 44 (no. 3): 427-452.

- Munton, Don. 2003. « Defending the Canadian Public ». *The Canadian Military Journal* 4: 25-33.
- Munton, Don, and Tom Keating. 2001. « Internationalism and the Canadian Public ». *Canadian Journal of Political Science* 34 (no. 3): 517–549.
- Murray, Robert et John McCoy. 2010. « From Middle Power to Peacebuilder: The Use of the Canadian Forces in Modern Canadian Foreign Policy ». *American Review of Canadian Studies* 40 (no. 2): 171-188.
- Noël, Alain, Jean-Philippe Thérien et Sébastien Dallaire. 2004. « Divided over internationalism: The Canadian public and development assistance ». *Canadian Public Policy* 30 (no. 1): 29-46.
- Nanos Research. 2015. « Canadians Support Non-Combat Role – Open to Bringing 25,000 Syrian Refugees ». Publié en novembre 2015. En ligne : <http://www.nanos.co/wp-content/uploads/2017/07/Dec-4-Canadians-support-non-combat-role-%E2%80%93-open-to-bringing-25000-Syrian-refugees.pdf> (page consultée le 6 mars 2018).
- 2016. « Views on Canada’s Role in Peacekeeping Missions ». Publié en octobre 2016. En ligne : <http://www.nanosresearch.com/sites/default/files/POLNAT-S15-T703.pdf> (page consultée le 25 février 2018).
- 2017. « Impressions of Canadians on Canada-US Policy Alignment ». Publié en mars 2017. En ligne : <http://www.nanos.co/wp-content/uploads/2017/07/March-4-Impressions-of-Canadians-on-Canada-US-policy-alignment.pdf> (page consultée le 8 mars 2018).
- Nossal, Kim R. 1989. « Pinchpenny Diplomacy : The Decline of “Good International Citizenship” in Canadian Foreign Policy ». *International Journal* 54 (no. 1) : 28-47.
- 1993. « The Democratization of Canadian Foreign Policy? ». *Canadian Foreign Policy Journal* 1 (no. 3): 95-105.
- 1997. *The Politics of Canadian Foreign Policy* (3e éd.). Scarborough, Prentice-Hall.
- 2007. « La défense du ‘royaume’: la culture stratégique du Canada revue et corrigée » dans Roussel, Stéphane (dir.) *Culture Stratégique et politique de défense: L’expérience canadienne*. Outremont: Athéna éditions : 97-112.
- 2013. « The Liberal Past in the Conservative Present: Internationalism in the Harper Era » dans Heather A. Smith et Claire Turenne Sjolander (dir.). *Canada in the World – Internationalism In Canadian Foreign Policy*. Toronto: Oxford University Press: 21-35.
- 2015. *The Politics of Canadian Foreign Policy* (4e éd.). Montréal et Kingston: Queen’s Policy Studies Series, McGill-Queen’s University Press.

- Nossal, Kim Richard, Stéphane Roussel et Stéphane Paquin. 2007. *Politique internationale et de défense du Canada et du Québec*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- 2015. *The Politics of Canadian Foreign Policy*. Montréal et Kingston : Queen's Policy Studies Series, McGill-Queen's University Press.
- Notes de la Colline. 2016. « Le Canada et l'OTAN : les résultats du Sommet de Varsovie ». Publié le 26 septembre 2016. En ligne: <https://notesdelacolline.ca/2016/09/26/le-canada-et-lotan-les-resultats-du-sommet-de-varsovie/> (page consultée le 15 février 2018).
- O'Connor, Brendon et Srdjan Vucetic. 2010. « Another Mars-Venus divide? Why Australia said 'yes' and Canada said 'non' to involvement in the 2003 Iraq War ». *Australian Journal of International Affairs* 64 (no. 5) : 526-548.
- O'Doherty, Hugo. 2017. « Le Projet de loi C-6 est maintenant adopté, ainsi simplifiant aux immigrants le processus de la citoyenneté canadienne ». CIC News publié le 19 juin 2017. En ligne: <https://www.cicnews.com/2017/06/le-projet-de-loi-c-6-est-maintenant-adopte-ainsi-simplifiant-aux-immigrants-le-processus-de-la-citoyennete-canadienne-069264.html#gs.cFWxcTI>. (page consultée le 1er février 2017).
- Opperman, Kai et Henrike Viehrig. 2009. « The Public Salience of Foreign and Security Policy in Britain, Germany and France ». *West European Politics* 32 (no. 5) : 925-942.
- Page, Benjamin I. et Robert Y. Shapiro. 1988. « Foreign policy and the rational public ». *Journal of Conflict Resolution* 32: 211-247.
- Paquin, Jonathan. 2012. « Is Ottawa following Washington's lead in foreign policy?: Evidence from the Arab Spring ». *International Journal* 67 (no. 4): 1001-1028.
- 2015. « Canada's International Security Agenda ». Dans Roland Paris et Taylor Owen (dir.) *The World Won't Wait: Why Canada Needs to Rethink Its International Policies*. Toronto: University of Toronto Press: 109-120.
- Paquin, Jonathan, et Philippe Beauregard. 2013. « Shedding Light on Canada's Foreign Policy Alignment ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 46 (no. 3): 617-643.
- Paquin, Stéphane, et Annie Chaloux. 2009. « Comment vit-on aux marges de l'Empire?: Les relations Canada-États-Unis et la nature de la relation transatlantique ». *Études internationales* 40 (no. 2): 201-221.

- Paris, Roland. 2014a. « Are Canadians still liberal internationalists? Foreign policy and public opinion in the Harper era ». *International Journal* 69 (no. 3): 274-307.
- 2014b. « Canada's decade of diplomatic darkness ». *The Globe and Mail* publié le 24 septembre 2014.
- Paris et Taylor Owen. 2016. *The World Won't Wait: Why Canada Needs to Rethink Its International Policies*. Toronto: University of Toronto Press: 109-120.
- Pelletier, Laura et Justin Massie. 2017. « Role conflict: Canada's withdrawal from combat operations against ISIL ». *International Journal* 72 (no. 3): 298-317.
- PLC. 2015. *Changer ensemble: Le bon plan pour renforcer la classe moyenne*. En ligne: <https://www.liberal.ca/wp-content/uploads/2015/10/Le-bon-plan-pour-renforcer-la-classe-moyenne.pdf>. (page consultée le 1er février 2018).
- 2017. « La nouvelle politique de défense du Canada ». *PLC - Jean Rioux, député de Saint-Jean*. En ligne: <https://jrioux.liberal.ca/news-nouvelles/la-nouvelle-politique-de-defense-du-canada/> (page consultée le 13 février 2018).
- Posen, Barry. 1984. *The Sources of Military Doctrine: France, Britain and Germany Between the World Wars*. Ithaca: Cornell University Press.
- Pinker, Steven. 2011. *The Better Angels of Our Nature: Why Violence Has Declined*. New York: Viking.
- Pingeot, Lou et Vincent Pouliot. 2017. « Replacer la paix au cœur des opérations de l'ONU ». *Policy Options*. En ligne : <http://policyoptions.irpp.org/wp-content/uploads/sites/2/2017/11/Policy-Options-Peacekeeping-Special-Dossier.pdf> (page consultée le 12 avril 2018).
- Pilster, Ulrich, Tobias Böhmelt et Atsushi Tago. 2015. « Political leadership changes and the withdrawal from military coalition operations, 1945–2001 ». *International Studies Perspectives* 16 (no. 4): 463-483.
- Pye, Lucian W. et Sidney Verba (dir.). 1965. *Political Culture and Political Development*. Princeton: Princeton University Press.
- Rathbun, Brian C. 2004. « Partisan Interventions: European Party Politics and Peace Enforcement in the Balkans ». Ithaca: Cornell University Press

- Radio-Canada. 2015. « Trudeau annulerait l'achat des F-35 ». En ligne: <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/739881/trudeau-annulerait-achat-f-35-liberal-armee>. (page consultée le 1er février 2018).
- 2017. « Chrystia Freeland définit le rôle du Canada dans le monde ». En ligne: <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1038124/enonce-politique-etrangere-chrystia-freeland-canada-etats-unis-commerce-frontiere> (page consultée le 15 février 2018).
- Richter, Andrew. 2005. « From Trusted Ally to Suspicious Neighbor: Canada-U.S. Relations in a Changing Global Environment ». *The American Review of Canadian Studies* 35 (no. 3): 471-592.
- Rioux, Jean-Sébastien. 2005. « Two solitudes: Quebecers' attitudes regarding Canadian security and defence policy ». *Journal of Military and Strategic Studies* 7 (no. 3): 1-31.
- Rosen, Stephen Peter. 1995. « Military Effectiveness: Why Society Matters ». *International Security*, Vol. 19, No. 4: 5-32.
- Roussel, Stéphane (dir.). 2007. *Culture Stratégique et politique de défense: L'expérience canadienne*. Outremont: Athéna éditions.
- 2010. « La protection de l'Arctique: les Canadiens et les Québécois, même combat? ». Dans R. Bernier (dir.). *L'espace canadien: Mythes et réalités. Une perspective québécoise*. Québec: Presses de l'Université du Québec: 429-445.
- Roussel, Stéphane et Jean-Christophe Boucher. 2008. « The Myth of the Pacific Society: Quebec's Contemporary Strategic Culture ». *American Review of Canadian Studies* 38 (no. 2): 165-187.
- Roussel, Stéphane et David Morin. 2007. « Les multiples incarnations de la culture stratégique et les débats qu'elles suscitent ». dans Roussel, Stéphane (dir.) *Culture Stratégique et politique de défense: L'expérience canadienne*. Outremont: Athéna éditions : 17-42.
- Roussel, Stéphane et Chantal Robichaud. 2004. « L'État postmoderne par excellence? Internationalisme et promotion de l'identité internationale du Canada ». *Études Internationales* 35 (no. 1) : 149-170.
- Roussel, Stéphane et Charles-Alexandre Théorêt. 2007. « Une stratégie distincte? La culture stratégique canadienne et le mouvement souverainiste québécois (1968-1996) ». dans Roussel, Stéphane (dir.) *Culture Stratégique et politique de défense: L'expérience canadienne*. Outremont: Athéna éditions : 183-199.

- Russett, Bruce et John R. Oneal. 2001. *Triangulating Peace: Democracy, Interdependence, and International Organizations*. New-York: W.W. Norton.
- Saideman, Steve. 2017. « Canada's new defence policy: Don't expect greater capacity, just a more efficient military ». *Open Canada.org* publié le 8 juin 2017. En ligne : <https://www.opencanada.org/features/dpr-dont-expect-greater-capacity-just-safer-more-efficient-canadian-military/> (page consultée le 23 février 2018).
- 2018. « Forget more defence dollars — Canada needs to fix its procurement process ». *Open Canada.org* publié le 23 février 2018. En ligne : <https://www.opencanada.org/features/forget-more-defence-dollars-canada-needs-fix-its-procurement-process/> (page consultée le 23 février 2018).
- Saunders, Elizabeth N. 2015. « War and the Inner Circle: Democratic Elites and the Politics of Using Force ». *Security Studies* 24 (no. 3): 466-501.
- Shapiro Robert Y. 2011, « Public Opinion and American Democracy ». *Public Opinion Quarterly* 75 (no. 5) : 982-1017.
- Shadwick, M., 2011. « Commentary: defense and the 2011 election ». *Canadian Military Journal* 11 (no. 4). En ligne: <http://www.journal.forces.gc.ca/vo11/no4/64-ayer-eng.asp> (page consultée le 26 février 2018).
- Smith, Heather. 2003. « Disrupting Internationalism and Finding the Others ». dans Claire Turenne Sjolander, Heather A. Smith, et Deborah Stienstra (dir.). *Feminist Perspectives on Canadian Foreign Policy*. Toronto: Oxford University Press: 24-39.
- Sobel Richard. 2001. *The Impact of Public Opinion on U.S. Foreign Policy Since Vietnam*. New York: Oxford University Press.
- Sokolsky, Joel J. 2002. « Clausewitz, Canadian Style ». *Canadian Military Journal* 3 (no. 3): 3–10.
- Soroka, Stuart N. et Christopher Wlezien. 2004. « Opinion Representation and Policy Feedback: Canada in Comparative Perspective ». *Revue canadienne de science politique* 37 (no. 3) : 531-559.
- 2005. « Opinion-Policy Dynamics: Public Preferences and Public Expenditure in the United Kingdom ». *British Journal of Political Science* 25: 665–689.

- Simpson, Erika. 2001. *NATO and the Bomb: Canadian Defenders Confront Critics*. Montréal: McGill-Queen's University Press.
- Snyder, Jack L. 1977. *The Soviet Strategic Culture: Implications for Nuclear Options*. Santa Monica: Rand Corporation.
- Stairs, Denis. 1977. « Public Opinion and External Affairs: Reflections on the Domestication of Canadian Foreign Policy ». *International Journal* 33 (no. 1): 128-149.
- 1982. « The Political Culture of Canadian Foreign Policy ». *Revue canadienne de science politique* 15 (no. 4): 667-690.
- 2016. « Way Back Then and Now : NATO and the Canadian Interest ». dans James Fergusson et Francis Furtado (dir.). *Beyond Afghanistan – An International Security Agenda for Canada*. Vancouver : UBC Press.
- Staring S. 2013. « Harper's history ». *Policy Options* 34 (no.2) : 42-48.
- Staring, et Dorion-Soulié. 2014. « Stephen Harper, Leo Strauss, et la politique de la peur ». *Études internationales* 45 (no. 4): 555-577.
- Stimson, James A. 1999. *Public Opinion in America: Mood, Cycles, and Swings*. Boulder: Westview.
- Sutherland, R.J. 1962. « Canada's Long Term Strategic Situation ». *International Journal* 17 (no. 3): 199-233.
- Tang, Shiping. 2005. « Reputation, Cult of Reputation, and International Conflict ». *Security Studies* 14 (no. 1) : 34-62.
- Tikuisis, Peter. 2016. « The Decline of Combat Casualties: Trends and Implications ». dans Stéphanie Von Hlatky et H. Christian Breede (dir.). *Going to War? Trends in Military Interventions*. Montréal: McGill-Queen's University Press: 81-95.
- Trudeau, Justin. 2013. « Full text: Justin Trudeau's speech for the Liberal leadership showcase ». *The Globe and Mail* publié le 6 avril 2013. En Ligne : www.theglobeandmail.com/news/politics/full-text-justin-trudeaus-speech-for-the-liberal-leadership-showcase/article10827923/?page=all (page consultée le 3 mars 2018).

- Vastel, Marie. 2017a. « Maintien de la paix: le Canada risque de décevoir ses partenaires ». *Le Devoir* publié le 15 novembre 2017. En ligne: <http://www.ledevoir.com/politique/canada/512973/missions-de-maintien-de-la-paix> (page consultée le 15 février 2018).
- 2017b. « Le retour des Casques bleus canadiens attendra ». *Le Devoir* publié le 15 novembre 2017. En ligne: <http://media1.ledevoir.com/politique/canada/513031/casques-bleus-trudeau-annoncera-bientot-ce-que-le-canada-offre-aux-nations-unies> (page consultée le 15 février 2018).
- Verba, Sidney. 1971. « Cross-national Survey Research : The Problem of Credibility ». dans Ivan Vallier (dir.) *Comparative Methods in Sociology*. Berkeley : University of California Press : 309-323.
- Von Hlatky, Stéphanie. 2016. « Introduction : Military Interventions : Threats, Capabilities, and Responses ». dans Stéphanie Von Hlatky et H. Christian Breede (dir.). *Going to War? Trends in Military Interventions*. Montréal: McGill-Queen's University Press: 3-18.
- Von Hlatky, Stéphanie et H. Christian Breede. 2016. « The Cultural Variable in Foreign and Defence Policy ». *Canadian Foreign Policy Journal* 22 (no. 2): 103-7.
- Waltz, Kenneth. 1979. *Theory of International Politics*. Long Grove: Waveland Press.
- Weisiger, Alex et Keren Yarhi-Milo. 2015. « Revisiting Reputation : How Past Actions Matter in International Politics ». *International Organization* 69 (no. 2) : 473-495.
- Welzien, Christopher. 1995. « The Public as Thermostat: Dynamics of Preferences for Spending ». *American Journal of Political Science* 39: 981-1000.
- Wendt, Alexander. 1999. *Social Theory of International Politics*. New York: Cambridge University Press.
- Zaller, John R. 1992. *The Nature and Origins of Mass Opinion*. New York : Cambridge University Press.
- Zaller, John R. et Stanley Feldman. 1992. « A Simple Theory of the Survey Response: Answering Questions versus Revealing Preferences ». *American Journal of Political Science* 36 (no. 3) : 579-616.